PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 16 avril 1966
Clichy

Sommaire

Le président (André Raust) 1
Francis Leenhardt 3
Arthur Notebart (Nord) 4
Jules Moch 5
Guy Mollet 6
René Schmitt 8
Mahau (Finistère) 12
Guy Mollet 13
Georges Guille (Aude) 22
Gérard Jaquet 32
Le président (Jules Moch) 39
Loury (Indre-et-Loire) 39
Delmas (Tarn-et-Garonne) 41
Benoist (Charente) 43
Gaston Defferre 46
Etienne Weil-Raynal 58
Jacques Piette (Yonne) 61
Pierre Giraud (Seine) 68
Francis Leenhardt 71
Georges Guille 76
Roger Quilliot 77
Arthur Notebart 82
Boulloche 89
Llung (Rhône) 94
Guy Mollet 95
Le président (Arthur Notebart) 114
Claude Fuzier 114
Jules Moch 115
Roger Quilliot 117

Séance du samedi 16 avril 1966 (matinée).

La séance est ouverte sous la présidence d'André Raust, député, assisté de monsieur Vallée (Orne), Monsieur Anciant (Oise), monsieur Monnet (Deux-Sèvres).

Le président (André Raust)

Camarades, la première séance du Conseil national est ouverte.
Depuis nos dernières assises nationales, nous avons eu la douleur de perdre de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

nombreux militants du Parti. Parmi les plus connus :
Robert Becquet, maire d'Arrest, conseiller général de la Somme, victime d'un accident de la route,
Hector Baque, président de coopératives agricoles du Gers qui, après avoir lutté pendant deux semaines contre un mal implacable, fut arraché à l'affection de sa famille et de tous ses camarades.
Émile Catat, ancien maire de Domerat (Allier) et secrétaire de la section Socialiste, décédé à l'âge de 56 ans.
Charles Lesage, de la fédération Socialiste de la Marne, ancien secrétaire du syndicat des employés municipaux de Reims, ancien déporté, membre de Libération Nord, qui luttait depuis de nombreuses années contre la mort.
Édouard Danglade, animateur de la section Socialiste de Bayonne (Basses-Pyrénées), ancien combattant, prisonnier de guerre, terrassé par la maladie.
Florian Somerlinck, de la fédération du Nord, membre du Parti depuis plus de 45 ans.
Honoré Renoux, ancien secrétaire de la section Socialiste de Draguignan (Var), ancien conseiller municipal, décédé à l'âge de 85 ans.
Charles Montmayeur, maire de Guémené-sur-Scorff, conseiller général du Morbihan, décédé à l'âge de 75 ans.
Louise Leclercq, de la section de Lille, pilier de la fédération des femmes Socialistes, décédée dans sa 61ème année.
Arsène Lefillatre, conseiller municipal de Montebourg (Manche).
Noël Pelissou, ancien maire de Graulhet, pendant 30 ans, ancien combattant 1914-1918, ancien responsable de la résistance dans le Tarn.
René Helle, conseiller municipal de Sainte-Saune (Aube), décédé à l'âge de 69 ans.
André Angevin, de la fédération du Lot-et-Garonne, disparu à l'âge de 55 ans.
Ennemond Thoral, conseiller général, ancien député de la Loire, maire de Pouilly-sur-Charlieu, décédé à l'âge de 61 ans.
Eugène Montel, maire de Colomiers depuis 1945, conseiller général de Toulouse-Ouest depuis 1945 également et président du Conseil général de la Haute-Garonne. Élu député le 17 juin 1951, il avait été constamment réélu depuis.
Journaliste, Eugène Montel, qui était né le 5 juin 1885, à Montbazin, dans l'Hérault, fut rédacteur en chef de la "République sociale" de 1920 à 1945 et pendant ce même temps secrétaire de la fédération Socialiste de l'Aude. C'est lorsqu'il était conseiller général de ce département, de 1912 à 1948, qu'au printemps 1929, ayant été désigné par le Parti Socialiste comme candidat à une élection législative partielle dans la circonscription de Narbonne, il laissa sa place à Léon Blum pour permettre le retour à la Chambre de celui-ci, qui avait été battu à Paris en 1928. Eugène Montel fut ensuite attaché au cabinet de Léon Blum, Président du Conseil de juin 1936 à juin 1937.
Le Conseil national adresse à ces militants son souvenir affectueux et reconnaissant, et à leur famille toute notre sympathie affligée.
(La salle, debout, a écouté la lecture de cette liste).

Collection Jean Jaurès

L'ordre du jour au Conseil national prévoit une première question : Appréciation de l'action des organismes centraux, discussion et vote.
Ensuite, deuxième question : politique générale, y compris la question de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
Avant de donner la parole à René Schmitt, 1er rapporteur sur l'appréciation de l'action des organismes centraux, je demande aux camarades qui désirent intervenir dans la discussion de se faire inscrire au Bureau, en spécifiant le nom de leur fédération.

Francis Leenhardt

Je demande la parole sur la procédure ?

Le président - La parole est à Leenhardt, des Bouches-du-Rhône.

Francis Leenhardt - Camarades, notre président de séance vient de proposer que l'ordre du jour soit strictement découpé en tranches, au lieu d'être soumis à discussion commune. Il vient d'annoncer, alors qu'il ne s'agit pas d'un Congrès, qu'il n'y a donc pas de rapport statutaire, qu'on allait délibérer en premier lieu sur l'activité des organismes dirigeants et qu'ensuite il y aurait vote.
Camarades, je tiens à souligner le caractère tout à fait inusité de cette procédure.
Il y a vingt ans que je suis les Conseils nationaux du Parti et je ne me souviens pas qu'on ait découpé ainsi l'ordre du jour, ce qui oblige les camarades à intervenir à plusieurs reprises sur les différentes questions. C'est absolument contraire à nos usages, contraire à la tradition, et je veux rappeler qu'il n'y a jamais eu de vote d'approbation sans que la question soit passée à la Commission des résolutions qui se réunit en fin du Conseil national.
Alors, je pose la question : Qu'est-ce qu'on veut ? Qu'est-ce qu'on cherche ?
Est-ce qu'on veut absolument provoquer un débat sur la direction du Parti, l'activité des organismes dirigeants ? Est-ce qu'on y tient absolument ?
Alors, je veux montrer à quel point ce souci contrasterait avec les préoccupations de la minorité qui, dans le Comité directeur du 9 février, sur proposition de notre ami Gaston Defferre, avait dit :
"Nous sommes prêts, si nous obtenons la réunion d'un Congrès extraordinaire, nous sommes prêts à jeter le voile sur toutes les divergences que nous pouvons avoir sur l'appréciation de la direction du Parti, à taire tous les reproches que nous pouvons faire."
Et alors il se trouve que le refus d'un Congrès qui avait été promis serait, pour nous, la raison principale d'un vote négatif sur l'activité des organismes dirigeants et il se trouve qu'en même temps le problème de la réunion d'un Congrès extraordinaire va être l'objet principal de nos débats. Alors, si on nous demande un vote séparé, au début d'un Conseil national, mais alors on veut étouffer le débat ? On veut gêner ? On veut faire obstacle à la libre détermination des camarades sur ce problème du Congrès ?
Vous ne pouvez pas engager par un biais de procédure ce tel problème !
C'est pourquoi j'insiste : vous ne pouvez pas faire cela !

Fondation Jean Jaurès

Si, malgré notre appel, vous persistez dans cette procédure, je déposerai une motion d'ordre pour demander qu'on mette aux voix le respect de la tradition et le renvoi du texte d'approbation à la Commission des résolutions.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à monsieur Notebart, du Nord.

Arthur Notebart (Nord)

Mes chers camarades, j'ai toujours pensé que les Congrès du Parti et les Conseils nationaux avaient pour mission d'éclairer les problèmes et de définir une tactique, et j'ai toujours pensé, comme militant Socialiste, que les statuts du Parti étaient quelque chose qui avait une valeur.
J'ai toujours pensé aussi, car il y a maintenant quelques années que nous l'avons décidé, à la demande de certains camarades, que de repousser les Congrès nationaux ordinaires tous les deux ans et de maintenir les Conseils nationaux, avait comme raison d'être strictement, et cela figure dans les procès-verbaux, l'examen de l'attitude des organismes centraux, l'approbation ou la désapprobation. Cela avait quelque chose de valable.
Nous sommes aujourd'hui devant le Conseil national ordinaire, et je voudrais reprendre la circulaire qui nous a été envoyée, signée par Leenhardt, qui nous dit ceci :
"Nous engageons les militants à refuser leur approbation à l'action des organismes centraux, et il indique, nous sommes donc conviés à un Conseil national ordinaire, d'ailleurs prévu par les statuts."
Je dis à Leenhardt que je suis d'accord avec lui : Conseil national ordinaire, prévu par les statuts, raison d'être très simple et, normalement, il ne devrait y avoir qu'une seule question à l'ordre du jour : Examen des rapports des organismes centraux.
Puis, Leenhardt nous dit :
"Je n'ai jamais vu procéder à un vote avant la Commission des résolutions."
Voyons, camarades, essayons de nous mettre d'accord et de faire entre nous un point d'histoire sur le rôle des Commissions de résolutions, à l'intérieur de nos Congrès.
S'il fallait faire des références, nous irions chercher à la fois Bracque et Léon Blum, en rappelant que la Commission des résolutions est un organisme qui a été décidé il y a très longtemps, qui met dans l'obligation les militants Socialistes, assistant aux Congrès nationaux ou aux Conseils nationaux, de rechercher l'unanimité sur des thèses Socialistes, thèses de propagande, thèses de bataille du Parti.
Comment peut-il y avoir de rassemblement dans une Commission des résolutions pour chercher un texte unanime, entre des hommes qui demandent de voter contre le rapport des organismes centraux, et des camarades qui sont tentés d'approuver les organismes centraux ?

Fondation Jean Jaurès

En conséquence, il ne peut pas y avoir renvoi à une Commission de résolutions de deux thèses qui doivent se traduire purement et simplement par un vote ! On est “pour” approuver, on est “contre” l’approbation, ou à la rigueur on est pour l’abstention, et quel que soit le temps que nous irions perdre dans une Commission des résolutions, il n’y aurait pas unanimité.
D’un autre côté, Leenhardt nous dit :
"Alors, on tient absolument à faire approuver ou désapprouver ?"
Je m’en excuse, mais même si on n’y tenait pas et même si vous n’aviez pas écrit, Leenhardt et vos amis, qu’il fallait désapprouver, je dis qu’en iertu des statuts du Parti, de la règle du Parti, vous êtes tenus d’approuver ou de désapprouver. C’est pourquoi je demande purement et simplement qu’on approuve l’ordre du jour proposé par le président.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Jules Moch, de la fédération de l’Hérault.

Jules Moch

Mes chers camarades, je m’étonne un peu de l’intervention de notre ami Leenhardt.
Je ne m’étonne pas de son ton, il a été parfaitement correct, mais de la passion, qu’il mettait à résoudre un problème qui me paraît simple et dont je pense qu’il le prend à rebours.
Pour la thèse qu’a indiquée notre président il y a d’abord la tradition, quel est le rôle fondamental des Conseils nationaux ? C’est de contrôler l’action des organismes directeurs dans l’intervalle de deux Congrès. Et, par conséquent, la première tâche qu’a à faire ce Conseil national, c’est de dire si le Comité directeur, si le Bureau du Parti, si le Secrétariat général ont correctement interprêté les décisions des Congrès précédents.
J’ajoute un argument auquel je demande à Leenhardt de réfléchir. Supposez que l’on arrive à un vote de défiance, à quoi servirait d’engager ensuite un débat sur la situation politique générale, puisqu’il n’y aurait plus d’organismes directeurs du Parti ?
La première question, par conséquent, avant d’aborder le débat de politique générale, dont je suis d’accord avec vous qu’il est principal, c’est de savoir si les organismes directeurs du Parti ont, oui ou non, la confiance des militants.
Et quand je reprends ce qui a été dit ou écrit dans des interviews, dans des journaux adverses, ou dans des motions, quand je vois qu’on a accusé les organismes directeurs de changement de tactique en cours de campagne électorale, quand je vois qu’on a accusé Guy Mollet d’avoir pris l’initiative du ralliement à De Gaulle en 1958, ou bien d’avoir manifesté sa défiance ou son hostilité à tel ou tel de nos camarades, ou encore, ce qui est plus fort, d’avoir, lui, fait appel à Pinay, alors je pense qu’avant d’aborder l’avenir, ce qui est en effet une question essentielle pour nous, il faut régler le passé.
Il faut régler le passé, je vous le demande, par l’approbation de ce qui a été fait.
Vous le savez, je ne trahis pas de secret, nous n’avons pas toujours été d’accord

Fondation Jean-Jaurès

Guy Mollet et moi, cela n'a jamais empêché entre nous l'estime et l'amitié, mais il fut un temps assez long, situons le si vous voulez de 1952 à 1957 ou 1958, où nos positions au sein du Parti étaient différentes.
Moi je suis d'accord avec ce qui a été fait dans toute cette dernière période, d'accord à 100%, je tiens à le dire, et alors je pense que la seule solution logique est de voter maintenant l'approbation de l'ordre du jour qui vous est proposé, peut-être même, si vous voulez, que ce soit tout à fait clair, et malgré la perte de temps, de le voter par mandats si 10% des camarades le demandent, puis de voter sur cette approbation ou sur la réprobation de l'action passée pour laquelle Notebart avait parfaitement raison de vous dire qu'il n'y a pas de conciliation possible en commission des résolutions et que c'est une raison de plus de ne pas renvoyer la question et la pagaille dans nos esprits jusqu'à la Commission des résolutions, puisqu'on est pour ou contre l'ordre du jour et qu'on ne peut pas faire dans ce cas la synhèse des pour et des contre !
J'en ai terminé, je tous demande d'approuver l'ordre du jour.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je ne pensais pas intervenir à ce moment du débat, mais il est normal que le Secrétaire général insiste pour le respect des statuts et de la coutume, puisqu'on a évoqué les deux.
Contrairement à ce qui a été dit par Francis Leenhardt qui a là commis une erreur au point de vue mémoire, à tous les Conseils nationaux on commence par dire si on approuve ou désapprouve l'attitude antérieure des organismes. Ce qu'il a oublié, c'est que généralement cela se fait en dix minutes ; généralement le président de séance dit :
"Est-ce que quelqu'un dans la salle demande la parole pour faire des observations sur l'action du Parti depuis le dernier Congrès ? Quelqu'un demande-t-il le vote par mandat ? Que ceux qui en sont partisans veuillent bien le manifester en levant la main."
On lève la main, c'est terminé, on n'en parle plus ! Et on passe à la discussion du problème que l'on a mis à l'ordre du jour du Conseil national.
Voilà pourquoi cela n'a pas laissé de souvenir dans la mémoire de Francis Leenhardt.
En plus de cela, je vais reprendre un argument qui a été utilisé déjà deux fois avant moi, l'idée de la Commission des résolutions ne peut pas valoir, Francis Leenhardt, car comme il vient d'être dit, on n'a jamais le droit dans le Parti, même s'il y a eu des votes tranchants dans les fédérations, sur un sujet politique, on n'a jamais le droit de se séparer sans qu'à la Commission des résolutions on ait fait l'effort nécessaire pour tâcher d'aboutir à un accord, sur un texte, sur une idée, sur une idée nouvelle.
Mais quand il s'agit d'approuver le passé, eh bien on approuve ou on

désapprouve, ou on s'abstient ; mais il n'y a pas de Commission des résolutions là dessus, cela ne se justifie pas.
Pourquoi aujourd'hui je crois nécessaire un vote ? Je ne dis pas un vote maintenant, moi, je dis un vote avec débat, avec explications, que je souhaite le plus serein possible. C'est parce que vraiment les militants qu'on a voulu nombreux, c'est la raison pour laquelle nous avons donné satisfaction à votre demande que ce Conseil national ait quant à sa représentation la possibilité d'être constitué dans la même forme qu'un Congrès national, ces militants ne comprendraient pas s'ils n'étaient pas informés, si les drames qui se sont passés ne leur étaient pas expliqués. Car tout de même, cela a eu un caractère dramatique ! Des militants qui occupent des fonctions depuis des années dans le Bureau du Parti ont démissionné, un Secrétaire général adjoint du Parti qui était là depuis 17 ans, en a démissionné, le directeur du "Populaire" en a démissionné, cela a donné lieu à des commentaires de presse, de radio, etc. Et il n'en serait pas parlé à la première occasion qu'on a de se rencontrer ? Et on ne dirait pas aux militants le pourquoi des choses ?
Je souhaite comme vous qu'on le fasse, rapidement, d'une manière sereine, et puis qu'on tranche, qu'on tranche dans des conditions telles que pour tous sans distinction ce sera fini !
Je crois que le Parti a souffert de cela. Je crois que je traduis l'opinion unanime en disant que le Parti ne veut plus en souffrir. Alors si vous voulez qu'on se mette tous ensemble pour laisser cela derrière nous, ayons le débat, faisons-le avec sérénité, et le plus vite possible tranchons !
Je demande à Francis Leenhardt de retirer sa motion d'ordre et on va se mettre tout de suite au travail. J'insiste : si Francis Leenhardt ne retire pas sa motion, je demanderai aux camarades du Parti de ne pas l'accepter.

Francis Leenhardt - Je constate qu'aucun des trois camarades qui viennent de prendre la parole pour ma répondre, qui m'ont fait d'ailleurs beaucoup d'honneur, aucun de ces trois camarades n'a répondu à ce qui était mon argument principal. À savoir que notre vote négatif contre l'activité des organismes centraux est déterminé par le fait que ces organismes centraux ont refusé un Congrès ; ce problème du Congrès est au centre de notre délibération, et aucun des trois camarades n'a répondu à cet argument essentiel !
En ce qui concerne la Commission des résolutions, je veux bien qu'il n'y ait pas trente-six façons de rédiger le vote pour ou le vote contre, mais je prends l'exemple le plus récent, celui de notre Conseil national du 30 octobre ; vous savez bien qu'à côté de la formule rituelle d'approbation il y a eu tout un débat pour savoir dans quels termes on allait se déclarer solidaires des attaques dont le Secrétaire général était l'objet. Par conséquent, vous voyez tien que j'avais raison.
Je maintiens ma motion d'ordre, et j'en demande la lecture.

Le président - Jules Moch a la parole.

Jules Moch - Je voudrais simplement dire à Leenhardt qu'une motion d'approbation au Secrétaire général, au moment où il est l'objet d'attaques personnelles acharnées, n'a rien à voir avec l'approbation politique des décisions.
(Applaudissements)

Le président - Leenhardt maintient sa motion d'ordre, j'en donne lecture :
"Le Conseil national demande que les points de l'ordre du jour soient livré s à discussion commune conformément à la tradition, et que le texte d'approbation des organismes dirigeants soit renvoyé à la Commission des résolutions."
Nous votons à main levée, avec le mandat rosé, à moins qu'un dixième des membres demande le vote par mandat.

Gaston Defferre - Rien que nous, nous avons le dixième !

Guy Mollet - On semble ne plus connaître les règles du Parti ! Nous sommes dans un Conseil national, il n'y a qu'un mandat rosé par fédération.

Le président - Ceux qui souhaitent qu'on vote sur ce point par mandat sont priés de lever la main, avec le mandat rosé !
Le nombre nécessaire n'est pas atteint. La motion d'ordre de Leenhardt est mise aux voix à main levée.
Ceux qui sont partisans d'approuver la motion lèvent la main.
Avis contraires ?
La motion d'ordre est repoussée. La parole est au rapporteur sur l'action des organismes centraux, René Schmitt.

René Schmitt

Camarades, peu de périodes de la vie politique française ont été aussi riches d'événements que celle allant de notre dernier Conseil national de Clichy du 30 octobre 1965 à celui que nous tenons aujourd'hui !
La mutation profonde de la politique extérieure de la France, traduite dans toute une série d'étapes, marque le départ plus ou moins accentué de notre pays des organismes internationaux qui constituaient le cadre de notre politique internationale depuis la fin de la seconde guerre mondiale.
Depuis l'allocution du général De Gaulle du 5 novembre jusqu'à la décision unilatérale française du 30 mars c'est la lancée accélérée de l'éloignement de la France de la communauté européenne, le plaidoyer de la France en faveur de l'admission de la Chine à l'ONU, la dénonciation du protocole régissant l'établissement en notre pays des quartiers généraux de l'OTAN, tandis que dans le domaine de l'Internationale Socialiste nous pouvons saluer le beau succès des Socialistes finlandais, et surtout la grande victoire des travaillistes britanniques !
Mais la politique intérieure des neuf derniers mois ne le cède en rien en densité à la vie internationale ! Un événement a dominé cette période, les élections présidentielles des 5 et 19 décembre 1965, dont il est, je pense, superflu de

Fondation Jean-Jaurès

retracer l'historique et le développement, et qui a constitué le point de départ d'une évolution importante de l'opinion publique contre le pouvoir personnel.
Le Parti ne peut que se féliciter d'avoir été un élément prépondérant de ce réveil démocratique dans le pays. Le Comité directeur, réuni d'abord le lendemain du premier tour de scrutin, puis le 22 décembre, publiait deux communiqués adoptés l'un et l'autre à l'unanimité, dans lesquels il exprimait non seulement la vive satisfaction du Parti et de ceux qui lui font confiance, mais encore il appelait tous les Socialistes et tous les démocrates à poursuivre leur effort en vue de prolonger ces premiers succès, et de remporter des victoires décisives au cours des futures consultations électorales.
Il invitait en outre tous les membres du Parti à participer activement au développement de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, qui s'est affirmée au cours des élections présidentielles comme une des principales forces politiques du pays !
Cette dernière phrase m'amène à considérer plus en détail l'activité des organismes responsables du Parti depuis le début de novembre 1965.
Première partie : Vie intérieure du Parti
1°/ Demande de convocation d'un Congrès national extraordinaire.
Par 27 voix contre 7 et 1 abstention, le texte suivant a été adopté le 22 décembre dernier : "Le Comité directeur rappelle que les statuts du Parti prévoient dans l'intervalle des Congrès la tenue de deux Conseils nationaux par an, les dates de ces assemblées seront fixées en fonction de la situation politique.
Il estime non justifiées les raisons qui inspirent la demande faite aujourd'hui d'un Congrès extraordinaire, et en refuse la convocation.
Il va sans dire qu'avant les élections législatives, qu'elles soient précipitées ou non, un Congrès national sera selon la tradition du Parti convoqué en temps utile, pour approbation du programme et de la tactique électorale ;
conformément à l'article 38 de nos statuts il appartient au Comité directeur de provoquer ce Congrès."
2°/ Bureau et Secrétariat
Le Comité directeur du 19 janvier décide par 25 voix contre 9 abstentions de compléter le Bureau dans la limite des places statutairement disponibles, c'est-à-dire deux places. André Le Floch et André Raust ont été élus par 26 voix sur 27 votants. D'autre part, Pierre Mauroy a été élu à la même date, par 27 voix sur 27 votants, Secrétaire général adjoint, en remplacement de Georges Brutelle.
3°/ Presse nationale du Parti.
Cet important et grave problème a fait l'objet de deux débats, les 2 et 30 mars 1966. Au lendemain de la démission de Gérard Jacquet de ses fonctions de directeur du Populaire, lespropositions de la Commission Mationale de la Presse ont été adoptées à l'unanimité, alors que la parution du Populaire avait été suspendue pendant un mois pour permettre d'étudier les différentes propositions envisagées.
La formule nouvelle a fait son apparition le 5 avril dernier, synthèse entre le quotidien et l'hebdomadaire.
Fait important à signaler, la dernière semaine de chaque mois un numéro spécial

sur la vie du Parti sera envoyé gratuitement aux seuls militants, dans la mesure où les fédérations auront retourné au siège du Parti le volet national du feuillet de cotisation. Cette dernière mesure résulte de l'application d'une décision du Conseil national des 28 et 29 novembre 1965.

Deuxième Partie : la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.

Le 17 novembre 1965, le Comité directeur unanime autorisait, je cite :

"Ses représentants à signer les textes définitifs fixant la charte et les structures de la FGDS."

Tandis que le 6 décembre suivant, par une décision également unanime, le Comité directeur désignait les 14 titulaires et les 2 suppléants appelés à représenter le Parti au comité exécutif de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.

Les travaux de cet exécutif ont fait l'objet de comptes-rendus réguliers, notamment sur deux points controversés, celui des adhésions individuelles et celui de la fusion. Le premier point a finalement été réglé par une décision commune et unanime du comité exécutif de la fédération, et la divergence qui était apparue au sein de notre Comité directeur s'est par là même éteinte.

Il n'en a pas été de même du problème de la fusion.

Avant d'aborder la question sur le fond, il importe de connaître le point de vue des autres organisations fédérales. C'est pourquoi le Comité directeur, dans sa séance du 9 février 1966, avait donné mandat au Bureau de prendre officieusement contact avec nos partenaires à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, pour connaître leur réaction sur une initiative du Parti pour hâter le processus de la fusion.

Leur point de vue sera notamment sollicité sur les questions de doctrine et sur le délai qu'ils envisagent pour aboutir à la fusion.

Nouvelle discussion sur les mêmes problèmes au Comité directeur du 2 mars 1966 qui donne mandat au Bureau du Parti de désigner 3 camarades pour une nouvelle rencontre avec Billères et Mitterrand ; ce mandat a été exécuté par Pierre Mauroy et René Schmitt qui rendirent compte de leur mission au Comité directeur en sa séance du 30 mars dernier.

Troisième partie : le Parti Communiste français.

Un communiqué a été adopté à l'unanimité par le Comité directeur, réuni le 19 janvier 1966, qui avait notamment demandé qu'il ne fut pas publié avant le 26 janvier, le comité exécutif de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, qui se réunissait le 25, devant être informé de nos intentions.

Ce communiqué faisait référence :

1°/ À une lettre du Parti Communiste français, je cite : "Tendant à l'ouverture de négociations pour la définition d'un programme électoral commun", fin de citation, question relevant de la compétence des délégués à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.

2°/ À une décision du 54ème Congrès de notre Parti relative à l'accord de clarification entrepris par nous dès 1963. Cette décision avait eu une première application en 1964 par la publication d'une série d'articles dans le Populaire. Le Bureau du Parti, dans sa réunion du 26 janvier 1966 a mis au point,sur

mandat du Comité directeur, le communiqué paru dans le Populaire du 28/29 janvier 1966 dont je cite le dernier alinéa : "En conséquence, le Comité directeur estime nécessaire la reprise du dialogue engagé en 1963 sur les questions fondamentales, notamment sur les objectifs et les caractères de l'action ouvrière en régime capitaliste et sur les conditions et les garanties de la démocratie politique."
Quatrième partie : problèmes divers.
L'énumération des différents centres d'activité des organismes responsables du Parti serait incomplète si je ne mentionnais pas les prises de position du Comité directeur sur les questions concernant l'actualité politique, économique ou sociale.
Dans cet ordre d'idée, il convient de rappeler les communiqués ou déclarations, tous pris à l'unanimité, sur l'affaire Ben Barka, sur la dégradation de la situation sociale. Le Parti a exprimé sa solidarité et sa sympathie aux travailleurs des chantiers navals, de l'ORTF, de la métallurgie, des transports et des différents ordres d'enseignement engagés dans la lutte contre la politique anti-sociale du patronat et du pouvoir gaulliste, sur la critique de la réforme de l'enseignement, sur l'OTAN.
Telles sont, mes chers camarades, les différentes têtes de chapitres de l'action passée rappelées à l'ouverture de nos débats.
Le Conseil national ayant comme rôle de contrôler l'action menée par le Parti dans l'intervalle des Congrès, vous aurez, en conclusion, à apprécier l'activité des organismes responsables du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Gérard Jaquet, je demande aux camarades qui voudraient s'inscrire dans cette discussion de le faire tout de suite au Bureau.
Après monsieur Jaquet, la parole sera à monsieur Mahau, du Finistère.

Gérard Jaquet - Camarades, nous pensions que, suivant la tradition, il n'y aurait qu'un seul débat portant tout à la fois sur le passé récent et sur l'avenir, car il est bien évident que ces deux problèmes sont intimement liés.
Le Conseil national en a décidé autrement, mais comme nous considérons que la préparation de l'avenir est fonction de notre appréciation du passé, nous n'interviendrons sur le fond du problème que dans le débat général qui va suivre.
Je me contenterai simplement de rappeler que, devant le refus à deux reprises différentes du Comité directeur, d'une confrontation générale de tous nos militants sous la forme d'un Congrès extraordinaire rapide, nous ne pourrons pas approuver l'action des organismes centraux du Parti.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à monsieur Mahau.

Fondation Jean Jaurès

Mahau (Finistère)

Camarades, je suis mandaté par la fédération du Finistère pour déplorer et critiquer l'état d'esprit qui existe actuellement dans le Parti. Depuis bientôt quarante ans que je milite à la SFIO, je n'ai jamais assisté, fût-ce au temps des tendances, à une manœuvre de débauchage ou à travail fractionnel comme cela existe à présent.

Vous allez en juger vous-mêmes par les lettres que je vais vous lire, et je dis tout de suite aux auteurs de ces lettres que ce n'est pas parce que, bien souvent, j'ai critiqué Guy Mollet - et je pourrais dire son équipe, puisqu'il y a plusieurs équipes maintenant - que pour autant, quand je suis d'accord, je ne le dis pas, et que je ne dis pas également mon désaccord avec les autres.

Certains d'entre nous, et beaucoup dans la salle, ont été honorés de ces lettres. D'abord, le 7 février 1966, je reçois une convocation, signée Gazier, Jaquet et Métayer, pour assister à une réunion dans les locaux de la Gauche républicaine ; manuscrit : peux-tu amener un copain de Brest ?

Le 23 février, une autre lettre, pour une réunion le mercredi 2 mars à 21 heures, signée Gazier, Jaquet et Métayer.

Le 7 mars, nouvelle lettre pour une réunion le 16 mars à 21 heures, signée Gaston Defferre, Jaquet, Gazier et Pierre Métayer.

Le 17 mars, il y a une nouvelle lettre, signée efferre, Jaquet, Gazier et Métayer.

Le 30 mars, il y a une nouvelle lettre, pour une réunion qui s'est tenue hier à 21 heures.

Et en tout dernier lieu, puisqu'il faut que tout se termine par un banquet ou un repas amical, il y a demain, à Puteaux, un déjeuner, et ce déjeuner sera présidé par notre ami Gaston Defferre, entouré de Jaquet, Métayer, Gazier, Brutelle, Chandernagor, et autres militants de premier plan ; il faut croire que les autres ne sont que de second ordre !

Eh bien, camarades, cela nous écœure dans nos départements. C'est le sabotage du Parti, qui est délibéré !

(Applaudissements)

Nous ne pouvons pas accepter cela, et quand on parle de Puteaux, eh bien je rappellerai que la ligne de conduite de notre camarade maire de Puteaux n'a pas toujours été la même, et s'il y en a, à l'heure actuelle, qui ne veulent pas faire alliance avec les Communistes, ils ont été bien souvent d'accord pour faire cette alliance !

(Applaudissements)

Camarades, s'il y avait une motion de censure, il est certain que je l'aurais votée des deux mains, pour sanctionner les fractionnistes !

(Applaudissements)

Le président - Je n'ai plus d'orateur inscrit dans ce débat, je vais donc procéder…

Guy Mollet - Non !

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Ah, pardon. La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Non ! Ce n'est pas possible ! Il faut au moins que les Camarades qui vont rentrez chez eux rentrent avec des informations, même si ce que je dis n'a qu'une valeur informative. Ce n'est pas possible, je ne crois pas - je ne le sens pas, en tout cas - qu'après toute l'émotion qu'on a soulevée dans le pays, au moment où on devrait s'expliquer - et je souhaitais qu'on le fasse, je l'ai dit tout à l'heure, avec sérénité - il soit possible qu'on dise : non, nous n'avons pas pu, c'est fini, terminé, on ne parle plus de cela !

Ce serait possible si c'était resté intérieur au Parti, s'il n'y avait eu de vagues que chez nous, mais vous savez bien que ça ne c'est pas passé comme cela. Le pays entier, et une certaine presse, et une presse qui était alimentée par des indiscrétions organisées, en ont fait état.

Quand je dis "des indiscrétions organisées", je donne des faits très précis. J'ai appris par la presse, trois jours avant d'avoir reçu la première démission, les démissions des camarades du Bureau. Il avait bien fallu qu'ils le leur disent, aux gens de la presse !

Autrement dit, il y a eu du mouvement, il y a eu du bruit. Moi, je voudrais que ce soit fini demain, ou après-demain - je ne sais pas combien de temps on va travailler ensemble - mais, pour cela, il faut que les gens qui vont rentrer chez eux puissent dire : c'est fini, on s'est expliqué.

Gérard Jaquet vient, avec une extraordinaire discrétion qui contraste avec le langage tenu dans les fédérations là où nos amis sont allés, se dire : on ne parle pas de cela. Et il a dit : c'est devant le refus de Congrès, deux fois répété, que nous avons pris certaines décisions.

Ce n'est pas vrai, en tout cas ce n'est pas vrai pour tout le monde.

En réalité, c'est vrai pour les démissions du Bureau, ce n'est pas vrai pour les démissions de Gérard Jaquet en tant que directeur du Populaire, et de Georges Brutelle en tant que Secrétaire général adjoint du Parti. Puisque j'avais ces démissions dans mon coffre avant l'ouverture de la campagne des présidentielles, c'est-à-dire longtemps avant qu'il ne soit question d'un Congrès extraordinaire, mais que d'un commun accord Jaquet, Brutelle et moi, avions dit : "Elles ne seront rendues publiques dans le Parti qu'après les présidentielles, pour ne pas gêner l'action."

Ils ont tenu leur engagement, comme j'ai tenu le mien, mais ce n'est donc pas à cause de ce soi-disant refus, qui est postérieur de deux mois, que les camarades ont démissionné.

Ils ont donné des raisons, il faut que les camarades les connaissent ; il eût été intéressant qu'ils les disent ici, ils l'auraient fait mieux que moi.

Gérard Jaquet a donné comme raison essentielle qu'étant minoritaire, il lui était absolument impossible, à son avis, de garder la fonction de directeur du Populaire qui l'amenait à formuler une appréciation - pas une censure - sur les articles qui étaient envoyés, puisque c'est un peu le rôle d'un directeur. Il y a quelque chose dans l'argument, je ne le conteste pas ; savoir si l'on passe ou si

Fondation Jean Jaurès

l'on ne passe pas tel papier ; étant minoritaire, ça le gênait d'avoir à apprécier les articles de majoritaires.
Georges Brutelle, avec beaucoup de netteté - enfin, çà, c'était déjà net, mais plus de brutalité dans le propos - m'a dit : "Pour moi, c'est clair, il faut que Guy Mollet s'en aille ; il l'a expliqué en clair au Comité directeur : c'est la présence de Guy Mollet au Secrétariat général, son maintien, qui est la cause de mon départ." Il l'a fait avec beaucoup de loyauté et cette espèce de brutalité qui est en loi, il a dit : "C'est pour cela que je me sens obligé de m'en aller."
Voilà les raisons données, qui n'ont rien à voir avee le refus de Congrès.
Qu'ai-je répondu à Brutelle et à Jaquet ? J'ai répondu en insistant auprès des deux, en leur disant : ce n'est pas possible, vous n'avez pas le droit ! Vous n'avez pas le droit de démissionner parce que vous avez été hier en désaccord avec moi sur tel et tel problèmes, pour une raison simple, c'est que si vous faites cela, vous créez dans le Parti quelque chose que nous avons interdit depuis 1945. Vous créez la tendance organisée.
Vous avez été en désaccord, hier, sur un problème précis ; comment pouvez-vous savoir si vous le serez, demain, sur des problèmes que nous ignorons ensemble, puisqu'ils ne sont pas nés, sauf si, vraiment, nous en sommes effectivement, dans le Parti, aux tendances ou aux clans organisés, qui font que l'on est sûr, à l'avance, qu'on ne sera plus jamais d'acaord ? Et j'autorise Georges Brutelle, s'il est là, et Jaquet - je sais qu'il est là - à m'interrompre pour infirmer mon propos si ce n'est pas vrai.
Voilà le langage que j'avais tenu, car j'avais peur pour le Parti de la renaissance de cela. Et ce ne sont pas les propos que vient de tenir Mahau qui me font changer dans mes craintes. On en est là, mes camarades. Si c'était vrai qu'on en soit là définitivement, il faudrait mettre à l'ordre du jour d'une de nos prochaines instances nationales la renaissance officielle des tendances. Ce serait davantage "à la loyale" que ce qui se passe actuellement !
J'étais donc contre cela. Les camarades ont poursuivi, ont voulu quand même démissionner, et c'est alors qu'à la suite d'un Conseil national très dur, à l'occasion duquel Gaston Defferre s'est livré à une attaque très sévère à mon égard, que j'ai considérée, dans les heures où elle s'est produite, comme une agression - j'emploie le mot en utilisant un ton modéré - et que les membres du Conseil national - ayant la structure d'un Congrès, mais qui était un Conseil national - n'ont certes pas oubliée - et pour la première fois, probablement, depuis vingt ans, j'ai totalement perdu le contrôle de moi, je le confesse, on ne m'avait pas encore tu comme on m'a vu ce jour-là - Gaston Defferre a, dans son intervention demandé la tête du Secrétaire général pour toutes sortes d'arguments, en expliquant toutes les fautes et tous les crimes commis par Guy Mollet depuis un certain nombre d'années. Il a dit : "Il nous faut une instance nationale, laissons passer les élections, mais dès que les élections seront finies il faudra qu'un Congrès change tout cela."
Et j'ai dit : "Chiche." Je le dis publiquement, car c'était à peu près à la même tribune, ou en tout cas dans l'autre salle, j'ai dit : "Chiche", c'est exact, j'ai dit : "Oui, si vous voulez un Congrès, moi je suis d'accord pour qu'on l'ait, si vous

voulez qu'on s'explique, je suis d'accord pour le faire."
Je ne nie pas le propos que j'ai tenu à cette occasion-là, il n'y a pas de doute.
Pourtant le Comité directeur, à une immense majorité, a refusé le Congrès en question. Alors, un peu d'histoire.
Oh, je ne vais pas jouer à cache-cache, je ne vais pas dire que les caramades du Comité directeur l'ont fait contre moi, non, puisque je me suis associé à la décision de la majorité. Mais, ils l'ont fait après m'avoir sérieusement enguirlandé !
Les camarades que l'on dit de la majorité, ce qui est d'ailleurs quelque chose de grotesque, cette majorité est aussi peu compacte, aussi peu homogène qu'il est possible, il y a là des oamaades qui sont d'accord sur un problème, pas d'accord sur un autre - c'est d'ailleurs très vrai des camarades de la minorité, en en dira un mot tout à l'heure, sur certaines questions - m'ont à peu près tous tenu le même langage, et m'ont dit : "Mais, dis-donc, pour qui tu te prends ? Tu n'es pas davantage le centre du monde que quiconque, ce n'est pas parce que, toi, tu as dit oui, tu as dit chiche, qu'il y aura un Congrès, tu n'as aucune qualité pour dire qu'il y aura un Congrès !" Et j'entends encore un camarade que je vois dans la salle, qui a été l'un des plus sévères en l'occasion, je cite Georges Guille, amicalement sévère, mais sévère quand même, me dire : "Alors, s'il fallait qu'à chaque fois que je ne suis pas d'accord avec toi tu dises : on va faire un Congrès, on n'a pas fini, on va être en Congrès toutes les semaines !"
Ces camarades ont dit non, et ils ont demandé aux membres de la minorité : sur quoi voulez-vous un Congrès ? Sur quel problème politique voulez-vous un Congrès ? Quels sont les points sur lesquels il y a des divergences entre nous ? De quoi voulez-vous que nous débattions ? S'il y a vraiment un problème politique à trancher aujourd'hui - à la date où c'était demandé - il n'y a pas de raison de refuser un Congrès.
Mais, quand on a fait le tour, on a vu que les camarades ne demandaient le débat sur aucun problème politique. J'autorise encore à m'interrompre. Depuis, on en a découvert...

Roger Quilliot - Je suis intervenu personnellement et uniquement sur des problèmes politiques concernant la stratégie électorale et le programme. C'était les deux points.

Guy Mollet - C'est exact, je t'en donne acte, mais les camarades, sur ces problèmes de stratégie électorale et de programme, ont tous pensé que ce n'était pas en décembre 1965 qu'il était temps d'en parler ; on parlera stratégie cet après-midi, vous verrez comment le problème se pose et comment, sans doute, il est prématuré de parler de stratégie électorale alors même qu'on ne connaît pas la loi électorale. Si bien que cet argument quant à la politique n'a pas été retenu, et d'ailleurs les camarades ont été tous d'une très grande loyauté, ils ont dit :
"Non, le vrai problème, l'unique problème sur lequel on demande un Congrès, c'est le fonctionnement du Parti. Et quand on parle de fonctionnement du Parti, il s'agit du Secrétariat général."

Les autres de la majorité ont dit :
"Rien à faire, sûrement pas", et ils ont prétendu réfuter les arguments avec lesquels on le demandait. Cela vous a valu une lettre aux militants. Je ne l'ai pas signée, car comme dans cette lettre - oh, ce n'est pas parce que je la désavoue, je suis entièrement d'accord avec cette lettre, j'en suis totalement solidaire, je ne joue pas à l'homme qui s'est fait battre ou qui, hypocritement, leur a dit : "Faites-donc ce truc là sans moi", ce n'est pas vrai. Il est dit sur moi un certain nombre de choses aimables, ce à quoi je ne suis pas accoutumé, il valait mieux, quand même, que ce ne soit pas sous ma signature.
Cette lettre aux militants, je ne vais pas vous la commenter, mais elle répond à la plupart des arguments.
On pensait que c'était terminé.
Au fur et à mesure, nos camarades ont trouvé des arguments nouveaux, supplémentaires, ce dont nous parlerons cet après-midi. Il y en a un dont vous n'entendez plus parler, mais dont il a été sérieusement question pendant un moment : les adhésions individuelles. Vous ne vous souvenez pas le baratin qu'on a fait sur les adhésions individuelles ? Il n'était question que de cela ! Pourquoi ne vous en parle-t-on plus ? Parce qu'on s'est aperçu que c'était un faux problème, qu'il y avait une solution simple et facile, et la question a été réglée à partir de l'instant où nous avons-nous-mêmes offert la solution.
On en a trouvé d'autres, sur lesquels on s'expliquera cet après-midi : la fusion, et puis sans doute - encore que cela ne figure pas dans les textes actuellement - le contre-gouvernement. On en parlera tantôt.
Nous avons entendu nos camarades nous dire un jour - Gaston Defferre, avec beaucoup de sincérité, de gravité, de solennité, pour employer le mot qu'il a lui-même utiliser - nous dire : "Si vous acceptez maintenant sur la fusion que nous fassions tout de suite un congrès, on tire un trait sur le passé, et nous renonçons aux attaques de caractère personnel."
Beaucoup de camarades ont répondu, et moi j'ai utilisé l'argument suivant :
"Mais si c'était vrai, mes camarades, elles avaient donc tellement peu d'importance, vos attaques de caractère personnel ? Elles étaient donc tellement peu fondées ? Les griefs formulés contre moi étaient-ils vraiment si peu valables que rien que la tenue d'un Congrès suffirait à les balayer ?"
Et vous avez pourtant démissioné . Il y a des camarades qui ont renoncé à des postes qu'ils occupaient - je pense à Georges Brutelle - depuis dix-sept ans, pour quelque chose que rien que la tenue d'un Congrès suffirait à balayer ?
Je crois que tout cela n'a pas été sain. Je le dis. Que nous ayons commis des erreurs, c'est incontestable. Que j'aie ma part de responsabilité, je la revendique. On ne peut pas être au poste où je suis depuis vingt sans sans avoir écraser les pieds, créer des plaies, il n'y a pas de doute. Mais je ne veux pas que le Parti - je pense au Parti plus qu'à moi - entre dans ce jeu lamentable qui fait la part à l'adversaire trop belle, qui consiste à battre sa coulpe sur la poitrine d'un camarade.

Être attaqué par l'adversaire, mes camarades, c'est pour moi une joie, un titre de gloire. Quand ces gens-là me salissent, cela me fait plaisir. Je ne le serai jamais assez. Pour être démis du poste que j'occupe, il faut qu'ils me salissent encore un peu plus !

J'invite tous ceux d'entre vous qui vont avoir l'occasion de le faire, à lire un article qui vient d'être publié dans une revue qui s'appelle "Preuves", dans laquelle Mademoiselle Annie Kriegel-Valrimont, qui n'est pas des nôtres, c'est la sœur de Kriegel-Valrimont, l'ancien député Communiste, mais qui est assez près de nous, qui a d'ailleurs écrit sur la scission de Tours le meilleur bouquin qui, à mon avis, ait jamais été écrit, vient de publier sous le titre "Léon Blum et le Communisme" un article absolument extraordinaire. Quand j'aurai mérité qu'on m'engueule de la même manière que l'a été Léon Blum, je serai vraiment digne d'être votre Secrétaire général, plus encore que je ne le suis aujourd'hui.

Donc, je ne souffre pas de ce genre d'attaques. Mais quand c'est alimenté dans le Parti, je vous demande d'y renoncer. Je ne vous demande pas de renoncer à la discussion interne, à la critique interne ; au contraire ; le Parti cessera d'être lui-même si, à l'intérieur du Parti, ce n'est pas violent, ce n'est pas dur, ce n'est pas sévère. Ce à quoi je vous demande de renoncer tous - et je m'engage à le faire de mon côté si tant est que j'aie jamais failli à cela, et je voudrais bien qu'on me cite des exemples où j'ai, moi, blessé des camarades hors du Parti - c'est à le faire hors du Parti.

Or, on utilise des arguments qui sont faux. Dans votre lettre d'informations aux militants, je m'excuse, mais il y a un chapitre qui est fait de calomnies. Je dis de calomnies. Ceux qui ont le texte sous les yeux peuvent s'y reporter : "informations pour les militants" - page 3 - "les méthodes que nous critiquons : l'acceptation de combinaisons électorales hétéroclites, tantôt avec la Droite, tantôt avec les Communistes... Qui dit cela ? Le Secrétaire général du Parti ? Voyons ! Si cela se dit en tant qu'élu local, élu local maire d'Arras ou député d'Arras, je souhaite à tous les militants du Parti d'avoir une situation aussi nette que celle du député-maire d'Arras et qu'ils n'aient jamais été négocier avec qui que ce soit, comme le député-maire d'Arras. Si nous avions été aujourd'hui dans une atmosphère très dure et très méchante, j'aurais volontiers établi moi-même quelques comparaisons avec quelques autres situations. Je ne le ferai pas. J'ai promis.

Ensuite, si ces combinaisons électorales étaient retenues, cela ne toucherait pas Guy Mollet en tant que député-maire d'Arras, cela toucherait le Secrétaire général de la SFIO, et y a-t-il eu une seule décision qui n'ait pas été prise dans un Congrès ou dans un Conseil national, et généralement à l'unanimité ?

Il y en a une, c'est celle qui suit - c'est la ligne qui suit ce que je lisais il y a un instant : "les changements de tactique en pleine campagne électorale, comme en 1962."

Elle consiste en quoi ? Si je comprends bien, cela doit consister dans le fait qu'un jour, en face de Maurice Schumann, avant la fin du premier tour, à la question : "Et si jamais vous avez à choisir au deuxième tour entre l'élection du Communiste et l'élection d'un UNR, que faites-vous ?", j'ai dit : "Dans les

circonstances actuelles, il faut battre l'UNR, il n'y a pas de problème. S'il y a quelque coin en France où cela se produit, pas de question, il faut le faire."
Réaction personnelle, me dit-on. C'est embêtant : le premier signataire, s'appelle Georges Brutelle. Lorsque le Secrétariat général du Parti a pris cette décision, Georges Brutelle était avec moi, dans mon bureau. C'est embêtant qu'il l'ait oublié !
De plus, cette décision, est-ce qu'elle n'est pas celle du Parti tout entier, même s'il y a des organes locaux qui ont oublié de la publier ? Pour l'ensemble de la France, il a cependant bien été décidé qu'on devait d'abord faire élire un Socialiste, un démocrate-Socialiste, que si on ne le pouvait pas, il fallait assurer l'élection d'un démocrate, et que dans les cas où on ne pouvait pas assurer l'élection d'un démocrate, il fallait, même pour quelqu'un loin de nous, et même pour un Communiste, assurer l'échec de l'UNR. Décision que vous avez prise ensemble…

Dans la salle - C'était sur proposition de Gazier.

Guy Mollet - Je ne le savais pas, mais je te remercie de me le dire. C'était sur proposition de Gazier. C'est pourtant un des signataires.
"... l'initiative du ralliement à De Gaulle en 1958, après tant de sacrifices consentis pour éviter le gaullisme..."
Mes camarades, je ne peux pas faire une seule réunion publique sans avoir, bien sûr, le gaulliste de service, l'ultra-chrétien, ultra-progressiste, qui vient me rappeler mon voyage à Colombey. Je me livre chaque fois au même gag. On a ses petits trucs, dans les réunions publiques ! Je ne vais pas vous faire l'injure de vous l'imposer, à vous ; j'aurais trop peur ! Je vais plutôt vous le raconter. Le gag consiste en ceci. Je dis à mon interpellateur :
"Voulez-vous vous souvenir à quelle date Guy Mollet est allé à Colombey ? c'est le 12 mai ? Le 13 mai ? Le 14, ou le 15 ?"
"Oh !" - dit-il - "Qu'est-ce que cela peut me faire que ce soit le 12 ou le 15 ?"
Et comme il a peur, il dit : "Non, non, d'ailleurs, je vous vois venir, c'est plutôt le 16."
Non, mes camarades ! Je le donnerai presqu'en mille, dans cette salle, chez nous, car l'intoxication de nos adversaires a été telle que vous-mêmes, vous vous êtes troublés ! J'y suis allé le 30, le lendemain du jour où monsieur Coty avait désigné De Gaulle comme président. Avant, j'avais refusé d'y aller, dans une lettre que vous devriez considérer comme étant à votre honneur, et non pas comme étant gênante pour le Parti.
Mais cela n'a pas d'importance. Seulement, voilà que, maintenant, cela s'écrit dans le Parti et qu'il y a dans cette salle des militants qui n'ont jamais lu la lettre par laquelle, le 25 mai, je disais à De Gaulle : "Non, Monsieur, des nervis débarquent en Corse, et vous vous taisez. Je n'irai pas vous voir !", mais il y a des gars qui ne le savent pas, des femmes qui ne le savent pas ici et qui sont convaincus que Guy Mollet est allé chercher De Gaulle à Colombey.

La preuve, il y a des gens, très informés, qui l'écrivent : "... la méfiance envers Gaston Defferre, candidat du Parti."
C'est le point sur lequel j'aurai à plaider le plus coupable. Je nierai le mot "méfiance" car il n'est pas juste. J'avais même fourni à Gaston Defferre la preuve de la manière dont le Secrétaire général du Parti se battait à côté de lui dans les heures difficiles. Le Secrétaire du Parti est à côté d'un camarade là où il se bat. Ce n'est pas de méfiance qu'il s'est agi. Ce qui a fait craindre à quelques camarades de bonne foi que je n'y aille pas avec tout mon cœur, ce n'était pas du tout de la méfiance à l'égard de l'homme ; ce n'est pas vrai ; c'était la crainte que, quelquefois, certaines attitudes ou certaines positions puissent entraîner le Parti plus loin que celui-ci n'aurait voulu aller. C'est vrai qu'au poste où vous m'avez mis, je suis un chien de garde. C'est exact. C'est embêtant comme rôle, mais embêtant pour vous autant que pour moi, mais il n'est pas vrai qu'il y ait eu méfiance. Il n'aurait tenu qu'à Defferre, peut-être aussi à moi, que cela se transforme en confiance.
Quatre mots méchants, mais moches : "l'appel à Pinay..." Je croyais qu'on avait fait un sort à cette calomnie. J'ai envoyé dans toutes les sections le texte exact de l'interview donnée à Paris-Presse - enfin, à France-Soir, mais prise par Paris-Presse - 38 questions. Il y a dans cette salle des camarades qui n'en ont jamais lu 38, et pourtant, il y en avait qui étaient intéressantes, sur les rapports avec les Communistes etc. Dans cette salle, il y a des camarades qui ont entendu, en tout et pour tout, le flash d'Europe 1.
J'ai eu le tort de dire à un certain nombre de journalistes de cette maison que, depuis que la maison était passée entre les mains de De Gaulle - car elle est dans les mains de De Gaulle - il y en avait quelques-uns qui y étaient passés en même temps et que le point de rupture était pour eux dépassé. J'ai eu le tort de le dire. Je ne me fais pas des amis. Je sais que mes relations avec la presse sont mauvaises. Je sais que des journalistes ont cru que lorsque j'engueule certains journalistes, j'engueule tous les journalistes, alors que ce n'est pas vrai. Il y a des journalistes qui ne font pas leur devoir et je le leur ai dit. Alors, les autres journalistes, par j e ne sais quel esprit de solidarité, croient que j'en veux à tous. À ceux-là, je l'ai dit, et ils ont sorti ce truc-là : "Guy Mollet a fait un appel à Pinay." J'ai le texte-là ; je ne vais pas vous l'imposer. Mais je dis le contraire. Je dis qu'en aucun cas, nous ne voterons pour Pinay. Je dis que nous sommes engagés à l'égard de Mitterrand.
Mais la calomnie est précise et de peur qu'on ne l'ait pas sentie passer, dans la colonne d'à-côté, on récidive : "... l'appel à Pinay...", et on trouve un peu plus loin : "les décisions importantes ont été prises sans consultation du Comité directeur et même du Bureau (appel à Pinay, par exemple). "
"L'appel à Pinay", à propos de ce qu'on appelle "l'appel à Pinay", je veux faire une confidence. C'est vrai que, quelquefois, on devrait faire attention et que je devrais faire moi-même davantage attention à la manière dont tel propos peut être utilisé. Je plaide volontiers coupable. Il y avait forcément une certaine maladresse, puisque vous l'avez tous ressentie - vous êtes obligatoirement plus

nombreux, vous avez forcément raison - il y avait forcément une maladresse. L'essentiel, c'est que c'est tout de même l'adversaire qui l'a créée.
Je vais prendre un deuxième exemple d'actualité. Je suis allé à Mérignac, samedi dernier, à la demande de nos camarades des Jeunesses Socialistes. La tendance moyenne de ces camarades n'était pas tellement fédération, pas très FGDS. J'ai fait un appel pour la fédération devant les Jeunesses Socialistes. Dans mon intervention, il y a eu deux parties, une partie dans laquelle je leur ai montré toutes les raisons pour lesquelles il fallait faire la fédération. Par exemple, je m'entends encore leur dire : "Si dans tel département, actuellement,il n'y a pas de section radicale, actuellement, il n'y a pas de convention des institutions républicaines, vous devez accepter l'hypothèse qu'il y en ait une demain, de la même manière que, vous, les Jeunesses Socialistes, vous avez le devoir de créer des sections Socialistes là où, aujourd'hui, il n'y en a pas encore, cela enrichira la famille démocrate Socialiste."
Cela, c'était la première partie, la deuxième a consisté à leur dire : "Maintenant, n'oubliez pas que c'est aux Jeunesses Socialistes que vous adhérez. Alors, qu'est-ce que le Socialisme ?"
J'ai essayé, pour eux, de distinguer le Socialisme de ce que certains modernistes appellent le Socialisme moderne. J'ai pris des exemples très précis : les thèses de Duverger, les thèses de Jean-Jacques Servan-Schreiber, et plus particulièrement le bouquin de Bruquelin, signé Bruquelin, car Bruqelin n'est qu'un pseudonyme derrière lequel se cachent un certain nombre d'hommes du Club Jean Moulin. Je leur ai montré que si cela existe, des hommes avec qui, bien sûr, on pourra faire un bout de chemin, car il y a des thèses progressistes, ces thèses en rien ne sont Socialistes. Ce sont des thèses qui relèvent du capitalisme aménagé.
Voilà le langage que j'ai tenu devant ces jeunes camarades…
(Applaudissements)
J'ai des témoins dans cette salle ils étaient nombreux, les jeunes, là-bas, et il n'y en a pas un seul qui ait compris autre chose, mais il y a des journalistes qui n'y étaient pas, des journalistes du Monde, monsieur Jean-Claude Failloux qui ont, le lendemain, écrit : "Guy Mollet a engueulé les radicaux-Socialistes."
Eh bien ! C'est du bon travail, à la veille du jour où va se réunir le comité de la fédération ! Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse, moi ? Vous ne l'empêcherez pas. Ils ont toujours fait cela ; ils le feront toujours.
Alors, mettons qu'il y ait quelquefois des maladresses, que l'appel à Pinay était de celles-là. C'est embêtant qu'on appelle cela "appel à Pinay" dans un texte Socialiste !
"Les stratégies fondées sur des hypothèses fragiles...", cela doit venir à la suite du fait que j'avais dit que je supposais que De Gaulle ne serait pas candidat. C'est à cela qu'on doit faire allusion, je le suppose, mais j'avais dit aussi que je supposais, et que j'é tais même convaincu, que De Gaulle serait en ballotage - ce n'était pas l'opinion des camarades de la dite minorité, dont la plupart pensaient qu'il serait élu au premier tour. Mon hypothèse valait, en l'occasion, mieux que

la leur.
"Il est impossible de convaincre l'opinion de gauche que ce sont là les moyens les meilleurs d'avancer vers le Socialisme." Je ne passionne pas le débat, mais je dis que c'est là-dessus qu'on a essayé de passionner le Parti. Moi, j'insiste, il faut mettre fin à cela et si vous avez, vous, mes camarades, à m'adresser de votre côté des griefs du même ordre, j'en prends l'engagement, je suis prêt à les accepter.
Je suis prêt à en tenir compte, j'en ai même le devoir, plus que n'importe lequel d'entre vous, du fait que je suis encore le Secrétaire général du Parti.
Mais, il y a une chose que je demande au Parti de décider, de décider dès ce soir d'une manière ferme et qui s'impose à tous, c'est que quand le Parti aura décidé, nul ne pourra plus jamais tenir, hors du Parti, un langage autre que celui qui aura été décidé par le Parti !
(Applaudissements)
Ce n'est pas concevable : on ne peut pas être à la fois bénéficiaire, - il faut dire le mot - du crédit que le Parti apporte à tous ceux qui sont candidats en son nom, et en même temps un franc-tireur ! Ce n'est pas possible !
Le choix s'impose à chacun, et en tout cas c'est le devoir de celui qui est à cette tribune, en tant que Secrétaire général, de le rappeler à tous !
Vous comprendrez après cela qu'au nom de ce qu'on appelle la majorité, enfin au nom, en tout cas, de ceux qui ont été appelés à prendre les responsabilités, du Comité directeur, du Secrétariat du Parti, j'invite les camarades des fédérations, tout en préservant leur liberté quant aux appréciations qu'ils donneront sur la suite, tout en gardant totalement leur liberté sur les choix qu'ils auront à faire pour demain, à dire que, depuis le dernier Congrès, depuis le dernier Conseil national, les organismes dirigeants du Parti ont rempli le mandat que vous leur aviez confié.
(Applaudissements)

Le président - Est-ce que le vote par mandats est demandé ?...
Nous allons voter par mandats : pour, contre ou abstention, à l'égard de l'action des organismes centraux du Parti.
(Il est procédé au vote par mandats)

Le président - Voici, camarades, le résultat du vote :
Ont approuvé l'action des organismes directeurs : 1 965 mandats.
Se sont prononcé contre : 807.
Abstentions : 195.
Abstents : 31.
Le total des mandats étant de 2 998.
Nous ouvrons la discussion de politique générale ; que les camarades qui désirent intervenir veuillent bien se faire inscrire.
La parole est à monsieur Guille, de l'Aude.

Fondation Jean Jaurès

Georges Guille (Aude)

Camarades, j'ai mission d'exposer devant le Conseil national le point de vue de la fédération SFIO de l'Aude, en la circonstance, unanime, c'est dire que je n'ai ni l'intention, ni le goût de me battre. Ce n'est pas que je n'aime pas ça, mais surtout contre des adversaires, pas contre des camarades et encore moins des amis, et je crois en compter quelques uns parmi ceux dont aujourd'hui je ne partage ni n'approuve, ni ne comprend d'ailleurs toujours très bien l'attitude.

Je me garderai de raviver des incidents inopportuns qui, à la fin décembre, purent émouvoir ou troubler le Parti, car je veux les considérer comme dépassés, mais il reste les problèmes politiques d'actualité sur lesquels il nous faut bien nous expliquer.

On doit pouvoir le faire cordialement, sans tomber dans ces affrontements personnels dont se nourrit certaine presse et dont elle est si friande qu'elle pourrait les imaginer alors qu'ils n'existeraient pas !

Le comportement de cette presse, on peut d'ailleurs tout à la fois le déplorer et le comprendre. Si, en effet, en d'autres temps, deux délégations de troyens et de grecs s'étaient paisiblement rencontrées, soit sous un olivier, soit dans quelque palais pour négocier calmement la restitution de la Belle Hélène, Homère n'y aurait pas trouvé matière pour son Iliade.

Par contre, le combat singulier d'Achille et d'Hector, sous les murs fumants de Troie, offrait à son inspiration sublime un thème infiniment plus riche en pathétique. Et c'est depuis, sans doute, que le combat singulier est devenu la bénédiction des bars et des journalistes.

Eh bien, qu'ils nous pardonnent, toutes proportions gardées quant à la stature des héros, ou au génie des poètes épiques, anciens et modernes, nous nous refusons à entrer dans ce jeu. La conception que certaine presse peut avoir de son rôle, c'est son affaire, la nôtre affaire, c'est de ne pas permettre une exploitation tendancieuse, malsaine, et parfois scandaleuse de la vie démocratique du Parti.

Quand on prétend expliquer et résumer toute notre politique par ces gros titres énormes, souvent, trop souvent vus : "Gaston Defferre demande telle chose… Guy Mollet la refuse...", en réalité, on insulte l'ensemble des militants considérés comme des esclaves, des robots ou des courtisans !

(Aapplaudissements)

Ce n'est pas l'arbre qui cache la forêt, c'est le leader qui cache le Parti !

Or, quelque estime ou quelque amitié que nous ayons, que j'aie, personnellement, pour Guy Mollet et pour Gaston Defferre, nous ne considérons pas pour autant qu'ils incarnent tout le Socialisme, qu'ils résument toute la SFIO.

Ces journalistes, habitués des conférences de presse de l'Élysée, où ils se montrent, d'ailleurs, aussi obséquieux que les ministres eux-mêmes, ce qui n'est pas peu dire... (applaudissements)… doivent nous confondre avec les gaullistes !

Il faudra qu'ils le sachent, et autant que possible qu'ils le sachent par nous, la SFIO, ce n'est pas Guy Mollet-Gaston Defferre, ce n'est ni Guy Mollet plus

Gaston Defferre, ni Gaston Defferre moins Guy Mollet, la SFIO c'est bien autre chose. Ce sont des dizaines de milliers de militants qui n'ont pas de leçon de dignité ou d'indépendance d'esprit à recevoir de quelque commentateur papelard de l'ORTF, de tel éditorialiste de Paris-Jour eu de quelque co-licteur de Combat ; ce sont des militants qui délibèrent librement dans leur section et se prononcent démocratiquement sur les problèmes politiques, et c'est pour cela que nous sommes ici, pour ça et pas pour autre chose !

Voilà donc quelques idées retenues par notre récent Congrès fédéral.

Certes, il serait absurde de prétendre procéder à une analyse de la situation politique actuelle en négligeant le phénomène politique du gaullisme qui en est l'élément dominant, mais il ne serait pas plus raisonnable de fonder une analyse ou une prévision de l'avenir politique français sur une donnée actuelle et provisoire qui, c'est fatal, disparaîtra très prochainement, et ce serait une erreur que d'engager cet avenir sur la base de prémices qui, demain, ne seront plus valables.

Nous ne savons pas ce que seront les choses après De Gaulle, mais ce dont nous pouvons être sûrs, c'est qu'elles seront très différentes.

Il est possible que ses créatures pour se maintenir au pouvoir tentent un coup de force et, en cas de succès, il ne subsisterait aucune apparence de liberté, aucun semblant de démocratie, mais c'est leur unique chance et elle est faible. Forts de quoi, l'UNR et le système actuel, sont condamnés irrémédiablement, parce qu'une organisation politique tout entière axée, fondée sur un homme ne suffit pas à cet homme, en France comme ailleurs, demain comme hier.

Après donc, la dispersion, l'éclatement prévisible des troupes gaullistes, et si la Droite n'était pas vraiment la plus bête du monde, la Droite française, nous pourrions bien nous trouver, comme je le souhaite personnellement, en face d'une formation conservatrice, animée, par exemple, si les ambitions personnelles n'y font pas obstacle, par une équipe d'hommes comme Giscard, Lecanuet, Maurice Faure, jeunes et brillants tous les trois, et dont on voit mal, au fond, ce qui les sépare ! Ce serait, on en conviendra, une situation très différente.

On parle beaucoup depuis quelque temps, de tous côtés, de simplification politique et de la nécessité d'un regroupement de la Gauche. Nous sommes les premiers à nous en réjouir, et aussi bien n'est-ce pas d'hier que nous avons, nous, conscience de cette nécessité. C'est même pourquoi nous avons depuis longtemps choisi de nous engager avec tout ce que cela comporte d'obligations, dans une organisation large, solide, cohérente et disciplinée, et c'est pourquoi nous avons toujours condamné, déploré les scissions et les morcellements.

Alors, si d'autres, aujourd'hui, qui se complurent jusqu'ici dans un isolement commode, dans un individualisme confortable, mais pour eux seuls profitable, qui se spécialisèrent, et même parfois s'illustrèrent, dans un scissionnisme systématique et débilitant, dans la multiplication et l'éparpillement de groupuscules squellettiques et fantomatiques, si ceux là en prennent conscience à leur tour, eh bien, tant mieux ! Tant mieux, sans qu'ils s'en trouvent, du même coup, qualifiés pour donner la leçon comme ils semblent parfois trop tentés de le faire !

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)
Que leur ardeur de néophyte ne nous fasse pas perdre le sens de la mesure et la notion des réalités.
On évoque complaisamment l'idée d'une formation de gauche à vocation majoritaire, et l'on, ne manque pas d'oublier d'ajouter (…) comme en Angleterre. Mais pour être sérieux, il ne faut comparer que les choses comparables, et il faudrait d'abord nous expliquer pourquoi et comment, dans un pays où le capitalisme bancaire et industriel est plus puissant que dans le nôtre, où les salariés, les prolétaires sont proportionnellement plus nombreux que chez nous, le Parti Communiste est pratiquement inexistant !
D'ailleurs, dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale, où donc ce Parti majoritaire existe t-il ?
En France, même en dépit de circonstances exceptionnelles, malgré l'auréole, le prestige de l'homme historique et providentiel, malgré l'idolâtrie et le culte de la personnalité, malgré le monopole de l'ORTF et la domestication préfectorale, De Gaulle n'a pas pu assurer la majorité à son UNR, et il n'y parviendra pas davantage aux prochaines élections.
La vérité, c'est que chez nous, aussi longtemps que le Parti Communiste n'aura pas suffisamment évolué sur le plan démocratique pour pouvoir s'intégrer dans un grand Parti de la Gauche, après réunification préalable de la classe ouvrière, il n'y aura pas de formation à vocation majoritaire possible.
Sans se payer de mot ou d'illusion, il faut le constater et savoir qu'il y aura demain encore une majorité démocratique par alliances et par coalitions.
Mais quand on dit vocation majoritaire, on pense surtout "vocation gouvernementale." Peut-être y a t-il dans la Gauche des hommes qui sont un peu trop préoccupés, et même un peu trop pressés d'accéder au pouvoir ! Certes, la conquête du pouvoir fut toujours et reste l'objectif, il faut le détenir et l'exercer pour appliquer une politique, mais non pas le pouvoir pour le pouvoir, et non pas pour n'importe quelle politique.
Il fut un temps, entre les deux guerres, où le Parti Radical se définissait essentiellement comme un parti de gouvernement, moyennant quoi il participait systématiquement, tantôt avec la Gauche, tantôt avec la Droite et pour une politique, tantôt de gauche, tantôt de droite.
Mais on ne résiste pas longtemps à un pareil roulis. En tous cas, les Socialistes n'ont pas vocation pour le pouvoir dans n'importe quelle condition et à n'importe quel prix. J'ajouterai qu'il n'y a été que trop associé dans un passé récent.
J'ai revu, il y a quelques jours, la composition des ministères qui se sont succédé de 1944 à 1958. Il y a, vous savez, matière à réflexions ! Dans tous ces gouvernements furent amenés à siéger - et à côté de qui - certains de nos camarades et certains puritains du PSU et plus que quiconque encore François Mitterrand lui-même !
Oh ! Je sais bien, la conjonction des deux oppositions systématiques et extrêmes du Parti Communiste, d'une part, du RBF gaulliste, de l'autre, risquait à tout instant de paralyser, de bloquer l'appareil démocratique et de créer une situation

anarchique, alors le Parti s'est sacrifié, peut-être un peu trop facilement quelquefois. Il a pendant douze ans, porté à bout de bras cette IVème République. Ce ne pouvait être sans quelque épuisement, car l'opinion n'a pas toujours bien compris les raisons profondes, elle n'a trop souvent retenu que les promiscuités où elle a voulu voir des compromissions, où il lui a semblé que nous perdions un peu de notre pureté.
Nous l'avons payé cher depuis ! Ce sont des expériences à ne pas renouveler.
Un mot encore avant d'en venir à la motion de la fédération de l'Aude sur les partis.
Je me demande si l'acharnement mis par la propagande gaulliste à discréditer les partis n'a pas fait des ravages jusque dans la Gauche et au sein même des partis où l'on constate parfois une sorte d'imprégnation, je ne sais quel complexe d'infériorité ou de culpabilité. C'est un sentiment qui nous est tout à fait étranger.
Mais le phénomène n'est pas nouveau, vous savez, au lendemain de la Libération, déjà, des camarades sont venus gravement m'expliquer que les partis étaient périmés, qu'ils avaient sombré dans les événements de 40 et qu'ils ne s'en relèveraient pas. La grande idée, alors, pour certains, c'était de construire l'avenir à partir des mouvements de résistance, du MLN, du FLN, et si d'aucuns avaient des perspectives même de fusion.
Le MLN ? Le FLN ? Les jeunes vous répondront : connais pas ! Et pour les adultes, c'est un souvenir. Mais le Parti, lui, et les partis, ils sont toujours là ! Parce que dans l'histoire, toujours et partout, en france, après l'Empire, après Vichy, demain après De Gaulle, en Allemagne, en Italie, demain en Espagne, quand la République et la démocratie ressurgissent après les crises profondes où elles avaient provisoirement sombré, c'est toujours avec les partis et par les partis… (applaudissements)… parce que les partis organisés correspondent à la nature même, aux structures fondamentales et permanentes de tout système démocratique.
C'est à partir de ces quelques idées, vous le voyez, toutes simples que notre Congrès fédéral a abordé les questions d'actualité, et qu'il a voté unanimement une motion qui comporte quatre points : la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, la fusion, la double appartenance et la vie du Parti.
La fédération démocrate et Socialiste, le Parti l'a proposée à son Congrès national de juin 1965, confirmé par le Conseil national de juillet, et son Conseil national du 30 octobre en a accepté la charte et les structures dans chacun de ses votes.
Nous avons donné notre accord, nous n'avons pas varié. Je sais que certains camarades, cela m'a été rapporté, disent à l'occasion : les Socialistes audois, étant donné leur forte position locale, ne sont pas favorables à la fédération de la Gauche.
Qu'on me permette de le dire, l'argument est paradoxal ! Non seulement il est paradoxal, mais il est absurde !
C'est vrai que, dans l'Aude, nous sommes proportionnellement les plus nombreux de toute la SFIO ! C'est vrai que nous détenons la totalité des sièges

parlementaires et que nous avons 25 conseillers généraux sur 31, et la grande majorité des maires, mais justement, puisqu'il est admis, au sein de la fédération de la Gauche, qu'on ne discute pas les sièges des sortants aux formations qui les détiennent, qui donc pourrait avoir plus d'avantages que nous, dans cette fédération ?
Aussi bien, ce n'est pas sur le plan départemental mais sur le plan national que nous posons le problème.
Attachés au Parti ? Oui, nous le sommes, et profondément, mais si pour cela nous étions suspects de tiédeur à l'égard de la fédération de la Gauche, nous pourrions répondre, à la manière de Jaurès : un peu de fédéralisme éloigne du Parti, beaucoup de fédéralisme y ramène !
En vérité, nous voulons sincèrement faire la fédération, mais nous voulons la faire sérieusement et nous pensons qu'elle ne se fera que dans la clarté, dans la loyauté et dans la discipline !
C'est pourquoi nous combattrons toutes les collusions et toutes les manœuvres qui peuvent en compromettre le succès.
Certes, il y a des difficultés, et qui donc a pu imaginer qu'il n'y en aurait pas ?
Alors, des camarades nous disent : c'est une question d'état d'esprit ; ou bien : ces difficultés, on doit les mettre en relief pour faire échouer la fédération, ou bien on veut les dominer et les vaincre pour réussie !
Eh bien, j'accepte ce raisonnement.
Seulement, dans le deuxième cas, qui est le nôtre, il y a encore deux méthodes, deux attitudes possibles : ou bien ces difficultés on veut les camoufler, les mettre sous le boisseau et les couvrir d'un voile pudique, ou bien, pour mieux les reconnaître, pour mieux les évaluer, pour mieux les vaincre, on les met en pleine lumière, et nous sommes, quand à nous, décidés à ne pas les laisser dans l'ombre où elles ne pourraient que croître et s'amplifier.
Dans le compte rendu qu'on nous a donné des assises de la convention républicaine, à Lyon, Claude Fuzier nous dit : "François Mitterrand se fit largement l'écho, dans son discours de clôture, des soucis et des revendications des conventionneurs."
Mais, cela me paraît tout à fait naturel, seulement on trouvera normal, je pense, qu'ici nous nous fassions largement l'écho des soucis et des préoccupations des militants Socialistes SFIO !
(Applaudissements)
Car, nous aussi nous avons nos soucis et il ne peut pas y avoir deux vérités ou deux morales, l'une pour écarter la convention, l'autre pour écarter la SFIO.
Quand nous lisons, dans "La Dépêche de Toulouse", du 1er mars 1966, qu'un monsieur Esprade, responsable régional, explique les conditions dans lesquelles la "convention prend la suite et l'héritage de la délégation constituée pour le soutien de François Mitterrand", nous trouvons quand même un peu abusif ces héritiers sans titre ! Si Mitterrand n'avait pas eu, dans la région, d'autre soutien que monsieur Esprade, ses voix n'auraient pas pesé lourd !
Que je vous dise, en passant, que dans notre département, par exemple, Mitterrand avait, au 1er tour, 55% des voix, soit 73 400. Or, en 1962, au 1er tour

des législatives, le candidat Socialiste avait fait 50 200 voix, le Communiste : 23 460 soit 73 600 voix, avec 25 000 votants de moins que pour les élections présidentielles !
Alors, il n'est pas la peine d'épiloguer sur la provenance et l'apport des voix du 5 décembre !
Quand nous lisons, dans "Le Dauphiné libéré", du 28 janvier 1966, l'appel de la délégation de l'Isère de la convention des institutions républicaines qui, je cite : "Ne demande ni cotisation ni engagement exclusif et s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui se sont réjouis de la candidature unique de la Gauche dans les élections présidentielles, à toutes celles et à tous ceux qui militent dans un des partis politiques ayant soutenu la candidature Mitterrand." Vous comprendrez que nous restions un peu perplexes.
Quand Louis Mermaz écrit, dans "Le Monde" du 18 mars 1966, qu'il serait dangereux de consentir à un éparpillement des clubs dans la concurrence artificielle des partis, il a raison ; on nous permettra seulement d'ajouter qu'il serait dangereux de concourrir à un éparpillement des partis au sein de la fédération.
Quand le même auteur écrit : quiconque désire l'unanimité dans la fédération et être sur un pied d'égalité avec les membres de la fédération, en a les moyens dès l'instant qu'il adhère à la convention, c'est vrai, mais c'est vrai aussi que quiconque désire l'unanimité dans la fédération et sur un pied d'égalité dans la fédération en a les moyens dès l'instant qu'il adhère à la SFIO !
La façon un peu trop systématique et cavalière qu'on a d'opposer les clubs aux partis et les forces vives à je ne sais quel cadavre momifié prend un tour irritant ! Et cela ne devient vraiment rigolot que si l'on s'amuse parfois à mettre des visages et des noms sur ces forces vives !
Il faut des gens neufs, dit Mermaz, dans "Le Combat républicain" ! Bravo ! Il faut des hommes neufs... C'est le vocabulaire du gaullisme... Et cela nous amène De Gaulle, et Edgar Faure !
Il faut des hommes neufs, mais qu'est-ce à dire ?
Est-ce que, par hasard, Mendès-France, ministre de la IIIe, Président du Conseil de la IVe, Mitterrand, 11 fois ministre de la IVe seraient des hommes neufs ? Et est-ce que nous serions, nous, par définition, y compris nos jeunesses sans doute, des figures de cire pour le Musée Grévin ?
(Applaudissements)
Alors, je dis qu'il y a des petits jeux qu'il vaudrait mieux ne pas prolonger.
J'exagère ?
Je ne le crois pas !
J'ai lu, dans un bulletin d'information dans lequel le Cercle de Tocqueville de Lyon expose les raisons pour lesquelles il veut adhérer à la fédération sans s'affilier à la convention, je le cite :
"On laisse entendre, dit-il - et il serait intéressant de savoir qui est ce on - qu'il faut préalablement couper l'herbe sous le pied à Guy Mollet et constituer en face de la SFIO, - vous entendez bien : pas à côté, en face de la SFIO - une force qui fasse le poids, étoffée, pour soutenir Mitterrand à la convention des institutions

républicaines, etc."
"En face"... vous retrouverez la formule sous la plume de Barillon dans "Le Monde" du 12 mars. Il perce, à travers ses propos, comme une volonté d'opposition plus que de collaboration, de méfiance plus que de confiance, de rivalité plus que de solidarité.
Encore un exemple, le dernier, pour ne pas abuser :
"Nous avons appris, le 29 mars, que le groupe permanent des institutions républicaines avait complété sa délégation au sein de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, en désignant, notamment, Monsieur Pierre Lavau."
Monsieur Pierre Lavau présidait, le 22 février, une conférence de presse, organisée par le comité d'initiative pour la rencontre Socialiste de Grenoble, dans un salon de l'hôtel de Port-Royal.
"Nous avons, disait-il, devant 12 journalistes, adressé des invitations à monsieur François Mitterrand, Pierre Cot, Mendès-France, Claude Roy et Georges Brutelle", et il ajoutait : "Par contre, nous n'avons pas cru nécessaire d'inviter monsieur Guy Mollet, parce qu'il aurait des préventions légitimes..."

Guy Mollet - Excuse-moi là d'intervenir, mais je dois dire qu'à la dernière réunion de la Commission exécutive, notre ami Champeix a accroché Lavau, présent, avec la même objection et je dois honnêtement dire que Lavau a affirmé que la presse avait trahi son propos... ça lui est arrivé, à lui aussi !

Georges Guille - Alors, moi, je ne dirai pas que je ne savais pas, et c'est pourquoi je t'ai permis si volontiers de m'interrompre, ce que tu viens de dire et j'avais eu connaissance de ce démenti qui datait d'avant-hier, c'est-à-dire deux mois après, mais si je n'ai pas renoncé à citer cela, c'est parce que je ne suis pas convaincu, et je ne suis pas convaincu pour deux raisons :
La première, c'est que celui qui m'a rapporté l'information était là avec un bloc-note dans une main et un stylo dans l'autre ; la deuxième raison, c'est que c'est ma seule explication logique de ce qui s'est en réalité passé.
Quoi ? Monsieur Lavau a parlé de toi ou n'a pas parlé de toi ! S'il n'a pas parlé de toi, ès-qualité, alors qu'il venait d'énumérer les personnalités invitées, dont quelques-unes ont passé leur vie au sein du Parti Radical, quand il s'agit d'un colloque régional Socialiste, il n'a pas pensé au Secrétaire général du Parti Socialiste ! Ce serait curieux. Et s'il a parlé de toi, quelle autre explication valable aurait-il donnée de la non invitation que celle-ci, c'est-à-dire celle qui repose sur les préventions légitimes.
Alors, ce n'est pas Guy Mollet qui m'intéresse, mais il se trouve que ce Guy Mollet, que Monsieur Guy Mollet, comme on dit, est le Secrétaire général, régulièrement élu Secrétaire général de la SFIO, et la question que je pose est celle de savoir si ces "préventions légitimes", par delà le Secrétaire général du Parti, elles valent aussi pour la SFIO ou tout au moins pour la majorité de la SFIO.
Et alors, je pose une question : Que diraient les conventionnels si nous

déclarions publiquement demain que nous avons, nous, des préventions légitimes à l'égard de tel ou tel responsable national de la convention ?
On nous dira peut-être qu'il convient de passer discrètement sur cette petite chose ? Eh bien, nous pensons, nous, très exactement le contraire et qu'il faut d'abord les régler.
Veut-on oui ou non faire la fédération ? Si oui, il faudra dépouiller certaines mentalités et renoncer à certains procédés. Nos militants, au moins ceux que je connais, ne toléreraient pas qu'on introduisit par quelque Cheval de Troie dans la fédération les griefs et les méprises, les condamnations et les hostilités à l'égard du Parti qui traînent trop souvent et depuis trop longtemps les salons et les chapelles du gauchisme distingué... (applaudissements)... et il ne faut pas attendre d'eux qu'ils tendent la joue gauche après la droite, ni qu'ils viennent, en chemise et les pieds nus, brûler le drapeau du Parti sur les autels de la fédération. C'est affaire de loyauté.
Mais la loyauté doit être réciproque.
C'est une question de bonne volonté et de climat, mais nous disons que ce n'est pas dans un climat mal assaini qu'on fera valablement la fédération, ni qu'on préparera la fusion.
Cette fusion, notre 55ème Congrès national l'a envisagée, en précisant qu'elle repose d'ailleurs non seulement sur un programme à moyen terme, mais aussi sur les principes et les objectifs fondamentaux, et il a souhaité que le travail en commun au sein de la fédération aboutisse à cet accord. La fusion, en effet, n'a jamais été et ne peut être considérée que comme la finalité souhaitable d'une fédération consacrée par une expérience pleinement réussie.
Il nous faut d'abord subir l'épreuve de la cohabitation, de l'action et de la discipline communes, de la synchronisation des efforts, et constater que cette épreuve est satisfaisante. Qui donc oserait soutenir que nous en sommes là maintenant ?
Et pourtant, des camarades nous proposent la fusion sans délai. Pourquoi ? Eh bien, en raison même des difficultés,inévitables d'ailleurs, que posent le fonctionnement de la fédération, son articulation sur le plan parlementaire et son implantation régionale, départementale et locale.
En somme, ces camarades nous disent : les fiançailles pourraient être orageuses, il faut procéder au mariage tout de suite. Nous nous permettrons de leur dire que ce n'est pas comme cela que se forgent ni l'amour ni les fusions solides.
Nous ne redoutons rien tant, quant à nous, que cette hâte insolite, et nous redirions volontiers, comme Lyautey à son chauffeur : allez lentement, nous sommes pressés.
On peut toujours bâtir des châteaux de sable, cela va vite, mais cela ne tient pas. Nous préférons, nous,construire en dur, cela prend du temps mais çà résiste. Alors, faisons la fédération, apprenons à vivre, à penser, à agir ensemble, à triompher ensemble de nos difficultés communes, à livrer les mêmes combats pour les mêmes fins avec les mêmes moyens, contre les mêmes adversaires.
Ainsi, peu à peu, se consolide notre union, qui préparera notre unité, et alors, mais alors seulement, la fusion tout naturellement deviendra possible, facile,

Fondation Jean Jaurès

profitable, et durable.
Tous les paysans vous diront qu'il faut avoir la patience d'attendre qu'un fruit soit mûr pour le mieux cueillir, quels que soient les risques de l'attente, car les pires risques - et cela vaut aussi pour la fusion, et cela vaut aussi pour le shadow cabinet - les pires risques sont dans la précipitation et dans les décisions hâtives.
Cette fusion, si, comme nous l'espérons, elle se fait le moment venu, et les conditions remplies, nous devons dire dès maintenant que nous ne saurions la concevoir, nous Parti Socialiste, que totale. Cela signifie pour nous qu'elle aboutira nécessairement à un Parti homogène et non pas à un Parti multiforme, qu'on y votera par tête et non pas ordre, que la démocratie intérieure y jouera pleinement, et que chacun quel qu'il soit, et d'où qu'il vienne, y aura ni plus ni moins les mêmes droits et les mêmes devoirs que tous les autres, faute de quoi il serait illusoire et vain de parler d'une fusion qui ne serait que vain mot.
Mais nous n'en sommes pour l'instant qu'à l'élaboration de la fédération, et notre souci est que tout soit bien clair.
Un point semble acquis : il n'est pas possible d'appartenir simultanément à la fédération de la Gauche et à une formation politique qui lui soit extérieure. C'est une bonne règle, logique, il n'y a qu'à l'appliquer, mais nous pensons qu'il faut aussi poser le problème de la double appartenance au sein même de la fédération, et dire s'il est ou s'il n'est pas possible, d'appartenir en même temps à plusieurs des grandes familles politiques qui la composent.
Oh ! Si je posais la question ainsi : est-il possible d'adhérer à la fois au Parti Radical et à la SFIO, on accueillerait ma question comme une boutade, on y répondrait par un sourire ou par un haussement d'épaules. Mais, je vous le demande, pourquoi en serait-il autrement en ce qui concerne la convention des institutions républicaines ?
Avant, pendant, et après les assises de Lyon, la convention, par la bouche de ses dirigeants les plus qualifiés, s'est affirmée comme une organisation politique nationale. Je pourrais multiplier les témoignages et les citations. Qu'importent les formules employées : formations politiques, tiers-parti, troisième famille politique de la fédération - les deux autres étant la SFIO et le Parti Radical - je retiens seulement le fait, et ce fait est que la convention se veut une formation politique au même titre que les partis, elle se présente et elle se comporte comme telle, et son organisation, et son implantation régionale, départementale, locale, le confirme d'une façon indiscutable.
Je n'y vois pour ma part aucun inconvénient. Simplement je le constate, et j'en tire les conclusions ; dans ces conditions, pour un bon ordre dans la fédération, pour son bon fonctionnement et pour la clarté de ses structures, nous disons qu'il n'est pas plus permis d'adhérer à la SFIO et au Parti Radical, que d'appartenir à la SFIO et à la convention.
Vous sentez bien d'ailleurs que ce ne serait ni honnête ni juste, ni démocratique. Ce ne serait pas honnête dans le dénombrement des effectifs de la fédération, si vous comptiez toujours les mêmes. On vous accuserait de faire comme pour les figurants de l'Opéra qui repassent sans cesse sur le devant de la scène ; ce ne serait pas juste qu'un militant soit représenté à un seul titre quand un autre

pourrait l'être à plusieurs. Mais, surtout, ce ne serait pas démocratique : il est impensable, pour tout le monde ici, je pense, qu'un militant minoritaire dans son parti, qui n'aurait pas pu faire triompher sa thèse, puisse ailleurs prendre une sorte de revanche, soutenir, défendre et faire adopter dans une autre formation un point de vue qui aurait d'abord été condamné par son propre Parti.
(Applaudissements)
Il est impensable qu'un militant, de par sa double appartenance à des formations ayant sur des points quelconques des conceptions opposées, puisse se trouver dans la situation cornélienne d'avoir un choix à faire entre deux loyalismes contradictoires. Ce n'est pas cela qui faciliterait la discipline nécessaire à l'intérieur de chaque organisation !
Je n'insiste pas, ce serait superflu, et ces choses me paraissent si évidentes que je conçois même pas qu'un militant puisse les contester.
Mais en attendant que vienne l'heure d'une possible fusion, et dans le cadre d'une fédération aujourd'hui ai construction, demain en fonctionnement, que devient le Parti ? Peut-il en raison des circonstances relâcher son action et se mettre en veilleuse ? Nous estimons au contraire qu'il doit intensifier sa propagande et son recrutement.
La situation actuelle, pensez-y, porte en elle quelque risque de confusion dans les esprits et de dispersion dans l'action. Le Parti doit y parer en renforçant sa cohésion et son unité, en maintenant ses structures, en veillant au respect de ses règles et de sa discipline.
Qu'il y ait des divergences entre nous, et qu'elles s'expriment dans nos Congrès, c'est normal. Mais après, après libre discussion et décision démocratiquement prise, il n'est pas possible que publiquement et en toutes circonstances notre langage, notre comportement ne soient pas absolument les mêmes. Ce serait la négation du Parti.
Il nous faut décourager les espoirs de ceux qui tentent de nous jouer les uns contre les autres, de ceux qui prétendent de l'extérieur influencer et orienter notre politique. Nous ne pouvons pas laisser croire au dehors que l'on peut en même temps ignorer le Parti dans son ensemble et choisir à son gré tel ou tel interlocuteur jugé valable.
Le Parti se détermine lui-même, par ses seuls militants, et nul n'a qualité pour le représenter et l'engager ou parler en son nom qui n'eût été mandaté par lui à cette fin !
Le danger de cette situation présente et transitoire pourrait bien être dans une trop grande dispersion des militants dans des activités diverses, car la pulvérisation des forces du Parti le conduirait à sa perte, et je ne vois pas pour ma part le profit qu'y pourrait trouver la fédération de la Gauche.
C'est donc dans le Parti, pour le Parti, avec le Parti que tous les militants doivent être invités à se battre. Nous répétons en effet qu'il importe avant tout et en toute hypothèse de maintenir un Parti Socialiste fort, et structuré.
Si, comme nous le désirons, la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste réussit pleinement, si la fusion en temps opportun devient possible, eh bien la contribution du Parti, son apport en seront d'autant plus importants, et toute la

Fondation Jean Jaurès

Gauche en tirera bénéfice. Mais, et personne ni ici ni ailleurs n'est en droit d'en exclure l'hypothèse, si, pour des raisons qui ne dépendraient pas de nous, la fusion s'avérait impossible, alors le Parti maintenu, préservé, renforcé, garanti, représenterait une fois encore la chance, la garantie et l'espoir de la démocratie Socialiste !
Voilà ce que pensent les militants de la fédération Socialiste de l'Aude.
En somme, et ce sera ma conclusion, ils veulent donner au Socialisme une audience élargie, mais non point en altérer l'esprit ni l'essence même, lui rallier des militants nouveaux, mais sans le priver des militants éprouvés qui lui furent toujours fidèles, lui gagner des amitiés nouvelles, sans les payer au prix impossible des vieilles amitiés sacrifiées.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacquet, et après son intervention nous interromprons la discussion jusqu'à 15 heures, à 15 heures, Benoit, des Charentes, et ensuite Gaston Defferre.
La parole est à Gérard Jaquet.

Gérard Jaquet

Camarades, ce Conseil national se réunit six mois après nos précédentes assises, six mois au cours desquels un certain nombre d'événements importants ce sont déroulés, qui concernent directement la vie du Parti et l'avenir du pays, et notamment la naissance de la fédération de la Gauche et les élections présidentielles.
Au cours de notre Conseil national d'octobre, après l'intervention de Gaston Defferre, Guy Mollet avait suggéré la réunion rapide d'un Congrès extraordinaire, et nous avions donné notre accord. Mais la suggestion qui avait été faite alors n'a pas été retenue par la majorité du Comité directeur, et six mois plus tard nous attendons toujours l'organisation d'une confrontation à laquelle devrait participer l'ensemble de nos militants.
J'avoue que je comprendsmal ce refus qui nous a été opposé. Lorsque les statuts du Parti ont été modifiés, il a, certes, été décidé que les Congrès ordinaires auraient lieu que tous les deux ans, mais dans le même temps il a été clairement précisé que pour assurer une vie démocratique valable à notre Parti, un Congrès extraordinaire serait convoqué chaque fois que cela nous semblerait nécessaire. À la fin de l'an dernier, nous pensions que tel était le cas ! Un malaise se développait à l'intérieur du Parti, et nous pouvions tous constater qu'il ne suffisait pas de le nier pour le faire disparaitre !
Par ailleurs, l'expérience des premières semaines d'existence de la fédération de la Gauche, les leçons que nous devons tirer des élections présidentielles, l'orientation que nous devons donner à notre combat si nous voulons avoir une chance sérieuse de l'emporter aux prochaines élections législatives, tout cela ne justifie-t-il pas une discussion approfondie entre nous, et une confrontation à laquelle seraient associées toutes nos sections, à laquelle participeraient tous nos adhérents ?

Fondation Jean Jaurès

Il fut un temps dans la vie du Parti, c'était entre les deux guerres, où les confrontations étaient fréquentes et toujours utiles, personne ne songeait à les repousser, elles étaient au contraire acceptées, réclamées par tous, elles prenaient souvent, c'est vrai, un caractère ardent et parfois même passionné, mais la passion qui nous animait alors était une marque de force, et non le signe d'une faiblesse. Tout le monde reconnaîtra en effet que le Parti ne s'en portait pas plus mal, car c'est l'époque où il a connu la progression la plus constante et la plus forte, c'est l'époque où il a connu le plus grand développement et la plus grande audience dans le pays, c'est l'époque où nos militants ont été les plus nombreux. Nos confrontations régulières et presque systématiques ne les faisaient pas fuir, je serais presque lente de dire au contraire !
Au fond de vous-mêmes, tous ceux d'entre vous qui avez vécu cette période, vous en gardez j'en suis sûr une sorte de nostalgie !
Nous n'avons donc pas eu le Congrès extraordinaire que nous avions demandé. On a tout de même convoqué ce Conseil national parce qu'il était statutaire. Eh bien même si ces assises n'ont pas été préparées dans nos sections par les discussions approfondies qui précèdent obligatoirement nos Congrès, nous profitons cependant de ce débat pour poser un certain nombre de problèmes qui nous préoccupent, et notamment celui de l'avenir du regroupement de la Gauche, et celui de la prochaine bataille électorale.
La fédération de la Gauche démocrate et Socialiste est constituée, c'est un premier pas que nous avons tous salué, et qui amorce cette transformation et cette simplification de la vie politique française qui nous semble indispensable. Mais nous aurions tort de considérer que ce premier pas est suffisant pour nous donner l'assurance que nous allons l'emporter aux élections législatives qui se dérouleront au plus tard dans un an. Les résultats de la compétition présidentielle de décembre ont été pour nous tous intéressants à bien des égards, réconfortants même; la démocratie se redresse en France, et la Gauche est à la tête du combat.
Mais nous devons encore accroître notre audience, si nous voulons gagner la bataille de ces prochains mois. Les chiffres de décembre dernier montrent en effet avec évidence qu'une fraction de l'électorat de la Gauche, et une fraction qui n'est pas négligeable, a cette fois encore voté pour le général De Gaulle. Si ces électeurs ne réintègrent pas rapidement le camp de la démocratie, le gaullisme risque de l'emporter une fois encore.
Il s'agit, me direz-vous, d'élection présidentielle, certains électeurs de gauche qui votent pour le général De Gaulle pour manifester leur reconnaissance durable à l'homme du 18 juin, ne voteraient certainement pas à l'occasion des élections législatives pour le candidat UNR.
C'est vrai, et ce n'est pas en effet le plus inquiétant. Ce qui m'inquiète davantage, c'est la réaction des électeurs dont les convictions démocratiques ne sont pas discutables, et qui pourtant ont voté pour De Gaulle non pas par gratitude, mais pour exprimer une préoccupation et une inquiétude : cette préoccupation et cette inquiétude, elles sont claires, sinon convaincantes ; ceux qui les partagent ne veulent pas revenir à l'instabilité de la IVème République, et

Fondation Jean Jaurès

ils ne sont pas encore persuadés que la Gauche est aujourd'hui en état de gouverner avec efficacité, ant que nous n'aurons pas réussi à les convaincre, nous n'aurons pas gagné leurs voix.
C'est donc là une condition essentielle de notre prochain succès, et nous aurions tort de considérer ce problème avec légèreté.
Quelle est la meilleure réponse qui permettrait d'apaiser ces inquiétudes ? Non pas le retour aux coalitions d'autrefois, qui s'efforçaient de concilier les contraires et qui éclataient à la première difficulté. Il nous faut bien comprendre que cette époque est révolue, et que songer à la ressusciter serait une erreur grossière et impardonnable. C'est pourquoi nous attachons autant de prix à la simplification de notre vie politique qui permettra de regrouper au sein de chacune des grandes formations nouvelles les membres d'une même famille encore dispersés.
Nous sommes donc sur la bonne voie, avec la fédération de la Grauche, mais nous n'avons atteint qu'une première étape qu'il faudrait dépasser sans tarder. Pour l'opinion, en effet, la fédération n'est encore qu'une coalition de partis. Les indécis que nous devons gagner ne sont pas convaincus que cette coalition sera durable, et qu'elle résistera mieux que celles que nous avons connues sous la IVème République, aux épreuves qui nécessairement nous attendent.
Si nous voulons créer le climat de confiance qui décidera les hésitants, convaincra ceux qui sont encore hostiles, et par cela même forcera les obstacles et décidera du succès, il faut aller plus loin, et le meilleur moyen de montrer vraiment que nous sommes devenus une force efficace, c'est de structurer l'actuel regroupement de la Gauche, et de préparer dans des délais rapprochés la création d'une formation nouvelle qui résultera de la fusion des organisations qui constituent la fédération.
Cet objectif est d'ailleurs prévu par la charte fédérale constitutive que nous avons acceptée unanimement. Mais nous pensons que devant les événements qui se précipitent, il faut dès maintenant poser ce problème, en toute clarté. Il faut le poser tout d'abord devant nos militants à l'occasion d'un Congrès national rapproché, et ensuite il faut le poser à nos partenaires sous la forme de propositions précises.
N'est-il pas évident en effet que si nous pouvions rapidement nous engager d'une manière irréversible dans le processus qui nous conduira à la création d'un grand parti de la démocratie Socialiste, toute la situation politique française se trouverait transformée. C'est ce que nous avons dit il y a déjà plusieurs mois devant le Comité directeur, et pour montrer notre souci de conciliation, nous avons ajouté que nous étions prêts à renoncer à nos controverses à l'intérieur du Parti si tous ensemble nous acceptions de nous engager dans cette vie.
Certains ont ironisé, et notamment Guy Mollet il y a un instant. "Pour que vous y renonciez aussi facilement - nous ont-ils dit - cela signifie que ces controverses n'étaient pas très sérieuses, et n'étaient pour vous qu'un prétexte."
C'est une erreur ! La controverse que nous avions engagée est sérieuse, car elle concerne tout le comportement du Parti au cours des prochaines batailles. Mais il est clair que l'enjeu que constituerait la création rapide d'un parti qui

regrouperait enfin en France tous les démocrates qui s'estiment Socialistes dépasse, et de loin, l'importance des problèmes controversés.
D'ailleurs, dans ce grand parti de la démocratie Socialiste, nos divergences actuelles prendront évidemment un autre caractère, et trouveront infiniment plus facilement leur solution.
Et pourtant, lorsque nous avons demandé un Congrès extraordinaire centré essentiellement sur ce problème, la majorité du Comité directeur une nouvelle fois a refusé de nous suivre.
Malgré cela la question est posée et nous ne pourrons pas l'éluder. Il faut bien entendu une période préparatoire, une phase intermédiaire, mais qui doit être courte.
À ce sujet, les propositions que François Mitterrand a développées récemment dans la convention de Lyon sont bonnes et doivent être retenues. Elles comportent un ensemble de mesures et un calendrier :
Désignation des candidats commns de la fédération avant le 1er juillet, élaboration le plus rapidement possible du programme qui constituera la charte de la fédération pour les prochains combats législatifs. Si nous voulons avoir une chance sérieuse de l'emporter aux prochaines élections, il faut répondre favorablement à ces deux exigences.
La troisième proposition est plus controversée; elle concerne le centre-gouvernement. Je reconnais qu'elle soulève des difficultés. Cette formule est certainement plus applicable dans les pays où seuls deux partis s'opposent, celui qui est au pouvoir et celui qui, avec son contre-gouvernement, s'efforce de parvenir au pouvoir.
Mais malgré les difficultés, je crois que la formule mérite d'être retenue car elle présente plus d'avantages que d'inconvénients.
Tout à l'heure je vous disais qu'une de nos tâches essentielles est de convaincre les hommes de gauche qui hésitent encore, de les convaincre que nous saurons être efficaces. Constituer dès maintenant une équipe réduite, même si elle doit subir par la suite quelques changements, mais qui serait dans de brefs délais chargée d'étudier les problèmes qui se poseraient nécessairement dans un gouvernement de gauche, pour mieux préparer notre arrivée au pouvoir, c'est montrer que nous sommes bien décidés à vaincre. L'initiative est, je crois, positive, et mérite d'être retenue.
Nous devons donc selon moi donner notre accord aux propositions de François Mitterand et à son calendrier.
Mais ceci ne doit être qu'une étape vers la création d'une nouvelle formation politique qui regrouperait l'ensemble de la démocratie Socialiste, et qui constituerait par cela même l'élément essentiel de l'opposition au régime, ou mieux encore, au lendemain de la victoire, l'élément essentiel de la nouvelle majorité.
Cette fusion des éléments groupés au sein de la fédération est urgente également si nous roulons sauver le regroupement de la gauche lui-même.
Il y a des difficultés dans la fédération. La presse les exagère beaucoup, je le reconnais volontiers, mais elles n'en existent pas moins. Ces difficultés sont de

Fondation Jean Jaurès

plusieurs sortes. Certaines sont inévitables, dans l'étape où nous sommes : la fédération de la Gauche est une association entre des organisations qui ont décidé de travailler en commun, mais qui restent concurrentes ; chacune - c'est regrettable, mais est compréhensible - s'efforce d'obtenir au sein de l'ensemble la meilleure situation possible, mais cette concurrence entre des organisations qui n'ont pas encore pleinement compris qu'elles n'étaient plus rivales, peut avoir des conséquences redoutables si elle se prolonge.

Certains camarades, Georges Guille notamment, il y a un instant, nous disent : attendons encore, prolongeons la période transitoire de caractère fédéral, pour nous prmettre de mieux nous connaître. Je crois que si nous suivions cette recommandation, nous risquerions de ne jamais dépasser la période transitoire, car celle-ci se terminerait vraisemblablement par la dislocation. Il faut donc surmonter cet obstacle, et il faut le surmonter en offrant une autre perspective, celle où la concurrence n'aura plus de sens au sein d'un parti fusionné.

Je sais que la fusion elle-même sera difficile à réaliser, mais c'est la seule solution efficace qui s'offre à nous. L'histoire du Socialisme français nous offre, à cet égard, un exemple instructif. Quelques années avant 1905, une tentative de regroupement Socialiste avait eu lieu. Les diverses organisations qui représentaient à l'époque le mouvement Socialiste avaient créé un comité commun, une sorte d'organisme confédéral ; mais, au sein de ce comité, les rivalités entre les différentes formations furent si violentes que la rupture mit fin à cette tentative quelques mois plus tard, et le Socialisme français apparut, au lendemain de cette expérience, plus divisé qu'il ne l'avait jamais été. Et lorsque, peu de temps après, on repris l'idée du regroupement Socialiste, mais cette fois sous la forme et avec la perspective d'un parti fusionné, beaucoup considéraient que l'entreprise était chimérique ; la chimère devint pourtant, quelques mois plus tard, une réalité, et au sein du Parti Socialiste alors unifié, les rivalités et les questions de concurrence ne tardèrent pas à disparaître, car elles avaient perdu leur raison dtêtre.

Être fidèles à nos anciens, cela consiste aussi à retenir leurs leçons, les leçons qu'ils nous ont laissées, et celle-là comporte des enseignements précieux.

La fusion est aussi le moyen de lever certaines équivoques et d'accentuer l'effort de clarification.

La fédération de la Gauche regroupe des organisations. Ces organisations, et c'est normal dans une fédération, apportent à l'ensemble la totalité de leurs membres. Or, certains sont très éloignés de nous sur des problèmes parfois essentiels. Nous n'y pouvons rien au stade actuel, et pourtant c'est là une source de difficultés incontestable.

Dans un parti fusionné, d'orientation nettement Socialiste, ce problème se trouvera vite réglé par le départ de ceux qui ne se sentent pas Socialistes.

En revanche, des hommes qui, aujourd'hui, refusent de s'engager dans le Parti, ou même dans la fédération de la Gauche, mais qui sont d'accord cependant sur l'essentiel de nos positions, pourraient plus facilement nous rejoindre ; je pense, en particulier, à certains chrétiens orientés sans équivoque vers le Socialisme, et qui condamnent l'expérience de Lecanuet.

Ces quelques réflexions indiquent clairement, je pense, comment je conçois la fusion. Il ne s'agit pas de rassembler n'importe qui sur n'importe quoi. La fusion n'est pas la confusion, elle est, au contraire, la clarification.
Cela signifie, bien entendu, que ce parti de la démocratie Socialiste sera Socialiste, et nous avons tenu à dire, dans une lettre aux militants, que nous acceptions sans réserve le programme fondamental de la SFIO. Ce sont donc ses idées qui devront être reprises dans la charte du nouveau parti.
Il nous faudra aussi un programme d'action immédiate pour les prochaines élections. La fédération de la Gauche va s'efforcer d'en élaborer un, et la résolution du 54ème Congrès doit nous fournir, à cet égard, des éléments très utiles.
Mais, entre les idées fondamentales qui caractérisent notre doctrine, et le programme dfaction immédiate, je me demande si nous ne devrons pas nous efforcer de combler assez rapidement une lacune. Il s'agit de l'élaboration dfua programme d'action à moyen terme qui poserait clairement et concrètement le problème des étapes vers le Socialisme.
Nous avons certainement tous des idées à ce sujet, mais elles n'ont pas été réellement confrontées, et il serait utile d'entreprendre cette étude dans des délais rapprochés. Je sais, ce n'est pas là une question de toute première urgence. Si nous pouvions, cependant, montrer à l'opinion publique comment nous concevons la marche progressive vers le Socialisme, je pense que bien des équivoques seraient levées, et que nombreux, parmi ceux qui aujourd'hui nous méconnaissent, comprendraient qu'en fait ils sont d'accord avec nous. Il ne s'agit donc pas d'affaiblir ou d'assaillir le Socialisme, il s'agit de montrer, d'une manière claire et positive, ce qu'il signifie à notre époque.
D'autres études et d'autres confrontations deviendront également nécessaires rapidement. Je pense, en particulier, au problème international.
Nous avons eu raison de combattre l'attitude du général De Gaulle à l'égard de l'OTAN, et il n'est pas question pour nous d'envisager, dans la situation présente, un départ de la France des organisations du Pacte Atlantique, car tout ce qui, aujourd'hui, modifierait l'équilibre actuel dans le monde, deviendrait très vite une cause de conflit. Mais, il est clair, par ailleurs, que la politique des pactes n'est acceptée par nous que comme une solution provisoire. Un Socialiste ne peut pas se prononcer pour la pérennité des alliances militaires. Il faut donc surmonter l'obstacle et envisager comment pourrait se créer progressivement un climat de détente d'une ampleur suffisante pour nous permettre de reposer tous ces problèmes. Et, dans cette perspective, un certain nombre d'initiatives d'une portée sans doute limitée, mais d'une importance psychologique considérable, ne parviendraient-elles pas à réduire peu à peu les sentiments de méfiance qui s'opposent encore à un véritable accord entre l'Est et l'Ouest ?
Parmi ces initiatives possibles, certaines ont été condamnées par nous il y a plusieurs années. Nous avons eu d'ailleurs raison, car les problèmes n'étaient pas mûrs. Je me demande si nous ne devrions pas, aujourd'hui, dans un climat qui s'est modifié, reprendre cette étude, avec la volonté de maintenir intégralement ce que furent nos préoccupations constantes, mais aussi avec le

souci dé définir une politique positive de paix de la Gauche française.
C'est avec des perspectives et des ambitions de cet ordre que nous devons, selon moi, concevoir le rôle d'un grand parti de la démocratie Socialiste. La création de celui-ci aurait, c'est une évidence, des conséquences considérables sur la vie politique française ; tous les problèmes se trouveraient instantanément transformés, le problème du Parti Communiste, en particulier, se trouverait posé dans des conditions différentes, et certainement plus positives, car les rapports des forces ne seraient plus les mêmes.
Mais, pour fusionner, me dira-t-on, il ne faut pas être seul. Qu'en pensent donc nos partenaires de la fédération ?
La convention s'est prononcée pour le principe d'une fusion rapide. François Mitterrand, sans faire de la fusion se préoccupation première, l'accepte cependant sans réticence. Ce n'est donc pas de ce côté que nous aurons des difficultés.
Le Parti Radical sera certainement plus réservé, mais ce n'est pas en retardant l'échéance que l'attitude radicale deviendra plus positive, car les raisons de ses réserves sont permanentes ; les radicaux ont peur de disparaître au sein de la nouvelle organisation, et cette peur ne sera pas moins forte dans plusieurs années. On peut, à ce sujet, étudier certaines garanties qui pourraient peut-être apaiser certaines de leurs inquiétudes.
Mais, de toutes manières, si nous pensons que l'initiative est souhaitable, elle doit être pise par nous-mêmes, même si slle ne rencontre pas au départ un accord sans réserve de tous.
En renonçant à l'idée de fusion, en montrant qu'il la souhaite, en montrant qu'il est prêt à s'y engager sans réticence, le Parti se grandirait et créerait un courant qui ne tarderait pas à balayer tous les obstacles. Voilà ce que nous demandons.
Tous ces problèmes que je viens d'évoquer, la préparation des élections, l'avenir du regroupement de la Gauche, la fusion des organismes qui constituent la fédération, la préparation d'une plate-forme qui nous permettra de nous définir clairement à l'occasion des prochains combats, tout cela ne mérite-t-il pas une discussion sérieuse entre nous, à laquelle seraient associés tous nos militants ?
Et je termine mon intervention comme je l'ai commencée : tout cela ne nécessite-t-il pas l'organisation d'un Congrès extraordinaire dans des délais rapprochés, une large confrontation sur l'ensemble des problèmes qui nous préocoup pent ? C'est notre conception démocratique du Parti qui devrait nous l'imposer, mais c'est aussi l'intérêt du Socialisme et l'intérêt de la Gauche française.
(Applaudissements)

Le président - Reprise des travaux à 15 heures. Il y a 15 orateurs inscrits, et je vous demande d'être très ponctuels pour ne pas trop allonger les travaux»
Le Bureau de cet après-midi sera composé comme suit : Jules Moch, président, avec comme assesseurs Mao, Finistère, Tronche, Allier, et Bernard, des Vosges.
La séance est levée.

Fondation Jean Jaurès

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 16 avril 1966
Clichy

Séance du samedi 16 avril 1966 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Jules Moch, assisté de Mao (Finistère), Tronche (Allier) et Bernard (Vosges)

Le président (Jules Moch)

Camarades, la séance est ouverte.
Nous avons actuellement 17 orateurs inscrits, représentant un temps de parole total de 5 heures et demie, Guy Mollet non compris. Je vous propose d'abord de considérer comme close la liste des inscriptions.
Il n'y a plus de demandes ?

Dans la salle - Si !

Le président - Alors, donnez-les moi tout de suite, afin que nous puissions proclamer la clôture des inscriptions.
Ensuite, je serai obligé de faire respecter le temps de parole, mais je souhaiterais que chacun de vous acceptât de s'amputer de cinq minutes, pour que nous gagnions du temps, sinon, compte tenu de la réunion de la Commission des résolutions, nous serons encore là à minuit.
Le premier orateur est notre camarade Loury, d'Indre-et-Loire. Orateur suivant, Benoist, Charente. Loury a 20 minutes, qu'il va essayer de réduire à 5 pour donner le bon exemple.

Loury (Indre-et-Loire)

Camarades,
Après les orateurs de ce matin, vous allez certainement être déçus, car c'est la première fois que je me présente devant un micro.
Après l'échec de notre camarade Gaston Defferre, le Parti a décidé de constituer la fédération de la Gauche démocratique et Socialiste. Je pense que cette fédération ne doit pas être faite à n'importe quel prix. Nous devons y apporter toute notre attention. Elle doit être construite avec soin, à tous les échelons. Or, des postes ont été confiés à des farfelus, et je m'en explique.
La fédération d'Indre-et-Loire, pour sa part, a été une des premières à voir le jour. Nous avons fait des statuts en nous inspirant des statuts de la fédération nationale. Puis, nous avons constitué un comité exécutif et un Bureau fédéral, en tenant compte, comme à l'échelon national, du rapport des forces, toutes les familles étaient représentées. La convention des institutions républicaines était représentée par des camarades du club Paul-Louis Courier, affilié régulièrement à la convention des institutions républicaines.

Fondation Jean-Jaurès

Ayant été élu Secrétaire de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste d'Indre-et-Loire, j'ai envoyé un dossier complet au Secrétariat national de la fédération. C'est alors que les surprises commencent.
Une première lettre du 25 mars, signée Charles Hernu, m'indiquait qu'il ne pouvait répondre directement, mais qu'il soumettrait le dossier au Bureau national. Puis, deux jours plus tard, le 28 mars, le même Charles Hernu, m'envoyait une lettre en me disant :
"Je reçois ta lettre du 23 mars et le dossier qui y était joint, et je me permets de te faire les remarques suivantes :
1°/ J'informerai le Secrétariat de la fédération de la création de la fédération départementale.
(C'était la deuxième fois qu'il l'indiquait, dans deux lettres différentes)
2°/ Il est totalement exclu qu'une fédération départementale puisse se déclarer à la Préfecture.
3°/ Je regrette que "Citoyen 60" ne soit pas représenté".
Puis, par la suite, une nouvelle lettre du 30 mars me parvenait, libellée comme suit :
"Je t'informe que le praesidium de la convention des institutions républicaines, on se croirait en Russie, a désigné le Docteur Desiles comme délé gué départemental de la convention d'Indre-et-Loire."
Eh bien ! Il y a là, camarades, quelque chose qui n'est pas sérieux. Primo : deux réponses à la même lettre, secundo, quel mal y a-t-il à déclarer la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste à la Préfecture, alors que la fédération d'Indre-et-Loire du Parti Socialiste y est déclarée depuis sa naissance ?
Je ne pense pas que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste soit une organisation clandestine.
Pour "Citoyen 60", en Indre-et-Loire, c'est la succursale du PSU et j'ignorais qu'il était représenté à l'échelon national.
Le plus cocasse, c'est la désignation du Docteur Desiles, comme représentant de la convention. Savez-vous qui est le Docteur Desiles ? C'est un démissionnaire du Parti Communiste et c'est le Secrétaire actuel du PSU pour la fédération d'Indre-et-Loire. C'est un "herniste" qui a soif d'un mandat parlementaire qui a déjà désigné son suppléant et qui a choisi sa circonscription en se référant à la FGDS avant même d'y être admis.
Eh bien ! Camarades, je vous dis non ! Ce n'est pas sérieux. Si nous voulons former la fédération nationale de la Gauche démocrate et Socialiste, dans ces conditions, nous ne sommes pas d'accord. Il vaut mieux rester à se battre au sein de notre Parti. Pour moi, le Secrétariat de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste a été confié à un farfelu et je ne comprends pas le Parti qui accepte une telle désignation.
Si je vous ai donné tous ces détails, c'était pour vous
démontrer que la formule actuelle est mauvaise et nous impose la double appartenance. Si nous voulons battre l'UNR de De Gaulle, nous devons rallier sur les candidats de la fédération le plus grand nombre possible de citoyens.

Contribution Jean-Jaurès

Nous avons cette chance que si la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste veut apparaître comme une force puissante et cohérente, il n'y a qu'une solution, la fusion des grands partis qui la composent. Ce n'est qu'à ce moment que nous pourrons avoir un programme novateur, limité et précis, qui permettra de transformer la société et non de l'aménager.
Je pense qu'il est temps que nous prenions une décision. Pendant que nous essayons de nous mettre d'accord, nos adversaires ont déjà commencé la préparation des prochaines élections. Si nous voulons sortir victorieux de la prochaine consultation, unissons-nous rapidement. Ce n'est qu'à cette condition que nous assurerons l'après-gaullisme avec quelques chances de succès.
C'est notre position en Indre-et-Loire, mais en tout état de cause, nous serons disciplinés et nous suivrons les décisions qui sortiront de ce Conseil national.
(Applaudissements)

Le président - Le camarade Loury a donné le bon exemple en étant bref.
Je donne la parole à Benoist. Prochain orateur, Defferre.
On me dit que Benoist n'est pas arrivé. Il donne le mauvais exemple ! Defferre, quant à lui, avait prévenu qu'il ne pourrait pas être là maintenant. La parole est donc à Delmas, du Tarn-et-Garonne.

Delmas (Tarn-et-Garonne)

Camarades, je me serais privé assez facilement du plaisir de parler à cette tribune, mais il est un sujet qui n'a pas encore été effleuré et que je vais m'attribuer le privilège d'aborder. Il s'agit d'une question qui nous a été posée, à laquelle il faut pourtant bien que nous donnions une réponse, au sujet de la constitution du contre-gouvernement, du cabinet fantôme. Cela a son importance. En ce qui me concerne, j'y suis résolument opposé, d'abord parce que je crains le ridicule pour des hommes qui se pareraient du titre de ministres éventuels, alors qu'ils risqueraient de n'être jamais ministres, en réalité. Sans doute même sentiraient-ils ce ridicule, mais petit-être aussi trouveraient-ils une compensation dans le grade qui leur serait ainsi conféré, car en prévoyant nos futurs ministres, éventuels, toujours, nous leur conférons un grade ; nous en faisons des chefs. Ce sont bien des chefs que nous désignerions et je ne vous cacherai pas que j'ai toujours eu assez peu de respect pour la hiérarchie, que ce ne sont pas les événements de la semaine dernière qui ont modifié mon attitude dans ee domaine.
Nos leaders, en effet, se cemportent de telle manière, je ne parle pas seulement des leaders Socialistes, mais des leaders en général, les leaders de la Gauche, les leaders de l'anti gaullisme, se comportent de telle manière qu'ils éclipsent derrière eux l'organisation qu'ils représentent et le style de toute la presse, ces jours-ci, vous l'avez vu, c'est : "Monsieur Mitterrand préside... Monsieur Mitterand décide... Monsieur Guy Mollet refuse... Monsieur Gaston Defferre s'oppose à monsieur Guy Mollet... Monsieur Lecanuet est par ci, Monsieur Maurice Faure par là..."
En somme, il semble bien que ce sont ces quatre ou cinq personnalités qui, à

elles seules, manipulent l'ensemble de l'opposition gaulliste.
C'est vexant, vexant pour les militants qui ont l'impression d'appartenir à un parti démocratiquement organisé. En ce qui nous concerne, c'est plus qu'une impression d'ailleurs, nous avons chacun de nous l'impression d'être un rouage, un rouage modeste, sans doute, de la mécanique du Parti, mais un rouage qui contribue néanmoins avec la multitude des autres rouages modestes identiques, à former les orientations, les positions que nous avons à prendre.
Si le comportement de nos responsables était plus modeste, l'opinion publique et la presse ne leur accorderaient que l'importance qu'ils méritent et ce serait mieux ainsi.
Les français, après l'avoir combattu chez les autres, ont assez tendance, je crois, à pratiquer, eux, maintenant, le culte de la personnalité. Faut-il les y pousser ? Faut-il pousser ceux qui n'ont pas le culte de de ixaulle à avoir le culte d'un guide de remplacement, car, en somme, si vous désignez le futur gouvernement, le gouvernement fantôme, vous lui donnerez un chef etee chef, ce sera le guide de remplacement.
Vous donnerez aux français le choix entre deux hommes, entre deux guides. Je crois que c'est une mauvaise chose aujourd'hui et qu'il vaudrait mieux offrir aux français d'opter entre des doctrines et des programmes plutôt que simplement entre deux hommes.
Autour de ce chef, se constituera une équipe et vous offrirez, par conséquent, auxcitoyens français, aux sénateurs français, de se rallier derrière cette équipe, sans savoir si ces hommes seront capables, le moment venu, de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement. C'est pourtant cela qui compte et je pense mène que c'est cela seul qui compte.
Je proposais au Congrès, il y a deux ou trois ans, une méthode pour arriver à cela. La méthode est sans doute à reprendre aujourd'hui, car les conditions sont un peu changées. Je n'avais guère été écoulé alors, ni pris au sérieux, car dans cet ensemble de la Gauche, je préconisais la prise en considération, sous une forme à déterminer, du Parti Communiste, car il faut tout de même tenir compte des réalités, et l'existence des communistes est une de ces réalités.
Aujourd'hui, les choses ont évolué et je crois que nous pourrions plus facilement sans doute aboutir à la réalisation d'un programme commun.
De plus, ce programme ne serait pas présenté aujourd'hui par le seul Parti Socialiste, mais par la fédération des gauches, ce qui est incontestablement, ou qui sera la pièce maîtresse de l'union de la Gauche.
Cela est-il réalisable ?
Si non, ce n'est pas la peine que nous perdions notre temps à rechercher des ententes impossibles.
Si oui, il faut y travailler avec plus d'acharnement que nous n'en avons mis jusqu'à ce jour.
Autrement dit, et pour obéir aux injonctions de notre président, je crois que j'aurai réussi à raccourcir énormément ce que je voulais dire, mais je crois avoir dit l'essentiel, c'est-à-dire qu'en résumé, je souhaiterais que le Parti Socialiste offre aux électeurs, aux citoyens français, un choix entre des programmes, se

rallie derrière des idées et non pas derrière des hommes, ce qui serait d'ailleurs très rapidement se rallier derrière un seul homme, le chef du futur gouvernement. C'est cela que je désapprouve.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Benoist. Orateur suivant, Defferre.

Benoist (Charente)

Camarades, je voudrais préciser d'abord que je parle au nom de la minorité de ma fédération.
Je commencerai mon propos, une fois n'est pas coutume, en disant que je suis d'accord avec la très bonne introduction que notre camarade Georges Guille a fait tout à l'heure, en ce qui concerne le Parti.
Dans le Parti Socialiste, effectivement, il ne peut y avoir ni militants suprêmes, ni combattants suprêmes. Il y a des causes, il y a des idées à défendre, et les hommes, quels qu'ils soient, quels que soient leurs postes, sont d'abord, comme nous, des militants, au service de la même idée et du Socialisme.
Depuis notre dernier Conseil national, pas mal d'événements se sont déroulés. Il y a d'abord eu les élections présidentielles et unanimement, nous pouvons aujourd'hui nous féliciter du choix qui avait été fait par le Parti. Incontestablement, la candidature de François Mitterrand a soulevé dans le pays une certaine espérance. Les fédérations les plus mortes, les sections les moins vivantes, avaient retrouvé, à l'occasion de ce combat, une certaine activité, un certain espoir et un certain dynamisme.
L'essentiel pour nous, maintenant, c'est que cet espoir qui est né au moment du combat de tous les républicains, persiste et se développe dans l'intérêt de la Gauche française tout entière.
Je voudrais très brièvement, et de ce fait, même, très schématiquement dans le quart d'heure qui m'est imparti, aborder deux problèmes. Le premier, celui du Congrès ; le second, celui de la fusion.
Abordant le problème du Congrès, je dirai en commençant une citation de Léon Blum, qui précisait que la liberté, c'est la possibilité de choisir.
Si nous demandons à un Congrès un large débat, à l'intérieur du Parti, entre militants, en dehors de toute espèce de préoccupations personnelles, c'est que nous voulons pouvoir clairement, fondamentalement, choisir et exprimer notre pensée, notre opinion. Un Congrès, dans le Parti, c'est l'assemblée souveraine par excellence, c'est le meilleur moyen d'associer les militants aux décisions qui seront prises.
Et je suis convaincu que sur ce point la journée d'aujourd'hui peut se traduire par un vote massif en faveur de la réunion rapide d'un Congrès, car il y a un certain nombre de problèmes qui intéressent le Parti, et Guy Mollet l'a justement dit ce matin, il y a un certain nombre de questions qui ont été posées, qui méritent des réponses, il y a un certain nombre d'orientations fondamentales qu'il s'agit de déterminer et seul un Congrès, c'est-à-dire l'organe qui a le pouvoir de décider, qui a le pouvoir de choisir, après un large débat dans les

Fondation Jean Jaurès

fédérations, dans les sections, doit se réunir à brève échéance pour déterminer ce qu'est la pensée du Socialisme devant les problèmes auxquels il est affronté.
C'est la raison pour laquelle la minorité, puisqu'il faut appeler les choses par un mot, a demandé la réunion de ce Congrès.
Il s'agit, justement, par l'organisation d'un Congrès, de faire que la discussion se déroule à l'intérieur du Parti, y trouve sa libre expression, c'est la seule voie, c'est la voie démocratique et je ne vois pas de raison qu'on puisse avoir, qu'on puisse invoquer pour s'opposer à la réunion d'un Congrès.
Le second problème qui préoccupe aujourd'hui ce Conseil national, c'est le problème de l'attitude du Parti Socialiste en face d'un certain nombre d'échéances auxquelles il va être confronté dans les mois ou dans les semaines à venir.
Je me souviens qu'avant l'élection présidentielle, quand nous demandions qu'un certain nombre de positions soient définies pour cette élection présidentielle, on nous répondait : "Les présidentielles, ce n'est pas important, ce qu'il faut, c'est gagner les législatives." Maintenant, quand nous demandons, en fonction des échéances électorales, c'est-à-dire du verdict populaire, du verdict souverain, un certain nombre de décisions, d'actes positifs, on nous dit : "Vous faites de l'électoralisme, vous envisagez les choses en fonction de préoccupations électorales." Il ne s'agit pas de cela. Ce que nous souhaitons, ce que nous voulons, c'est la clarté, et la clarté le meilleur moyen d'y aboutir, ce n'est pas de continuer, dans un certain nombre dissociations fédérées, confédérées, où chacun garde en fin de compte une certaine liberté d'action, c'est de mettre chacun des partenaires de la fédération devant le choix décisif : est-ce que, oui ou non, à partir de la charte de la fédération qui a été approuvée par le Parti et qui reprend les orientations fondamentales du Socialisme, est-ce que, oui ou non, les personnes, les organisations, les clubs, les mouvements qui ont adhéré à la fédération sont d'accord pour aller de l'avant ?
Le Socialisme, c'est le mouvement, ce n'est pas l'immobilisme, et c'est en agissant, c'est en proposant, c'est en étant à la pointe d'un certain nombre d'initiatives qu'on prouvera la vitalité du Parti Socialiste.
Quel risque pour le Parti Socialiste, aux yeux de l'opinion publique, pour lui-même, pour sa doctrine, ses militants, pour la Gauche, d'être le Parti qui apparaîtrait comme l'organe moteur, proposant la fusion des organisations membres de la fédération ? Le Parti Socialiste doit faire cette proposition, doit apparaître comme le mouvement qui veut, qui souhaite la fédération comme un moyen de la clarification de la vie politique.
Il ne s'agit pas pour nous, contrairement à certaines interprétations qu'on a pu donner, de vouloir la fusion à tout prix, parce qu'il y a une échéance électorale. La fusion, c'est le moyen du regroupement et des fusions qui attendent trop longtemps avant de se faire risquent de se désintégrer plutôt que d'aboutir au résultat souhaité.
Ce que nous voulons, ce n'est pas une fusion dans l'équivoque, c'est justement par la fusion aboutir à la clarification de la politique française et faire que la famille Socialiste, les hommes de gauche se regroupent et qu'on les mette

Contribution Jean Jaurès

devant le choix qui doit être le leur sans aucune espèce d'équivoque, car l'opinion publique attend, après l'espoir qui était né de la candidature de François Mitterrand, un certain nombre de réponses à des questions qui se posent.
Quel type d'alliances la Gauche démocratique propose t-elle ? À toutes ces questions pour l'instant nous sommes dans l'incapacité de répondre.
Or, c'est à ces questions, c'est à cette marche vers la fusion qu'un Congrès national doit pouvoir répondre, et c'est le seul organe habilité à le faire.
Attendre… Attendre quoi ? Attendre de connaître le scrutin électoral ? Quel que soit le mode de scrutin, nous savons très bien qu'il y a un certain nombre d'alliances que le Parti Socialiste ne fera pas, nous savons très bien que, quel que soit le mode de scrutin, notre but est de regrouper la Gauche démocratique dans la clarté.
Attendre que le mode de scrutin soit défini, et rien ne prouve pour l'instant qu'il soit modifié, c'est simplement vouloir repousser un débat fondamental qui, à notre avis, doit avoir lieu à l'intérieur du Parti sur ces problèmes.
Le problème qui nous préoccupe, ce n'est ni un problème d'hommes, ni un problème de tendances, c'est simplement faire vivre le Parti et donner la possibilité à des militants qui se posent un certain nombre de questions de s'exprimer.
Voilà le but essentiel de l'action de ceux qui demandent la réunion à brève échéance d'un Congrès pour débattre de ces problèmes.
Camarades, le Parti Socialiste, incontestablement, est l'axe indispensable, fondamental, de tout regroupement de la Gauche démocratique. Il n'y aura pas de gauche démocratique sans le Parti Socialiste. C'est la raison pour laquelle nous devons apparaitre comme le Parti déterminant dans cette marche vers le progrès, comme le Parti suffisamment sur de lui même pour ouvrir ses portes ou pour ouvrir les portés du futur Parti fusionné à tous ceux qui pour, des raisons diverses, n'ont pas encore rejoint le Socialisme. Et en faisant ceci il ne s'agit pas pour nous de mettre en cause, de modifier ou de proposer, au nom de ce qu'on appelle avec une certaine dérision le Socialisme moderne, un révisionnisme.
Proposer un vocabulaire nouveau, penser qu'en 1966, les problèmes qui se posent au Socialisme ne sont plus les mêmes que ceux qui se sont posés il y a vingt ans, quinze ans ou même trois ans, c'est simplement être fidèles à la grande leçon du marxisme, être fidèles à cette grande leçon, c'est adapter en permanence les méthodes d'action au but fondamental que nous recherchons, qui est celui. Bien évidemment, et là encore nous sommes d'accord, de la transformation de la société. Mais encore faut-il donner à la Gauche, en la regroupant, en la clarifiant, les moyens d'aboutir à cette transformation de la société par l'exercice du pouvoir.
Car s'il y a une grande leçon à tirer du scrutin présidentiel, je crois que c'est celle-ci : incontestablement, au premier tour, la majorité des français s'est affirmée contre le régime du général De Gaulle. Incontestablement, ce fut un échec retentissant pour le gaullisme. Mais le vrai combat, comme le disait François Mitterrand à la tribune de l'Assemblée Nationale, ne se passe pas entre

Collection Jean Daniel

les républicains même entre ceux qui ne le sont pas et au second tour la majorité des français n'a pas cru devoir donner les moyens à la Gauche de gouverner. Le diagnostic, il faut le faire : pourquoi est-ce que la Gauche française n'apparait pas aux yeux des français, n'apparait pas aux yeux des générations qui arrivent à l'âge électoral, comme une force capable de gouverner le pays ?
Ce qu'il faut par la fusion rapide, par la fédération, c'est donner une réponse à l'ensemble de ces question ?
Voilà, camarades, ce qu'a notre avis comportent les propositions de la minorité. Ce n'est ni plus ni moins qu'un essai, qu'une marche en avant vers le Socialisme.
Pour nous, la politique, ce n'est pas d'abord des hommes. La politique, c'est des idées et c'est au non d'un certain nombre d'idées que nous nous battons à l'intérieur du Parti, c'est au nom de ces idées que nous avons fait ces propositions.
Camarades, en terminant, je me souviens d'un mot que disait un journaliste, qui n'est pas de nos amis :
"C'était la fin du monde, mais il y avait deux militants qui se retrouvaient et l'un disait à l'autre : "Il reste une heure à vivre, qu'est-ce que tu vas faire ?"
Le premier lui dit : "Je ne sais pas très bien..."
Le second lui dit : "Je vais rentrer au Parti Socialiste, parce que là-bas tout se passe... Cinquante ans plus tard !..."

Le président - Votre temps s'épuise…

Benoist - Il ne faut pas que le Parti prenne les décisions qu'il a à prendre six mois trop tard seulement !
Voilà le sens, voilà pour quelles raisons un certain nombre de camarades se sont ralliés aux propositions qui ont été faites par ce qu'on appelle la minorité.
(Applaudissements)

Le président - Je vous propose maintenant de décider la clôture des inscriptions ; j'en ai reçu encore quelques-unes et il faut absolument que nous gagnions du temps. Est-ce que vous êtes d'accord pour que je n'accepte plus d'inscriptions nouvelles ?
Pas d'opposition ? Adopté.
Avant de donner la parole à Defferre, je dois vous annoncer une triste nouvelle : notre camarade Ayman, trésorier fédéral des Côtes du Nord, vient de décéder aujourd'hui à Paris.
La parole est à Gaston Defferre.

Gaston Defferre

Camarades, je n'ai pas l'intention de me livrer à des attaques de caractère personnel ; des événements politiques importants se sont produits depuis six mois, et c'est de cela que je voudrais parler.
Le jugement que nous avons à porter sur les derniers événements et les décisions

que nous avons à prendre seront déterminants pour l'avenir politique, non seulement de notre Parti, de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, mais aussi de notre pays.
Il est clair que si nous perdons les élections législatives qui viennent, nous allons laisser le gaullisme s'installer au pouvoir pour de longues années, et que même après la disparition de De Gaulle, nous risquons de voir un régime autoritaire subsister dans ce pays.
L'enjeu politique en face duquel nous nous trouvons est donc particulièrement grave. Si le gaullisme est maintenu après De Gaulle, nous savons ce que cela signifie : des hommes plus jeunes que lui, des hommes qui n'ont pas à faire respecter une figure historique, des hommes sans scrupules - l'affaire Ben Barka nous l'a montré - n'hésiteront pas à établir dans notre pays un régime du type Franco ou du type Salazar, et c'est ici que je diffère de l'analyse qui a été faite par mon ami Georges Guille quand ce matin il nous disait : au lendemain de la mort de De Gaulle, la situation politique sera transformée. Elle risque de ne pas l'être. Si un régime installé par De Gaulle est en place, si les gaullistes sont aux leviers de commande et s'ils font ce qu'il faut pour les conserver.
Mon analyse, par contre, rejoint celle que j'ai entendue faire parfois à Guy Mollet, quand il disait que dans un pays moderne, dans un régime moderne, les hommes qui sont au pouvoir disposent de possibilités d'action telles que s'ils ont l'intention de s'y maintenir par la force, il est très difficile de les en déloger. Et j'ai même entendu un jour Guy Mollet - il me démentira si je me trompe - faire une analyse que j'approuve quand il disait qu'à notre époque l'arme de la grève générale, compte tenu de ce qu'un certain nombre d'unités qui peuvent être mobilisées disposent maintenant de leurs propres moyens de transport, de leurs propres moyens de transmission et, bien entendu, de leurs propres possibilités de combat, que l'arme de la grève générale risque de se retourner contre ceux qui la déclencheraient.
Par conséquent, camarades, l'enjeu politique qui nous attend est déterminant.
Quels sont les dangers qui nous menacent ? Le premier, bien entendu, c'est de voir élire une assemblée à majorité UNR, le pouvoir gaulliste serait alors installé en France pour de longues années et sa mainmise serait de plus en plus lourde pur notre pays. Mais si nous obtenions aux prochaines élections que l'UNR n'ait pas la majorité absolue, mais que, par contre nous n'obtenions pas.
Nous, une majorité positive, une majorité capable de gouverner, si nous faisions élire une assemblée ingouvernable, elle serait bientôt dissoute par De Gaulle qui pourrait se tourner vers le pays en disant : "Vous voyez, j'avais raison, ils sont incapables de mettre sur pied quelque chose de constructif", et cette fois, alors, après la dissolution, même si dans quelques mois nous avons empêché une majorité UNR de revenir à l'Assemblée Nationale, nous risquerions de voir revenir les gaullistes en force si nous avions fait la preuve que nous sommes incapables, nous, de réunir une majorité positive.
Notre tâche est donc, cette fois, particulièrement difficile. Il faut, non seulement que nous battions l'UNR, mais que nous soyons capables de réunir une majorité qui puisse prendre ses responsabilités.

Notre effort doit donc être à la portée des événements qui nous attendent ; notre effort doit mesurer l'importance des objectifs que nous devons atteindre si nous voulons éviter pour vingt ans, pour trente ans, à notre pays un régime de caractère autoritaire.
Et il ne s'agit pas là, mon cher Georges, de la part de certains camarades, d'un appétit, d'une "ministérialiste" quelconque, un certain nombre d'entre nous, tu le sais, ont souvent refusé d'être ministre. Je crois, d'ailleurs, que si nous voulons avoir une chance de réussir, il ne s'agit pas pour nous de présenter un programme facile, un programme de concessions, il faut, au contraire, que nous présentions à l'opinion un programme audacieux, qui démontre que nous avons la volonté, non pas seulement de gérer la société, mais de la transformer profondément,
C'est notre propre raison d'être, et je suis, par dessus le marché, convaincu que c'est pour nous le seul moyen d'attirer à nous tous ces jeunes, tous ces cadres, tous ces indécis qui, jusqu'à maintenant, ont voté tantôt pour les uns, tantôt pour les autres, et qui, nous en avons fait souvent l'expérience, en définitive, en passant d'un côté à l'autre, font ou défont la majorité.
Je vais donc aujourd'hui, à cette tribune, en raison de la gravité des circonstances, essayer de m'exprimer avec modération, dans la forme, mais dans le fond (il est normal et naturel, je pense que vous le comprendrez) je n'éluderai aucun des problèmes, mais je demande que ces concessions, ce désir que nous avons, que j'ai, de m'exprimer ici aujourd'hui, à cette tribune, autrement, je le reconnais, qu'il m'est arrivé de le faire dans d'autres circonstances, ne soient pas interprétés, comme cela a été le cas trop souvent dans le passé, par le Secrétaire général comme une injure personnelle.
Nous avons le droit de n'être pas d'accord sur le foœ s ans pour autant attaquer qui que ce soit, sans pour autant être de mauvais Socialistes !
(Applaudissements)
Personne ne peut prétendre ici avoir le monopole de la comprehension de la connaissance de la doctrine Socialiste. Nous avons été formés à la même école un certain nombre d'entre nous sont de vieux militants, nous avons sur les événements des appréciations différentes, notre devoir, en plus de notre droit, est de venir les exposer ici.
Voyez-vous, camarades, ceci dit, je voudrais examiner la situation, d'une part du point de vue de la fédération de la Gauche démocrate Socialiste et essayer de faire le point à ce sujet.
D'autre part, je voudrais, à mon tour, dire un mot des propositions qui ont été faites par Mitterrand, en ce qui concerne le calendrier, pour la désignation des candidats, en ce qui concerne le contre gouvernement et puis, avant de conclure, dire quelques mots sur le problème des adhésions individuelles et sur le problème de la fusion.
En ce qui concerne la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, je voudrais, si vous le permettez, commencer par rappeler quelques textes et la seule lecture de ces textes fa apporter la triste démonstration que cette fédération n'existe que sur le papier.

Fondation Jean Jaurès

Voici, dans le n° 141 du bulletin intérieur d'octobre 1965, au chapitre "Structure", ce que nous pouvons lire :
"Les républicains ne réussiront le mouvement de rénovation indispensable que s'ils préparent une formation puissante et dynamique de démocrates et de progrès, fondement et soutien d'un gouvernement résolument informateur, faisant ainsi la preuve qu'ils sont capables de prendre les initiatives les plus hardies, en particulier dans le domaine de la construction européenne et d'assurer, tous ensemble, le progrès économique et social dans la stabilité et la continuité de l'action gouvernementale.
Le regroupement de ces forces, de ces forces de progrès, est une des conditions essentielles de l'exercice du pouvoir et la constitution d'une fédération de ces forces est un premier pas décisif dans la direction d'une unité profonde et irréversible."
Le texte que je cite est le texte qui a été adopté à l'unanimité par notre Parti.
Et, un peu plus loin, à la même page, au dernier paragraphe, on peut lire ceci :
"Dans tous les domaines de la charte, tels qu'ils sont définis dans le document constitutif (…) il s'agit, vous savez, des libertés individuelles, de la réforme des institutions (…) Et notamment du plan, des options essentielles en politique étrangère, (…) dans tous ces domaines, les organisations acceptent de déléguer leur souveraineté à la fédération qui décide selon les règles convenues."
Et, un peu plus loin encore : "L'acte d'adhésion et les transferts de souveraineté seront irréversibles pendant un délai s'étendant au moins jusqu'à la fin de la prochaine législature" et, enfin, paragraphe 3 :
"La fédération sera dirigée par un comité exécutif chargé de délibérer et de décider dans les domaines de compétence commune, sans préjudice de discussions communes, à titre consultatif, dans les autres domaines."
Eh bien, camarades, quant on relit ces textes, on se rend compte que ce que nous avions formulé à cette époque n'est pas entré dans les faits.
Notre fédération de la Gauche démocrate et Socialiste n'existe que sur le papier.
Les organismes dirigeants des formations politiques qui la composent continuent à délibérer et à décider séparément, comme si la fédération n'existait pas ; ils ont conservé tous leurs pouvoirs.
En vérité, la situation présente dans laquelle nous nous trouvons n'est pas celle d'une véritable fédération, telle qu'elle a été décidé par le Parti, mais plutôt une confédération, un cartel, une juxtaposition de formations politiques, la réédition de ce que nous avons déjà, à plusieurs reprises, dans le passé, connu, c'est-à-dire exactement le contraire de ce qui est formulé dans le texte que je viens de lire.
Alors, camarades, croyez-vous qu'ainsi nous serons capables de mobiliser les forces qui se sont manifestées à l'occasion de l'élection présidentielle dernière pour notre candidat, et bien entendu quand je dis "notre candidat", je ne veux pas parler de moi, mais de François Mitterrand. Et, à ce sujet, je voudrais dire, toujours avec le même ton amical, et étant donné que j'ai pour lui, il le sait, la plus grande amitié et la plus grande estime, à notre ami Georges Guille que la critique qu'il a formulée ce matin de Mitterrand, en disant qu'il n'était pas un homme nouveau, qu'il avait appartenu à 11 gouvernements, cette critique ne me

paraît pas opportune.
Camarades, nous savions tout cela quand nous avons décidé d'appuyer la candidature de Mitterrand, nous connaissions Mitterrand, les uns et les autres, et nous avons été unanimes pour soutenir sa candidature à la présidence de la République, à partir du moment où la question s'est posée et pendant toute la campagne électorale, et je ne pense pas que ce soit une bonne méthode, au moment où nous désirons construire cette fédération ensemble, lui permettre de réaliser enfin les objectifs que nous nous sommes fixés, je ne pense pas que ce soit une bonne méthode que de critiquer violemment celui que nous avons placé à la tête de la fédération !
Camarades, après l'échec de la tentative du mois de juin dernier, la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste nous a été présentée comme la solution d'avenir et nous avons eu la loyauté, ceux d'entre nous qui étaient minoritaires à cette époque, de nous y rallier complètement.
Depuis, nous n'avons pas cessé de manifester notre attachement aux principes et à l'existence de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
Mais, camarades, au fur et à mesure que le temps passe, nous avons l'impression que les camarades de la majorité, qui nous ont présenté la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, il y a quelques mois, sont de plus en plus réservés, voire de plus en plus hostiles à la création d'une véritable fédération.
À cet égard, camarades, je voudrais, si vous le permettez, faire deux remarques, l'une, et je m'en excuse, de caractère personnel, l'autre de caractère général.
La remarque de caractère personnel consiste à remettre, je crois que je peux le faire devant un Conseil national Socialiste, les choses au point en ce qui concerne l'interprétation qui a été donnée, pour moi aussi, par la presse de mon attitude. Mais, je ne m'en prends pas à la presse, car si elle a présenté mon comportement et mon attitude inexactement, c'est sans doute parce que je n'ai pas su l'expliquer assez clairement.
En ce qui me concerne, on me fait dire que je suis resté partisan de la fédération que j'avais proposée au Parti, au mois de juin dernier. Camarades, j'ai beaucoup de défauts, je le sais, mais il y en a néanmoins un que je n'ai pas : je ne suis pas têtu.
Le Parti s'est prononcé, pour moi la question est réglée : la fédération tentée au mois de juin, c'est terminé. Nous sommes maintenant dans le cadre de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, et c'est à partir de cela que je considère que nous devons travailler.
Depuis le mois de juin dernier, il y a d'ailleurs toute une série de faits nouveaux : la création de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, d'abord, l'élection présidentielle, et puis il y a eu la création du centre des démocrates, de Monsieur Lecanuet qui est, c'est évident, une formation politique de droite ; c'était déjà évident pendant la campagne électorale présidentielle, ce l'est encore beaucoup plus aujourd'hui quand on voit la liste des hommes qui sont candidats au titre du centre des démocrates dans la région parisienne, quand on voit les noms de Monsieur Frédéric Dupont, de Monsieur Bernard Lafay ou de Monsieur Dides on ne peut avoir vraiment aucun doute sur

ce que représente politiquement le centre des démocrates de Monsieur Lecanuet.
Il n'est donc pas dans mon intention de proposer au Parti de s'allier, de s'entendre, de traiter avec le Centre des Démocrates ; c'est dans le cadre de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste que, je pense, notre action doit se placer et, à ce sujet, je fais appel au témoignage des camarades qui ont vécu ces jours-ci les débats qui ont précédé le dépôt de la motion de censure, ou le dépôt de la proposition de loi sur l'amnistie :
- J'ai été un de ceux qui, à la Commission exécutive, ont rappelé que notre groupe devait déposer la motion de censure dans le cadre de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste et qui ai dit qu'il n'était pas question d'accepter la signature des députés du centre démocratique, c'est-à-dire du MRP, sur la motion de censure. Et, quand nous avons voté, au groupe, - et j'ai l'habitude de voter conformément à ma conscience, - quand nous avons voté au Groupe, j'ai voté avec les camarades qui se sont opposés à la signature de la motion de censure par les députés du MRP, et quand, le lendemain, ou le surlendemain, il s'est agi de déposer la proposition de loi sur l'amnistie, j'ai proposé que cette proposition de loi soit signée, non pas seulement par les présidents de groupes Socialiste et rassemblement démocratique, c'est-à-dire radical, mais également par le Secrétaire général de la SFIO, par le président du Parti Radical et par le président de la fédération, et c'est ce qui a été fait.
La presse a présenté les choses tout autrement. J'ai sans doute eu le tort de ne pas m'expliquer davantage, mais j'avoue que, pendant ces trois jours de discussions, de pourparlers à l'intérieur du groupe, à l'extérieur du groupe, avec le groupe du rassemblement démocratique, et cela n'a pas toujours été facile, je n'ai pas eu le temps de voir les journalistes pour leur expliquer. D'ailleurs, comme il ne s'agit que de ma personne, cela n'est pas très grave mais j'avais le devoir de m'en expliquer devant le Conseil national.
En ce qui concerne la remarque d'ordre général, là nous atteignons un point de la discussion qui est beaucoup plus important.
En vérité, quand on aborde le problème de la fédération, c'est-à-dire de la création de quelque chose de nouveau, on constate qu'il y a une question d'état d'esprit.
Ce matin, notre ami Georges Guille, avec son talent habituel, nous a dit :
"Il ne faut pas ignorer les difficultés ; fermer les yeux, faire la politique de l'autruche, je ne sais pas si c'est l'expression qu'il a employée, est une mauvaise méthode."
Certes, je le reconnais bien volontiers, et je ne pense pas non plus qu'il faille ignorer, minimiser ou dissimuler les difficultés, jeter un voile pudique - je crois que c'est l'expression que tu as employée. Mais, camarades, chaque fois que l'on sort des sentiers battus, chaque fois que l'on essaie de faire quelque chose de nouveau, il est évident qu'il y a des difficultés, il est évident même que, souvent, ces difficultés sont des difficultés graves.
Alors, ou on a la volonté de les surmonter, d'atteindre l'objectif que l'on s'est fixé, d'aller jusqu'au but et il faut, pour cela, je le reconnais, souvent beaucoup de patience, beaucoup de persévérance - et je sais à quel point, dans mon propre

département, les pourparlers sur la constitution de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ont été difficiles alors qu'incontestablement, sans prétendre atteindre au pourcentage d'adhérents au Parti qu'atteint l'Aude, nous représentons, dans les Bouches-du-Rhône, à part le Parti Communiste, la force communiste est de loin la plus importante, mais, camarades, c'est une question d'état d'esprit : ou l'on veut réussir, et alors on travaille pour surmonter les difficultés et on y parvient, ou, au contraire, on n'a pas la volonté de réussir et alors chaque difficulté devient une raison apparemment valable de renoncer à faire quelque chose de nouveau et on en reste là où l'on en était.

Voyez-vous, camarades, ce problème, qui se pose avec moins d'acuité dans les grandes fédérations, ou dans les fédérations très puissantes, où les Socialistes ont une très forte représentation, ne doit pas être examiné sous l'angle départemental, et ce matin ça n'est pas ce qu'a fait Georges Guille.

Oui, camarades, nous n'avons pas le nombre d'élus proportionnellement à la population, comme nos camarades de l'Aude, mais d'une élection à l'autre, nous avons, en moyenne, dans les Bouches-du-Rhône, 33% des suffrages exprimés, alors que la moyenne du Parti est de 12%. Nous pourrions donc penser que nous n'avons pas besoin de créer la fédération. Mais, ce n'est pas ainsi qu'il faut raisonner, ce à quoi il faut penser, c'est au résultat d'ensemble car, dans quelques mois, ceux qui séjourneront à l'Assemblée Nationale seront les élus de l'ensemble de la France et alors, à ce moment-là, les petites fédérations, les petits départements, ce sont ceux qui pourront envoyer les députés qui pourront renverser la majorité dans ce pays.

Alors, camarades, comment faut-il voir ce problème ?

Je pense, personnellement, que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste doit essayer de recouvrir toute la Gauche non Communiste. On m'a fait employer, récemment, une expression disant : à l'exclusion des Communistes ; cela avait l'air d'être une machine de guerre dirigée contre les Communistes ; ce n'est pas dans mon esprit. Je sais parfaitement comme vous tous que le problème des alliances pour le second tour se posera et si nous avons l'occasion d'en parler, je pourrai donner mon sentiment sur ce problème, comme vous tous. Quand je dis regrouper tous les Socialistes, toute la Gauche non Communiste, cela a un sens précis et je veux imager cela par des noms dont certains, je sais, ne plairont pas à tous les camarades ; je pense en vérité que cette fédération devrait aller de Mendès-France aux chrétiens démocrates de progrès, et quand je parle des chrétiens démocrates de progrès, ce que j'ai dit tout à l'heure de Lecanuet démontre bien qu'il ne s'agit pas du MRP, il s'agit d'un certain nombre d'hommes et de femmes qui, sur le plan démocratique et Socialiste, sont d'accord avec nous, et dont nous sommes séparés par des questions philosophiques ou religieuses mais qui ont leur place à côté de nous.

Il m'est arrivé de rencontrer, dans l'ouest de la France, de jeunes agriculteurs catholiques qui m'ont tenu, sur le problème de la propriété foncière, et pas seulement sur le problème de la propriété foncière dans les grandes villes, car maintenant tout le monde est à peu près d'accord pour admettre l'idée de la municipalisation des terrains à bâtir, mais sur le problème de la propriété

foncière dans le secteur rural, des propos que les Socialistes ou des Communistes ne pourraient pas tenir dans certaines parties du sud de la France où l'on a un attachement à la propriété qui tel que le langage qui m'a été tenu par ces jeunes m'a paru être un langage qui les rapprochait singulièrement de nous.
Alors, camarades, comment faut-il réussir ? Comment faut-il faire pour réussir à grouper sous le drapeau de cette fédération l'ensemble de la Gauche non Communiste ?
D'abord, camarades, je crois que la première des choses à faire, c'est d'appliquer les statuts, la charte, la structure de la fédération, c'est-à-dire consentir de véritable délégation de pouvoirs et bien montrer aux yeux de tous que la fédération existe et qu'il ne s'agit pas d'une vague tentative de rapprochement de durée éphémère.
Ensuite, camarades, il faut que nous nous prononcions sur les propositions qui ont été faites par François Mitterrand ; d'abord, celles qui concernent le calendrier.
Il a proposé que l'ensemble des candidats que nous présenterons aux élections législatives soient présentés, désignés avant le 1er Juillet.
Guy Mollet a répondu à cela, dès ce matin, en disant : "Nous ne pouvons pas le faire, puisque nous ne connaissons pas encore la loi électorale."

Guy Mollet - C'est inexact !

Gaston Defferre - Très bien. Je l'enregistre avec plaisir.
Eh bien, je crois qu'il faut que nous donnions à notre pays le spectacle d'une force en marche, que nous donnions au pays l'impression et le sentiment de notre union, car si, dans quelques mois, nous étàons capables, et c'est une idée, je crois, qui a été lancée par Billères, de réunir à Paris, dans un grand meeting, 400 à 450 candidats, désignés par la fédération, et qui, dès ce moment-là, seraient lancés dans la campagne électorale, nous donnerions le spectacle d'une force qu'aucune autre formation politique n'est capable de donner en ce moment en France.
Et puis, si nous le faisions, si nous prenions nos dispositions dès maintenant, ce serait sans doute le meilleur moyen pour empêcher le gouvernement, soit d'avancer la date des élections, puisqu'il saurait que nous sommes prêts, alors qu'il ne l'est pas, soit même peut-être de modifier la loi électorale parce que le spectacle de notre union ou de notre entente serait de nature à l'impressionner et à l'empêcher de se livrer à un tripotage quelconque pour essayer de conserver la majorité.
Cette proposition de Mitterrand ne présente aucun danger pour nous, puisqu'il était convenu que les sortants étaient automatiquement les candidats de la fédération.
Or, dans la fédération, le Parti Socialiste est, de toutes les formations politiques, celle qui a le plus de sortants.
Et je veux maintenant examiner, camarades, la deuxième proposition de

Fondation Jean Jaurès

Mitterrand : celle du contre-gouvernement.
Je suis personnellement très favorable à cette proposition ; elle répond à un argument qui a porté dans le public, qui porte encore dans le public, chaque fois qu'il est employé par De Gaulle ou par des gaullistes. Quand on me dit : ce sera De Gaulle ou le vite, De Gaulle ou l'inconnu, nous avons beau raisonner, affirmer, on ne nous croit pas ou on ne nous croit qu'à moitié, parce que nous n'avons pas été capables de dire, jusqu'à maintenant, si De Gaulle partait, quelle équipe et avec quel programme, De Gaulle serait remplacé.
Si nous étions capables de le faire, alors tous les mécontents du gaullisme, tous les indécis, tous les hésitants pourraient se tourner vers nous, et nous mettrions fin à cette sorte de contrainte morale, de chantage que De Gaulle fait sur l'opinion quand il dit : ce sera moi ou le vide, moi ou l'inconnu, ou même comme il l'a fait pour les élections présidentielles, moi ou le chaos !
Et puis, camarades, il y a un autre argument peut-être encore plus fort que celui-là en faveur du contre-gouvernement. Actuellement, qui peut présenter à l'opinion un contre-gouvernement, ou un gouvernement provisoire, appelez-le comme vous voudrez ? Est-ce le Parti Communiste ? Ce n'est pas vraisemblable. Si le Parti Communiste faisait une proposition de ce genre, personne ne le prendrait au sérieux !
Est-ce monsieur Lecanuet ? Ce n'est pas vraisemblable. Si monsieur Lecanuet faisait une proposition de ce genre, personne ne le prendrait au sérieux !
Si nous le faisons demain, aux yeux de l'opinion tout entière nous serons l'opposition; nous serons la force qui se dressera en face de De Gaulle. Nous pourrons alors attirer à nous les électeurs indécis, mécontents, résignés, qui verront en nous l'opposition au gaullisme, qui au lieu de s'égarer à droite et à gauche, viendront vers nous parce qu'ils auront compris que nous avons enfin décidé d'agir avec détermination.
Ce contre-gouvernement nous donnera une position, une force et un rayonnement sur le plan national, et même j'en suis convaincu sur le plan international, que nous n'avons pas pour le moment.
Il est facile, camarades, de répondre aux objections qui peuvent être faites, en ce qui concerne la coexistence de ce contre-gouvernement, de la fédération et des formations politiques qui la composent. Nous pouvons parfaitement concevoir par exemple que la fédération exerce le contrôle de l'action de ce contre-gouvernement, et nous pourrions en présentant ainsi les choses, et en nous soumettant, nous, aux règles démocratiques du contrôle d'un exécutif, même fantôme, faire par les faits la preuve que nous sommes de véritables démocrates, et que par opposition à De Gaulle, nous nous préparons à faire fonctionner un régime dans lequel il y aurait d'une part un pouvoir exécutif, et d'autre part un pouvoir qui, s'il ne serait pas législatif puisque nous ne pouvons pas prétendre que la fédération soit un pouvoir législatif, en tous cas serait un pouvoir de contrôle.
Cela, camarades, nous sommes, je le répète, les seuls à pouvoir le faire. Est-ce que nous allons renoncer à cette possibilité ? Est-ce que nous a lions nous priver de cet avantage qui aux yeux de l'opinion, je le répète parce que c'est un

argument qui me paraît déterminant, nous situera comme la véritable, comme l'authentique, comme la principale sinon comme la s eule opposition au régime gaulliste ?
J'ai entendu dire, et il le précisera tout à l'heure, que Guy Mollet était partisan non pas de la constitution d'un contre-gouvernement, mais simplement de la désignation d'un futur premier ministre. Eh bien, camarades, je crois que c'est une mauvaise solution, car cela nous fait perdre tous les avantages que nous pouvons tirer de l'existence d'un contre-gouvernement. Lecanuet peut se prétendre un futur premier ministre, Giscard d'Estaing peut se prétendre un futur premier ministre, il existe dans les rangs des gaullistes d'autres hommes qui peuvent y prétendre aussi.
Et puis désigner un homme seul, n'est-ce pas nous laisser aller à une forme du gaullisme ? N'est-ce pas une demi-mesure qui a beaucoup plus d'inconvénients que d'avantages ? En vérité, camarades, la proposition du contre-gouvernement, si nouvelle soit-elle en France, si inhabituelle soit-elle pour notre pays, a de tels avantages pour nous situer aux yeux de l'opinion, que je crois que nous commettrions une grave erreur politique en refusant de l'adopter, et en donnant une réponse négative à la proposition qui nous a été faite par François Mitterrand.
J'en arrive maintenant, camarades, et je n'en dirai qu'un mot, au problème des adhésions individuelles. Pendant plusieurs semaines nous avons dit que dans le courant, dans l'élan des élections présidentielles il fallait pouvoir procéder à des adhésions individuelles, et permettre à ceux qui seraient des adhérents individuels de se regrouper pour participer sur le plan départemental, et même national, à la direction de la fédération.
On nous a répondu en citant des textes que ce n'était pas conforme aux textes qui avaient été adoptés par le Parti. Puis, au cours d'un des derniers comités directeurs, l'interprétation donnée à ces mêmes textes a été telle qu'on nous a fait la démonstration que les adhésions individuelles étaient maintenant possibles.
Camarades, une fois de plus nous avons laissé passer les jours, les semaines, les mois, et avec le temps l'occasion, et alors que si au lendemain de l'élection présidentielle nous avions proclamé que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste était prête à accueillir les adhésions individuelles nous aurions pu attirer à nous un grand nombre d'hommes et de femmes qui jusqu'à maintenant n'avaient pas participé à la vie politique, il est certain que l'élan a été perdu et que le geste qui est fait maintenant n'aura plus le même retentissement qu'il aurait eu s'il avait été fait il y a quelques mois !
En ce qui concerne la fusion, je veux en parler très vite puisque Jacquet en a déjà parlé ainsi que d'autres camarades, c'est vrai, Guy Mollet a raison de dire que nous avons proposé un congrès extraordinaire non pas pour décider de la fusion, nous savons bien qu'un congrès ne peut pas décider ainsi de la fusion, mais pour engager la procédure de la fusion. C'est vrai que nous avons dit, en cherchant à donner à nos propos une certaine solennité, que si la majorité du Comité directeur l'acceptait, nous étions prêts à renoncer à tous les différends qui nous

opposaient pour nous unir pour entreprendre cette grande œuvre qui pouvait nous permettre de transformer le Parti, d'en faire le grand Parti Socialiste démocratique que l'opinion attend !
Je sais que quand nous engagerons cette procédure, il y aura des difficultés là aussi; qu'il y aura des hésitants, et même qu'il y aura des refus. Ce que nous avons vu ces jours ci à l'Assemblée Nationale au moment de la préparation de la motion de censure a été édifiant !
Eh bien, camarades, je pense que même s'il y a des hésitants ou des refus, si nous nous engageons dans la voie de la fusion nous irons dans la voie d'une clarification salutaire, nous saurons où nous allons, nous saurons avec qui nous y allons, et cela vaudra mieux que de risquer de rester dans la confusion.
Mais si nous voulons réussir dans la fusion, camarades, il ne faut pas poser des conditions impossibles. Il est absolument évident que ceux auxquels nous proposons la fusion sont dans des formations politiques moins importantes que la nôtre, dans lesquelles il y a des militants moins nombreux que les nôtres. Nous savons tous, car nous avons l'habitude de la vie politique, que si demain la fusion était faite purement et simplement, et si un homme y représentait une voix, eh bien nous savons parfaitement dans ce cas que très vite tous nos partenaires qui auraient accepté de fusionner avec nous seraient éliminés de tous les postes électifs. Si nous voulons que les radicaux, si nous voulons que les hommes du rassemblement démocratique, si nous voulons que des Socialistes qui ne sont pas dans le Parti acceptent la fusion, il est évident que pendant une certaine période, une période transitoire mais au moins pendant une certaine période, nous leur donnerons des garanties, faute de quoi nous sommes certains que ce n'est pas vers la fusion que nous irons, mais exactement vers le contraire !
Ce matin ce n'est pas l'opinion qui a été émise par Georges Guille, mais pour être sûr de ne pas être accusé de déformer sa pensée, je lirai l'extrait de l'intervention de Guy Mollet qui a paru dans le Populaire, après le Congrès Socialiste des Jeunesses Socialistes à Mérignac, dans lequel il a dit :
"La fusion ? Deux conditions : d'une part que soit affirmée la finalité Socialiste, transformation issue de la fusion, d'autre part qu'un homme y représente une voix."
En ce qui concerne la finalité, nous l'avons dit au Comité directeur, la question ne se pose pas, nous sommes d'accord. En ce qui concerne les modalités de la fusion, un ho'mme une voix, tenir ce langage, disons le clairement, pour nos camarades, c'est l'aveu qu'on répond "non" à la fusion. Alors qu'on le dise clairement ! Qu'on ne nous propose pas une fusion qui dans ces conditions est inacceptable pour ceux auxquels nous la proposons !
Camarades, j'avais l'intention de parler, mais je ne le ferai pas car le temps passe, et je ne veux pas dépasser mon temps de parole, j'avais l'intention de parler des structures du parti fusionné. Je ne voudrais en dire qu'un mot.
Je pense que dans ce nouveau parti nous devrions accepter les adhésions collectives. Ceci a été envisagé à un certain moment quand il s'est agi des clubs. Oh ! Je sais, quand on parle des clubs dans le Parti, on prête à rire !

Mais si le principe des adhésions collectives était posé, est-ce q ue vous ne croyez pas que ce serait pur nous le moyen de résoudre enfin ce problème de nos rapports avec les syndicats ?
Je sais que les comparaisons ne peuvent pas être faites de façon précise ni exacte entre la situation en France, en Angleterre, dans les pays scandinaves, en Allemagne. Il faut que nous trouvions une formule originale. Mais il est absolument évident que tant que nous n'aurons pas établi une bonne liaison avec les forces syndicales, notre Parti sera privé d'une grande part de ses possibilités d'action.
Si, camarades, au contraire nous réalisons cette grande formation politique nouvelle, si la fusion était faite avant les élections, imaginez de quelle force nous disposerions ! Nous représenterions une force d'attraction si nouvelle, si considérable que nos candidats auraient alors les plus grandes chances d'arriver avant les candidats du Parti Communiste et avant les candidats UNR. Alors, tout serait changé ! Tout serait changé notamment dans nos rapports avec le Parti Communiste. N'étant plus en état d'infériorité, mais au contraire de supériorité, nous pourrions engager le dialogue dans de bien meilleures conditions !
Tout serait changé parce que les perspectives qui s'offriraient au peuple de France ne seraient plus celle de la reconduction acceptée, souhaitée, ou subie avec résignation d'un gaullisme sous une autre forme, mais ce serait au contraire, camarades, la voie ouverte vers des chances nouvelles pour la démocratie et pour le Socialisme !
Je veux conclure, camarades. En vérité, si nous voulons ce soir avoir répondu au vœu de la population, au voeu de l'opinion, au vœu de tous ceux qui souhaitent que le gaullisme soit enfin vaincu, il faut d'abord que nous construisions une véritable fédération. Il faut que nous répondions d'une façon positive aux propositions qui nous sont faites sur le calendrier, pour la désignation des candidats, sur le contre-gouvernement. Il faut, et cela paraît à peine imaginable tellement cela nous réserverait de perspectives séduisantes, il faut que nous nous engagions dans la voie de la fusion avant les élections.
C'est, camarades, une question de volonté. Les risques ne sont pas pour nous, vous le savez bien, nous sommes la formation politique la plus puissante. Les risques sont pour les autres. Alors, allons-nous sous prétexte d'attachement patriotique aux formules que nous avons toujours défendues, renoncer aux possibilités qui s'offrent maintenant à nous ? Le Parti va-t-il se replier sur lui et continuer à descendre lentement la pente, ou va-t-il prendre la tête d'un grand mouvement qui nous permettra enfin de lutter efficacement contre le gaullisme par des actes, autrement que par des déclarations d'intention ou des affirmations de patriotisme Socialiste ?
À ce propos, camarades, puisque je me suis juré de ne pas faire de polémique, à cette tribune, je voudrais répondre simplement à ceux qui nous donnent des leçons de Socialisme, par une citation de Jaurès qui a été apportée à la tribune du Congrès départemental de la fédération Socialiste des Bouches-du-Rhône. Je me permets d'ouvrir cette parenthèse : un des plus nombreux, un des plus animés, un des plus suivis que nous avions eu depuis de très nombreuses années.

Fondation Jean Jaurès

Un de nos jeunes a rappelé cette pensée de Jaurès :
"Le besoin d'unité est le plus profond et le plus noble de 1'esprit humain."
(Applaudissements)

Le président - Je remercie Defferre de s'être tenu rigoureusement dans l'horaire !
La parole est maintenant à monsieur Weil-Raynal pour un quart d'heure, suivi de Piette, de Lyon.

Etienne Weil-Raynal

Camarades, je traiterai ici un seul problème, celui qui domine la vie politique de la France aujourd'hui : les adversaires du régime gaulliste obtiendront-ils la majorité dans l'Assemblée Nationale aux prochaines élections ?
Aucun des trois groupements qui se rangent dans l'opposition ne peut prétendre réaliser cette majorité par ses seullas forces : Parti Communiste, fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, centre démocrate groupant les électeurs…

Le président - Camarades, je vous demande le silence !

Etienne Weil-Raynal - Nous autres, fédération de la Gauche, nous recevons deux sortes d'invitations : les Communistes nous proposent un programme commun et des désistements réciproques au deuxième tour de scrutin majoritaire, à condition que nous n'ayons aucune entente avec le centre de Lecanuet. Et Lecanuet, insistant sur les points où nous sommes d'accord avec lui, notamment dans la politique extérieure, nous offre son alliance à condition que nous n'ayons aucune entente avec las Communistes !
Cela rappelle l'air d'une vieille opérette, deux sirènes nous disent l'une et l'autre : "Viens avec nous, petite, viens avec nous !"
Ni l'une ni l'autre entente ne permettrait de résoudre le problème. Les chiffres sont là, et comme disent les anglais, il n'y a rien de plus bête qu'un chiffre, il est entêté comme un âne rouge !
Sur la base des chiffres des deux tours de scrutin de l'élection présidentielle, même en tenant compte qu'il y a des électeurs qui ont voté pour De Gaulle et qui sont des électeurs de gauche, il reste que la coalition anti-gaulliste ne pourra obtenir au second tour la majorité que si elle réunit avec la totalité des voix Communistes et des voix pour la fédération de la Gauche les trois quarts des électeurs de Lecanuet.
Voilà quelle est la situation, et dans ces conditions, puisque l'entente des électeurs de ces trois groupements est nécessaire, il incombe à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste d'entrer en relation non pas par des déclarations publiques, mais par des conversations, avec les Communistes et avec le centre de Lecanuet. Elle doit montrer aux Communistes et au centre Lecanuet que si l'un et l'autre se montrent intransigeants, le résultat est certain : ils prendront la responsabilité du maintien de la continuation de la majorité gaulliste actuelle,

Fondation Jean Jaurès

maintenue et même aggravée !

Le président - Un instant a Je vous demande de faire le silence au fond. Ayez la politesse d'écouter et de vous taire.

Etienne Weil-Raynal - Les difficultés se situent principalement, avec les Communistes, sur le plan de la politique extérieure, et avec les hommes du centre Lecanuet sur le plan de la politique économique.
Les Communistes ont sans doute déclaré que la question de la politique Alantique et de la politique européenne n'était pas une condition préalable à une entente, mais nous voyons leur attitude en ce qui concerne la motion de méfiance, la motion de censure qui est actuellement en débat devant l'Assemblée Nationale. Quel que soit le résultat qui sera la conséquence du vote de la semaine prochaine, il reste que nous devons montrer aux Communistes l'illogisme de leur politique.
Ils se déclarent d'accord avec De Gaulle parce qu'il démantèle l'organisation Atlantique, mais alors qu'ils se déclarent d'accord avee nous sur le fait que le problème le plus important peut-être qui se pose dans le monde, c'est l'usage de la bombe atomique, la politique de démantèlement de l'organisation Atlantique ne mène nullement à l'adhésion à un traité qui serait un progrès dans la voie du désarmement, c'est-à-dire un traité de non dissémination de la force nucléaire. Bien plus, la liberté d'action que le retrait de la France de l'organisation Atlantique donnera à De Gaulle diminue encore les chances de l'adhésion de la France à un tel traité.
Voilà ce que nous devons faire voir aux Communistes ; nous devons leur montrer que notre désaccord réel sur la question de la politique Atlantique et de la politique européenne ne ne doit pas être un obstacle à une entente sur un programme de politique intérieure et à des ententes électorales au second tour de scrutin.
Venons-en maintenant aux problèmes de politique économique, sur lesquels nous sommes en désaccord avec Lecanuet.
Là aussi, il y a des possibilités de programme commun. Notre ami Defferre a déposé, en février 1963, une proposition de loi tendant à la nationalisation des banques d'affaires. Assurément, Lecanuet n'accepte pas une banque d'investissement d'état ayant monopole, mais il paraît disposé à accepter une banque d'état dans un secteur concurrentiel, et on se rend bien compte que si l'on réalisait cette réforme, ce serait déjà un progrès considérable dans la voie de la nationalisation et du crédit.
De même, il est nécessaire qu'il nous donne des satisfactions sur le problème vital de la municipalisation des terrains à bâtir.
Si l'on suppose réalisés un programme commun et des ententes électorales, il restera la question : que se passera-t-il si, au cours de la réalisation du programme, ou ce programme une fois achevé, ou devant des événements imprévus, l'entente entre les trois partis de la coalition anti-gaulliste se rompt ? Alors, est-ce qu'on devra se résigner à voir se rétablir la majorité gaulliste que

nous aurions vaincue au second tour de scrutin des élections prochaines ?
Et c'est ici qu'intervient la question du régime électoral, non pas comme moyen de conquête d'une majorité, mais comme garantie des résultats obtenus. Si l'on pouvait, dans les négociations, s'engager les uns envers les autres à voter dans la première année de la législature un système électoral établissant la représentation proportionnelle nationale, alors chacun saurait que les engagements sur le programme que nous avons pris les uns envers les autres ne sont pas établis sous la contrainte des nécessités électorales, mais sont des engagements librement consentis.
Mais aussi, et surtout, c'est la ganantie que nous donnerons aux électeurs anti-gaullistes qu'ils ne verront pas se rétablir une majorité gaulliste. Un publiciste des plus perspicaces, Pierre Ury, a écrit que s'il y a eu la stabilité de la majorité gaulliste, ce n'est pas seulement parce qu'elle s'est groupée autour de De Gaulle, ce n'est pas seulement parce que De Gaulle a pris de grandes libertés avec sa constitution, mais c'est peut-être par l'effet du jeu d'une loi électorale dont on avait perdu l'habitude, et qui, plus que l'assentiment populaire, a donné une majorité fidèle au pouvoir. Et les événements passés montrent la justesse de cette observation : même en 1962, même après le référendum-plébiscite.

Le président - Un peu de silence au fond, s'il vous plaît !

Etienne Weil-Raynal - (…) de l'été, même après cela, l'UNR n'a obtenu que 32% des suffrages, et malgré cette faiblesse relative de son succès électoral, elle a obtenu, avec l'aide des indépendants, beaucoup plus que la majorité absolue à l'Assemblée Nationale !
C'est pourquoi l'établissement d'un régime électoral fixant la représentation proportionnelle garantirait la majorité anti-gaulliste des électeurs qui se serait dégagée aux élections législatives.
Voilà pour l'immédiat, mais il faut considérer aussi l'avenir. Je vous rappelle, camarades, ce que j'avais montré à un Conseil national en octobre : il ya les 2/3 des départements où nous n'avons aucune représentation Socialiste ! Ni dans l'ouest ni dans le nord-est, qui groupent les départements où se réalise le plus grand progrès économique, nous n'avons de représentation Socialiste !
Et puis, il y a la région parisienne. Des statistiques récentes qui viennent d'être publiées montrent qu'il y a 30% des salariés de l'industrie, du commerce, qui se trouvent dans la région parisienne, que cette augmentation se réalise d'une manière plus rapide dans la région parisienne qu'ailleurs, et que par conséquent, dans quelques années, le tiers des salariés de l'industrie et du commerce sera dans la région parisienne. Est-ce que nous nous résignons, dans cette région de première importance, à ce qu'il n'y ait pas d'élu de la fédération démocrate et Socialiste, qu'il n'y ait que des réactionnaires ou des Communistes ?
Voilà le problème qui se pose à nous, camarades, et c'est pourquoi je conclus en demandant que la Commission des résolutions présente au Conseil national une motion chargeant le Comité directeur d'entreprendre des négociations avec les Communistes et le centre des démocrates, pour établir un programme commun

et conclure des engagements électoraux entre les trois groupements, avec l'ordre de la représentation proportionnelle comme garantie de leur liberté, car ces conditions sont nécessaires pour la défaite du régime personnel et pur la renaissance de la vraie République, celle dont vous voyez l'image, la République démocratique et sociale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Piette, Yonne, pour 25 minutes. Orateur suivant : Giraud, 15 minutes.

Jacques Piette (Yonne)

Mes chers camarades, le Conseil national aura sans doute partagé mon étonnement de voir que, sur l'approbation des décisions prises par le Comité directeur depuis notre dernier Conseil national, les camarades de la minorité se soient montrés si avares de protestations, alors que la presse a été si prodigue de leur attitude ! Je n'ai pas l'intention, non plus que Gaston Defferre, de polémiquer, j'observe simplement qu'avec cette discrétion - qu'on ne retrouve pas dans la presse, dans laquelle ces camarades ont des ouvertures que la majorité n'a pas aussi facilement ! Nos camarades ont négligé l'occasion qui leur était donnée, alors qu'ils réclament avec tant d'intensité, au début de leurs propos et en conclusion de leurs propos, un Congrès national extraordinaire, pour exposer leurs sentiments. L'occasion était unique aujourd'hui, enfin, de savoir quels étaient les motifs profonds, en dehors de la mercuriale dressée contre Guy Mollet à cette même tribune, il y a à peine quelques mois, en dehors de la fixation d'un Congrès national extraordinaire, en dehors de cette espèce de génocide que représente la politique molletiste à la tête du Parti depuis quelques années, du mécontentement.
Et puis, voilà que nous avons entendu ce matin fermer la parenthèse très rapidement par Gérard Jaquet, et que Gaston Defferre a terminé un excellent exposé par le rappel d'une parole de Jaurès, dont il aurait été heureux que Gaston Defferre se souvint en octobre dernier.
Le rappel à l'unité, camarades, ce n'est pas une clause de style, c'est dans les cœurs qu'elle est, l'unité, mais j'ajoute tout de même, pour être tout à fait clair, que l'unité à laquelle faisait référence Jaurès n'est pas exactement celle à laquelle pensait Gaston Defferre ; c'était l'unité entre Socialistes, camarade Defferre, ce n'était pas l'unité avec les autres, fussent-ils aussi près de nous que des cousins germains !
Mais, je me garderai bien de polémiquer, puisque ceux qui avaient fait la promesse de ne pas le faire, ne l'ont pas fait aujourd'hui.
Je crois que les questions qui sont posées aujourd'hui au Parti sont assez graves pour que pe soit en effet dans la sérénité, retrouvée je l'espère, et je ne voudrais pas être trompé comme je l'ai été avec quelques autres camarades, au dernier Conseil national, lorsque faisant confiance à un camarade pour exprimer à notre camarade Guy Mollet, agressé par la presse réactionnaire, la solidarité tout entière du Parti, à l'unanimité de la Commission des résolutions, nous avons

assisté à une véritable seconde agression dans la même journée, ce qui était beaucoup pour ceux qui, comme moi, se flattaient aussi de l'unité du Parti ! Que l'on en discute…

Deux textes, et deux textes seuls, sont proposés aujourd'hui au Conseil national, l'approbation étanjr apportée aux décisions prises par le Comité directeur : d'une part le texte de Georges Guille, celui de la fédération de l'Aude en tout cas, pour rendre à une oeuvre collective ee que le talent personnel de Georges Guille a défendu mieux que tout autre, et d'autre part une autre thèse en face, celle qu'exprime la motion signée par les camarades depuis quelque temps autoritaires.

J'ai cherché, comme chacun d'entre vous bien sûr, à l'intention de ma propre fédération, les raisons profondes qui justifient à leurs yeux la fusion, car il faut croire que la fusion représente pour eux beaucoup, puisqu'ils acceptent de sacrifier sur l'autel de l'unité retrouvée les griefs personnels contre la direction du Parti, et comme tout le monde j'ai lu les textes.

Dans ce texte, il y a tout de même quelque chose qui a le mérite de la clarté, même si sa formation structurale a un caractère un peu équivoque. Mais c'est la seule raison profonde, à mes yeux, que j'ai trouvée de la part de nos camarades minoritaires, et je lis ce texte au cas où vous me l'auriez pas découvert vous-mêmes :

"Compte tenu de l'intérêt politique essentiel que nous attachons à l'objectif proposé - lisez la fusion - et en raison du fait que nos divergences concernant la direction du Parti, ses méthodes et sa tactique, pourraient recevoir une solution plus aisément acceptable par tous au sein d'un parti fusionné."

On ne permettra d'évoquer ici un propos qu'Augustin Laurent a tenu avant moi, et que je fais volontairement mien. Si j'ai bien compris, en cas de fusion, toutes nos difficultés disparaîtraient... Y compris Guy Mollet ! Si c'est cela la solution à laquelle on nous invite, personnellement si l'on me fait la preuve politique que c'est là l'attitude la plus raisonnable pour le Parti, j'y souscris des deux mains, n'en déplaise à l'amitié que je porte à Guy Mollet. La politique ne se satisfait pas d'amitié, le Parti, que je fréquente depuis vingt-cinq ans, m'a appris qu'effectivement l'amitié était quelque chose d'assez versatile dans nos rangs !

Mais l'action que nous menons ensemble pour la défense de notre idéal ne doit pas nous amener à négliger ce qui est l'essentiel, ce qui a justifié notre préférence, notre adhésion au Parti Socialiste.

J'en reviens à la fusion, qui est maintenant l'objet principe, car hier c'était le changement de direction du Parti, aujourd'hui c'est la fusion qui nous est proposée comme motif majeur à la tenue d'une session extraordinaire du Parti dans son enceinte nationale.

Oh, Georges Guille a dit beaucoup plus qu'il était nécessaire pour renvoyer à plus tard. Pour reprendre le mot de Mitterrand, que je trouve parfaitement équilibré, parfaitement juste, parfaitement illustratif, lorsqu'on lui a posé la question au nom du Comité directeur, Mitterrand a répondu : "Nous ferons la fusion, nous y sommes tous résolus, au pas de nos partenaires."

La formule est jolie, en plus elle est très précise. Elle veut dire que si certaines

parties contractantes piétinent, nous piétinerons, que si certaines parties veulent courir, nous courrons, que si certaines parties veulent s'arrêter, nous nous arrêterons. Dans cette affaire de la fusion, nous sommes demandeurs les premiers, mais que serait une fusion qui nous amènerait finalement à condamner notre propre conception du monde de demain, que serait une fusion qui aboutirait à faire la preuve dans le pays que nous ne sommes même pas les majoritaires que nous voudrions être ?

Et ici, camarades, le problème qui est posé est un problème qui ne vise plus la polémique au sein du Parti, c'est un problème de politique générales.

En réalité, je crois qu'au fond du divorce, mises à part les questions de personnes, solubles, on vient de le voir depuis ce matin, puisqu'on n'en parle plus ! Ce qui nous sépare c'est une analyse de la situation politique actuelle à travers deux phénomènes particuliers : certains pensent que le gaullisme est un facteur relativement permanent de l'histoire de notre pays, d'autres, qui ne sont pas moins de bonne foi, et qui, eux aussi, s'efforcent de se livrer à une analyse sérieuse de la situation contemporaine, pensent que le gaullisme, en dehors de De Gaulle, est un phénomène aberrant, et que raisonner, en fonction d'une situation aberrante, d'une position permanente dé l'histoire de notre pays, c'est commettre à la fois le péché de simplicité et de schématisation en regard de la politique de notre pays. Cela entraîne une constatation immédiate, c'est une analyse que nous avons faite, et je ne crois pas trahir la pensée de Defferre et de ses amis, c'est que Defferre et ses camarades croient fondamentalement qu'il y a dans ce pays trois familles politiques, et trois seules, et que nous croyons, fondamentalement, qu'il y a quatre familles politiques ; quatre, c'est déjà beaucoup, mais elles existent.

Pour leur justification, camarades, je pourrais m'en remettre à une analyse marxiste. J'y viendrai tout à l'heure, pas à cause du marxisme, mais à cause de certaines agressions personnelles qu'il faudra bien ramener à leur juste effet. Ce qui est vrai, c'est qu'à partir du moment où l'on croit qu'il n'y a que trois familles politiques dans ce pays, alors la thèse de Gaston Defferre est juste. Si l'on croit effectivement qu'il y a d'un côté les Communiste, de l'autre côté la Droite classique, même camouflée sous un dehors gaulliste plus ou moins militant, et militaire demain, il reste la troisième famille, qui doit prendre en charge les destinées nationales, au moins pour un temps, en préfaçant les destinées Socialistes, et alors c'est en effet le rapprochement avec le centre ; je ne ferai pas l'injure à Gaston Defferre de prendre le centre pour Pflimlin ou Lecanuet, puisque lui-même l'a dit à la tribune.

Mais, si c'est notre analyse qui est juste, à savoir qu'il y a une famille réactionnaire, qu'elle se dissimule à travers le général De Gaulle en partie, à travers Tixier-Vignancour certainement, pour une autre partie, qu'il y a une deuxième famille de centre-droit, disons, pour parler clair et pour prendre la classification de monsieur Thiers, qui recouvre encore une partie du gaullisme actuel et des troupes de monsieur Lecanuet telles qu'elles se sont comptées le 5 décembre dernier, qu'il y en a une trois face, la nôtre, la famille des démocrates et des Socialistes humanistes, et qu'il y en a une quatrième, qui est celle des

Communistes, alors il bous faut être raisonnables et ne pas prendre pour des réalités ce qui n'est que des ombres projetées sur l'histoire.
La vraie modification du monde contemporain depuis 1921, vous le savez bien, c'est la rupture du monde ouvrier en deux branches. Guy Mollet se référait ce matin à l'analyse d'Annie Kriegel ; elle est, à mes yeux, définitive, car au-delà des injures, au-delà de l'insulte, au-delà de la condamnation des socio-traîtres que nous serions, en réalité, en 1921, ce qui a explosé au grand jour, c'est qu'il y avait en direction de la société future deux marches différentes, deux formes d'action différentes, deux types de militants différents.
Et si ce que je dis est vrai, si l'analyse qu'a faite Guy Mollet vingt fois devant ce pays et devant ce Congrès est vraie, alors, il nous faut regarder de très près et sans illusions les résultats du 5 décembre, qui sont les plus probants. Combien de voix fait la Gauche momentanément unitaire ?
32% des voix. Il est donc évident que si nous ne faisons que 32%, dans un moment où, l'analyse l'a montré, nous avons perdu une part de nos meneurs de jeu, une part de nos militants, une part de notre corps électoral, c'est une étude sociologique fort intéressante qui se pose ici. Quelles sont les voix que la Gauche a perdues ?
Je prétends, pour ma part, que ce n'est pas la jeune Gauche que nous avons perdue le 5 décembre . C'est la vieille Gauche. Nous avons perdu une vieille gauche mythologiquement accrochée à la résistance, mythologiquement accrochée à De Gaulle, en tant qu'il est le représentant probablement des carences d'ailleurs de cette vieille gauche qui, entre 1940 et 1944, n'a pas toujours trouvé le chemin de la vérité.
C'est très caractéristique, quand on examine les résultats de villes doublées, par exemple, une vieille ville et une ville neuve comme Arras. C'est très caractéristique quand on prend une ville comme Sarcelles. C'est très caractéristique lorsqu'on se borne, non pas à un examen superficiel des résultats électoraux du 5 décembre, mais quand on va en profondeur, car on s'aperçoit que, contrairement à ce que les camarades croient, quand ils parlent de trois familles, c'est la jeunesse de gauche qui a été réalimentée par la jeunesse Socialiste.
À partir de cette analyse, camarades, si elle est juste, c'est tout un comportement du Parti Socialiste nouveau qui doit surgir. J'ai peur que, dans la thèse de nos camarades défendue éloquemment par Gaston Defferre, ou par Gérard Jaquet, on trouve finalement une espèce de projection sans issue finalement, parce que vous croyez que vous allez pouvoir faire cela, et vous vous en défendez d'ailleurs loyalement en disant : il ne s'agit pas d'aménager la société de demain, il s'agit de préfacer la société Socialiste. Oui, mes camarades, mais avec qui et comment ?
C'est ici que vous ne répondez pas à nos questions.
Alors, quelques-uns d'entre vous, mus par des sentiments plus ou moins personnels, ont cru trouver une réponse définitive à notre attitude dans la participation de quelques-uns d'entre nous à des colloques avec les Communistes et aussi avec d'autres formes de pensée, il faut bien le dire.

J'ai trouvé avec surprise, dans "Le Monde", récemment, une communication de la section de Puteaux, que je ne savais pas si sourcilleuse en matière de pureté doctrinale, par laquelle Palméro, Pusier et moi-même, avions travesti la pensée Socialiste en assistant, mandatés par le Bureau du Parti, à la semaine de la pensée marxiste.

Camarades, il me sera permis ici de faire une allusion très personnelle et sans en tirer plus de conséquences qu'il n'est nécessaire, pour observer que, tout de même, je n'ai jamais bénéficié !... Jamais !... Bénéficié des voix Communistes. Je ne les ai jamais sollicitées, je ne les ai jamais demandées, par voie de conséquence, jamais obtenues. Que ceux qui veulent me donner des leçons de pureté à cet égard se lèvent dans cette salle, et ils sont assez nombreux à se faire regarder d'assez près pour savoir ce qu'ils ont fait dans les années antérieures. Personnellement, je n'ai jamais été élu Président du Conseil général de la Seine avec les voix Communistes, personnellement, je n'ai jamais été élu député avec les voix Communistes, personnellement, je n'ai jamais été élu maire avec les voix Communistes !

(Mouvements divers)

Ceci étant, je suis très à l'aise pour dire qu'il y a un certain nombre d'objections qui, à travers la tactique, amènent à poser le problème de fond.

J'ai de bonnes lectures, je souhaite que les camarades aient les mêmes, quand, au nom du Parti, ils vont porter la parole à l'extérieur. Je vous lis ces quelques phrases qui ont de l'intérêt, au moment où nous sommes. Je vous dis cela, parce que c'est sans doute la dernière fois que je m'adresse à beaucoup d'entre vous, et parce qu'il faut pourtant que cela soit dit. Les uns et les autres, mêmes séparés, restons des Socialistes, malgré tout, restons des frères, des frères qu'aura séparés une querelle cruelle, mais une querelle de famille, et qu'un foyer commun pourra encore réunir. Ces lignes, camarades, sont de Léon Blum, En 1921, lorsqu'il présentait, en matière d'exhortation, l'élimination des minoritaires au Congrès de Tours. Alors, camarades, abrité derrière un aussi beau parapluie, j'ai le droit de dire que lorsque certains camarades, obéissant aux injonctions qui leur sont faites par nos thèses du 53e et du 54e Congrès, sont allés défendre dans des assemblées où il n'y avait pas que des Communistes - et à Cachan, ils n'étaient pas majoritaires, de loin - les thèses du Parti, je suis dans la ligne du Parti et je pense que cela devait tout de même être rappelé. Cela, ne m'empêche pas de souhaiter bon appétit demain aux militants de premier rang qui, à l'instigation de Dardel, feront cette manifestation d'unité à laquelle nous ne sommes pas tous invités !

Puisque le problème qui nous opposait est un problème de caractère politique et que ce qu'on nous demande aujourd'hui, c'est de faire un Congrès extraordinaire, en faveur de la fusion, nous savons bien, camarades, sans nous raconter trop d'histoires, sans vivre dans des illusions, que, même si nous le voulions tout de suite, sur le plan national, nous n'obtiendrions pas cette fusion tant souhaitée et dont il semble qu'elle réglerait, en particulier, la direction du Parti Socialiste.

C'est vrai que, dans nos fédérations départementales, nous avons des difficultés,

soit à trouver les représentants des clubs, soit à trouver des radicaux disciplinés, soit même à rencontrer des Socialistes disciplinés. Ce n'est pas une bataille simple que celle qui se présente précisément à la veille de l'ouverture d'une campagne électorale, et c'est ici, camarades, que je voudrais retrouver ma première objection, de caractère politique, vous en conviendrez.

Personnellement, je ne pense pas que le gaullisme soit un facteur permanent. Je pense que, comme Napoléon III, je pense que, comme certaines époques de cette histoire de France, c'est un phénomène purement local. Disons que c'est un thaumaturge qui a momentanément mythifié, bêtifié la population française. Ce n'est pas le premier. Peut-être que ce ne sera pas le dernier, mais enfin, qui peut croire que les circonstances politiques resteraient les mêmes le jour où De Gaulle aurait, en tant que tel, disparu de la scène politique ? Qui peut croire que l'UNR mise à part la réserve fondamentale sur laquelle je crois que nous sommes tous d'accord, d'une réaction militaire de ses successeurs éventuels et en tout cas momentanés - qui peut croire que le gaullisme est une famille politique française ? Qui peut croire que nous devrions raisonner comme si le gaullisme était, par exemple, la classe des conservateurs ou la classe des radicaux traditionnels ? Allons donc ! Camarades ! C'est à partir de ce moment-là que nous méconnaissons la réalité historique.

Le gaullisme est un facteur aberrant qui, naturellement, entraînera des tribulations, entraînera des détournements, mais en, tant que marxistes, néo-marxistes, philo-marxistes, repentis marxistes, est-ce que nous n'avons pas retenu de l'histoire que ce qui compte, ce sont les mouvements en profondeur de l'histoire, et non la superficialité de l'histoire ?

Est-ce que nous ne pouvons pas penser un seul instant que si la Gauche conserve son visage de la gauche, transformatrice, voyez si je vais loin dans les concessions, je ne dis même pas qu'elle est révolutionnaire, je la pense simplement transformatrice - est-ce que vous ne croyez-pas que cette gauche est l'une des formes possibles, l'une des forces capables, au sens mathématique du terme, de succéder au gaullisme ?

C'est pourquoi, camarades, je ne partage pas de loin l'analyse de ceux qui veulent que les élections législatives soient le troisième round, le round décisif. Je ne le crois pas. Je ne le crois pas, parce que même si nous étions battus aux élections législatives prochaines, et si le lendemain, De Gaulle disparaissait, tout serait remis en question, camarades. Alors, pourquoi compromettre ce qui fait notre grandeur à nous, ce qui fait notre justification historique à nous, c'est-à-dire notre doctrine, notre conviction, à travers une pure circonstance historique qui traverse, j'en conviens, dramatiquement et douloureusement, notre histoire, mais qui n'est qu'un facteur momentané. Comment pourrions-nous, camarades, nous réclamer de la tradition ? Comment pourrions-nous nous réclamer même de l'avenir, si nous n'avions pas, sur les circonstances historiques, une analyse juste ? Et je prétends que l'analyse est faussée, qui consiste à dire qu'il y a en trois rounds, le 5 décembre, le 19 décembre et que le troisième, ce seront les élections législatives.

Alors, camarades, il suffirait de quelques opportunistes radicaux, de quelques

déviations de cClubs, de quelques indisciplines Socialistes, pour remettre en question l'histoire à laquelle nous croyons ?
Camarades, je nous crois plus sérieux que cela. Je crois que si notre analyse sur les quatre familles est juste, il ne faut rien faire, rien interdire, qui puisse nous permettre de répondre à l'exhortation de Léon Blum, prononcée en 1921. Oh ! Certes, quand vous aurez lu, comme vous le rappelait Guy Mollet ce matin, le papier d'Annie Kriegel, toutes les raisons seront bonnes de reprendre notre combat dans les termes d'hier, avec les Communistes. Toutes les raisons seront bonnes. Il n'en manquera qu'une, c'est que, partis de la classe ouvrière, sachant que la classe ouvrière a changé, s'est modifiée dans sa structure, dans ses spécialisations, dans ses catégories, nous restons cependant un Parti qui croit à la lutte de classes, à l'action de classes, comme le disait Léon Blum en 1946, et je crois que c'est lui qui avait raison, dès cette époque.
Peut-être conviendrait-il de ne pas perdre de vue que l'action du Parti Socialiste, ce n'est pas une action gouvernementale seulement, c'est aussi une action historique, et que ce serait tourner le dos à notre engagement de jeunesse, à notre vocation, que d'aller trop vite dans la voie d'une fusion qui n'aurait comme objectif que de reconstituer un cartel électoral que, précisément, nous condamnons, mais que condamnent encore plus vigoureusement que nous ceux de nos amis qui ne croient pas à notre analyse.
Camarades, est-ce que nous allons proposer à l'opinion publique française, après l'échec du cartel des non, qui était signé, si j'ai bonne mémoire, par monsieur Pflimlin, ou monsieur Abelin, par monsieur Maurice Faure et par un Socialiste authentique, une nouvelle formation qui serait une formation Guy Mollet, Maurice Faure et Abelin ? Si vous croyez vraiment que c'est avec cela que vous allez mobiliser le pays sur des forces nouvelles, si vous croyez que c'est à partir de cela que vous allez reconstruire dans le pays l'audience à laquelle vous croyez avoir droit. Camarades, je ne le crois pas.
Je crois que notre bataille, aujourd'hui, tant que le personnage historique gaulliste est là, est une bataille de préparation à l'avenir, une bataille d'élargissement, bien sûr, sur des couches nouvelles, une bataille nécessaire, mais qui ne peut pas exclure l'affiliation à ce qui a fait notre grandeur, et à ce qui a fait notre richesse dans l'histoire.
On nous a dit que, ce faisant, nous faisions le lit du gaullisme. Oh ! Camarades, le lit du gaullisme, nous l'avons fait bien avant, et chacun d'entre nous en a bien sa part. Nous n'avons pas cru au danger gaulliste, en tout cas, pas assez. Aujourd'hui, je crois que nous le surestimons en tant que phénomène permanent de notre histoire contemporaine et c'est parce que nous le surestimons que nous exaspérons nos propres antagonistes, nos propres divergences.
Je crois profondément qu'ily a pour chacun d'entre nous, quand il a adhéré au parti Socialiste, une dose de confiance dans l'homme, une dose de confiance suffisante dans les formations auxquelles nous avons adhéré, pour qu'enfin, oui, le mot de Jaurès, le mot de l'unité nécessaire entre les Socialistes, devienne une réalité et pas seulement un masque, et pas seulement une mascarade. Il est nécessaire que nous retrouvions notre unité. Nous ne la retrouverons pas,

camarades, en nous jetant comme l'a dit un jour Guy Mollet par une fuite en avant dans les bras de je ne sais quelle formation, qui aurait simplement pour effet de nous battre pour les miettes électorales qui pourront peut-être convaincre momentanément nos Secrétaires fédéraux, nos secrétaires de sections, mais qui apporteraient au pays une telle déception qu'alors, ce serait précisément à travers cette fausse victoire, que nous aurions tout abandonné de nous-mêmes, que nous serions les plus condamnés par l'histoire.
Camarades, je me suis efforcé, à travers une polémique tout de même nécessaire, il y a quelques agressions qu'il ne faut pas tolérer, faute de quoi on se déshonore, mais puisque nos camarades de la minorité nous ont montré l'exemple en disant qu'ils ne voulaient plus de polémique entre nous, du moins l'ont ils dit, même s'ils ne l'ont pas tout à fait écrit, je me suis efforcé de souhaiter que les affirmations sur la fusion ne soient pas simplement des opérations tactiques, des opérations de bataille intérieures au Parti, et que si, par hasard, demain, l'opportunité d'une fusion réelle nous était offerte par nos partenaires radicaux et des clubs, ce ne soit pas précisément la minorité d'aujourd'hui qui nous interdise de le faire.
Je dis très tranquillement que, parce que nous sommes Socialistes, nous avons assez de ressources, assez de richesses en nous, pour être longtemps encore des minoritaires. On n'est pas majoritaire à n'importe quel prix. Je crains, camarades, que, pour vouloir être une formation politique à vocation majoritaire et gouvernementale, vous ne payiez trop cher, c'est-à-dire du prix de votre attachement au Parti, du prix de vos convictions, une erreur politique qui serait en même temps que votre ruine en tant que majorité, que majorité gouvernementale, la ruine de l'espérance de tout un peuple.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Giraud, pour 15 minutes.

Pierre Giraud (Seine)

Camarades, mon intervention va peut-être paraître déplacée, au cours de ce Conseil national qui a à traiter de bien graves problèmes, mais je pense, malgré tout, qu'elle doit s'imposer au moment où il est question de poursuivre et de développer la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, car j'ai l'intention non pas de plaider devant vous, mais d'exposer devant vous l'existence et l'action d'un organisme historique durement combattu, à l'heure actuelle, par des clubs nés comme des champignons après la pluie, je parle des cercles d'études Socialistes Jean Jaurès.
Ils figurent, vous le savez comme moi, parmi les organismes qui ont constitué la fédération de la Gauche, et ils ont été - ils sont encore - l'occasion de difficultés avec certains de nos partenaires. C'est parce que je suis persuadé que quelques-uns d'entre vous les connaissent mal que je pense qu'il est important de vous faire savoir ce qu'ils ont été et ce qu'ils peuvent apporter à cette fédération de la Gauche.
En face de clubs poussés comme les champignons après la pluie, les clubs Jean

Fondation Jean Jaurès

Jaurès, les cercles Jean Jaurès ont été créés à la libération, par un certain nombre d'universitaires Socialistes et syndicalistes, issus de la résistance, et, en particulier, de Libération-Nord, qui voulaient faire prévaloir au sein de l'université et autour d'elle, les thèses du Socialisme. C'est à ce titre que, dès la libération, nous avons commencé à travailler, et je vais essayer de résumer très brièvement quelle a été notre tâche.

La première, c'est celle que vous connaissez peut-être le mieux, a été la tentative pour regrouper les Socialistes de l'enseignement, et autour de l'université.

La seconde que nous avons menée discrètement, mais je crois pouvoir le dire efficacement, a été d'animer de l'esprit Socialiste un certain nombre de grandes organisations intéressant l'université. Je pense en particulier à la fédération de l'Éducation nationale, au syndicat national des instituteurs, au syndicat des professeurs d'enseignement physique ou des professeurs des enseignements spéciaux.

Ce sont nos camarades aussi qui ont pris une part décisive dans la création et l'expansion de la mutuelle générale de l'Éducation nationale qui groupe, à l'heure actuelle, plus de 700 000 adhérents dans notre pays et qui est tenue dans tout le pays pour un modèle.

Ce sont nos amis qui ont travaillé sans faire de bruit à la Ligue de l'enseignement, dans les associations de parents d'élèves, dans la fédération des délégués cantonaux.

Ce sont nos amis qui ont souvent représenté, vous le savez, dans les comités départementaux ou au comité d'action laïque, la parole et la pensée Socialistes, et nous avons souvent cherché à être des éléments d'unité en particulier en face des divisions qui dressaient les unes en face des autres certaines catégories d'enseignants.

Mais ce que trop d'entre vous ignorez sans doute encore aujourd'hui, c'est la part que les cercles Jean Jaurès ont toujours tenue semi-clandestinement et sans pratiquer en quoi que ce soit le culte de la personnalité, pour la préparation de tous les travaux du Parti touchant à l'enseignement.

Vous oubliez trop, ou vous ignorez trop, que c'est una majorité de Socialistes qui figurait à la Commission Langevin-Wallon. qui a posé les jalons d'une réforme démocratique de l'enseignement.

On ignore trop souvent que ce sont nos camarades des cercles Jean Jaurès qui ont préparé le statut des centres d'apprentissage, devenus aujourd'hui collèges d'enseignement technique, qui ont travaillé à l'élaboration de la nationalisation des Houillères, qui ont participé à tous les travaux de mise au point des réformes démocratiques de l'enseignement.

Même si ces réformes de l'enseignement ne portent pas toujours le nom de camarades restés au parti ou membres du Parti, il y a ici dans cette salle des camarades, et Guy-Mollet les connait bien, qui ont joué un rôle décisif dans les préparations, dans l'élaboration de ces projets et qui ont mis, encore aujourd'hui, à la disposition du Parti un projet de réforme de l'enseignement dont je souhaite qu'il soit mis par lui à la disposition de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste pour le programme à moyen terme et à long terme.

Fondation Jean Jaurès

Nous n'en avons jamais tiré une gloire quelconque. C'est nous aussi qui avons lancé les premiers l'idée de ce grand ministère de l'Éducation nationale que le pouvoir gaulliste est en train d'abattre pan par pan et cette mesure du pouvoir gaulliste va entièrement à l'encontre de ce que le Parti, par les cercles Jean Jaurès et au travers des cercles Jean Jaurès, a voulu obtenir.
Mais notre action ne s'est pas limitée à cela. Nous avons voulu mettre à la disposition du Parti des éléments d'action culturelle, aussi bien pour des conférences sur le plan local que pour soutenir la Revue Socialiste dont on va peut-être oublier le mois prochain de célébrer le 20ème anniversaire de la résurrection, la Revue Socialiste grâce à laquelle le Parti Socialiste SFIO a toujours conservé une place que je veux dire de choix dans l'expression de la pensée Socialiste en France et aussi dans l'internationale.
Et c'est aussi les cercles Jean Jaurès qui ont essayé d'animer les cercles d'enseignement d'éducation Socialiste que le Parti a maintenue contre vents et marées.
Nous avons notamment été en partie à l'origine de ces conversations, de ce colloque de Cachan, qui a été mis en cause assez brutalement dans une motion citée tout à l'heure, et qui pourtant me semble - ce n'est pas parce que je l'ai présidé d'une façon presque absente, en laissant les autres parler - âfroir été un apport positif à la présence Socialiste dans les discussions nécessaires à l'intérieur de la Gauche française entre le Socialisme de la SFIO et les autres formes de Socialisme.
C'est pourquoi je pense que lorsqu'on conteste dans vos départements la représentativité des cercles d'étude Socialiste, vous avez la, possibilité de rappeler tout ce que je viens de vous dire.
Peut-être avons nous péché par excès de discrétion. Je n'ai voulu citer aucun nom ; je pense que cela a été un travail collectif, mais peut-être aujourd'hui, à l'époque de la moisson, pourrez vous récolter ce qu'un petit nombre d'entre nous a tenté de semer.
Je voudrais, pour terminer, sortir des cercles Jean Jaurès et aborder le problème qui nous réunit ici aujourd'hui.
Un grand hasard a voulu que je devienne un des Secrétaires nationaux de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ; ce grand hasard me permet de vous dire que nous y rencontrons tout de même un certain nombre de difficultés qui me semblent rendre difficile, sinon impossible, toute tentative pour brusquer les choses et pour brûler les étapes.
Vous connaissez sur le plan local des difficultés ; nous les connaissons, nous, sur le plan national cumulées, puisque chacune de vos revendications, quelquefois justes, quelquefois moins justes, montent jusqu'à notre sommet. Et je crois pouvoir vous dire que l'atmosphère qui règne actuellement n'est pas encore suffisament confiante et suffisamment amicale pour pouvoir se lancer immédiatement dans le domaine de la fusion qui risquerait, au contraire, de choquer trop brutalement un organisme qui n'est pas encore suffisamment consolidé, car nous ne sommes pas encore arrivés, je dois vous en faire l'aveu, à identifier exactement la nature et la puissance de chacun des blocs ou des

éléments qui constituent la fédération.
J'ai entendu, de la bouche de François Mitterrand, une phrase qui m'a beaucoup frappé. Il a dit, au cours d'un récent Comité exécutif que ceux qui ne risquent pas beaucoup ne peuvent pas gagner beaucoup. Je voudrais vous dire, et ce sera ma conclusion, que nous qui sommes comptables de trois quarts de siècle d'action Socialiste, permanente, nous savons ce que nous risquons et nous n'avons pas le droit de le jouer sur un coup de dé ou sur un coup de poker.
Je voudrais dire aussi, à l'époque où certains parlent un peu légèrement, d'ailleurs, et je pense que c'est surtout de l'extérieur, d'un sabordage Socialiste, en tant qu'ancien marin que j'ai été occasionnellement, que je refuse ce sabordage et que je vous convie, au contraire, à rallier, tous ensemble, l'escadre de haute mer du Socialisme, pour le combat permanent pour le Socialisme.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Leenhardt pour vingt minutes, orateur suivant Quilliot, du Puy-de-Dôme.

Francis Leenhardt

Camarades, j'ai lu avec un vif intérêt la motion de l'Aude qui semble refléter l'état d'esprit du secrétariat et de la majorité...

Guy Mollet - J'aurais signé dans ce cas-là !

Francis Leenhardt - ... surtout si on en juge par les applaudissements qui ont salué ce matin le brillant discours de Georges Guille.
Si c'était vrai que cela traduit cet état d'esprit de la majorité, ce serait grave, parce que ça marquerait un grand recul. Ça marquerait le ralliement de la majorité aux thèses conservatrices et peut-être même un peu extrémistes dans leur conservatisme, de notre ami Guille, dont nous ne pouvons oublier qu'en 1963, il a dénoncé avec rigueur cette fureur de transformation, pour reprendre ses termes, qui nous animaient lorsque nous faisions des propositions qui, pour une part importante, ont été finalement retenues par le Congrès de 1963...

Dans la salle - Merci de le rappeler !

Le président - Vous n'avez pas la parole !

Francis Leenhardt - … au Congrès de 1963. Et c'est un détail qui vaut d'être rappelé, la fédération de l'Aude s'était rangée, dans la petite fraction qui a totalisé 119 mandats seulement, qui, seule, a refusé le texte sur les regroupements et sur les transformations nécessaires.
Le texte de l'Aude, diffusé par le bulletin qui est sur toutes les tables, ne me paraît pas seulement contre la fusion, si on l'analyse attentivement, il est aussi contre la fédération, il renie implicitement les délégations de souveraineté que nous avons acceptées en signant la charte de la fédération, et le discours de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Guille nous a donné l'impression que s'il ne tenait qu'à lui, l'acte de décès de cette Fédération serait promptement dressé. Et pourtant..

Georges Guille - Ce n'est pas honnête ça !

Francis Leenhardt - J'exprime ma conviction, et je ne t'ai pas interrompu !
Et pourtant, les avantages de la fédération sont d'une évidence criante ; dans bien des départements, le candidat unique de la fédération a des chances d'arriver devant le candidat Communiste. Un appoint même faible, ne serait-il que de 1 ou 2% peut suffire, dans certains départements, à faire basculer le résultat, et, à terme, cette fédération permet d'envisager des batailles triangulaires au second tour qui nous libéreraient des obligations de s'entendre tantôt, comme nous l'avons fait malheureusement, sur notre droite, et tantôt sur l'extrême Gauche, ce qui, vous le savez, ne soulève pas l'admiration des populations !
La fédération est seule capable d'attirer et de recueillir après De Gaulle les électeurs Socialistes, et même Communistes, qui sont encore écrasés par le prestige historique du général.
La fédération est seule capable d'attirer les jeunes que la propagande officielle a dressés contre ce que De Gaulle appelle les partis de jadis.
Elle est seule capable d'entraîner les indécis, les hésitants, de la masse flottante.
Ai-je besoin de dire que la fusion atteindrait ces objectifs avec une efficacité considérablement accrue. L'attraction, le rayonnement de cette formation seraient beaucoup plus grands, les adhésions individuelles plus nombreuses, il ne serait plus possible à nos adversaires de dire que la fédération est une combine électorale et, enfin, quel contraste elle serait par rapport à la fédération de Lecanuet dont on voit bien qu'elle s'enlise dans l'impuissance. À la vérité, vous avez peur.
Vous êtes les plus nombreux, les plus habiles, les plus expérimentés, et pourtant vous avez peur.
Vous avez peur des difficultés locales ou nationales qui exigent des efforts supplémentaires.
Vous avez peur des changements qui dérangeraient les petites habitudes.
Vous avez peur des figures nouvelles, des valeurs nouvelles que cet élargissement peut nous apporter.
Vous avez peur des intellectuels, dont les réflexions, les compétences techniques pourraient secouer un conformisme bien heureux et vous avez peur, et je dirai que c'est la seule peur que je respecte, vous avez peur que ces partenaires ne viennent délayer ou rosir notre Socialisme. Bien sûr, les alluvions seront de valeur inégale, mais nous pensons que cette peur est injustifiée, car nous voyons, au contraire, beaucoup d'éléments, notamment parmi les jeunes, qui nous aideraient à triompher des tentations de l'opportunisme et à retrouver une volonté réformatrice et révolutionnaire dont l'insuffisance a tenu éloigné de notre Parti beaucoup d'éléments qui partagent les aspirations Socialistes.
Que vous le vouliez ou non, c'est notre responsabilité et c'est notre faute s'il y a,

Fondation Jean-Jaurès

à l'heure actuelle, dans notre pays, tant de Socialistes qui ne sont pas à la SFIO.
Il paraît que d'après la motion de l'Aude, et je m'excuse de cet abus de citations : la fusion, c'est une fuite en avant. La fuite en avant vaut quand même mieux que la fuite en arrière !
Nous ne sommes pas, c'est vrai, pour l'auto-satisfaction et le ronronnement entre nous, derrière des portes et des fenêtres bien closes. Nous avons souffert de voir les suffrages de notre Parti baisser de 1958 à 1962, au premier tour, de 857 000 voix, ce qui représente un déchet de 27% après quatre ans d'une opposition dont je peux témoigner qu'elle a été pourtant vigoureuse.
Nous avons plus d'ambitions pour le Socialisme en France que ce pourcentage de 12,65% des suffrages exprimés sur lequel nous sommes tombés aux dernières législatives de 1962, alors qu'en Allemagne ou en Angleterre les forces Socialistes approchent ou dépassent les 50%.
Enfin, il y a le risque que Defferre a souligné fortement tout à l'heure, le risque terrible d'une victoire gaulliste. Nous ne pouvons pas accepter l'idée que la monarchie serait consolidée pendant cinq ans, alors nous cherchons à faire le maximum pour l'empêcher, même si c'est difficile, et c'est pourquoi nous sommes pour la fusion.
Defferre a évoqué tout à l'heure das propositions de Mitterrand, je veux revenir sur une seule d'entre elles, celle qui vise le contre-gouvernement, le gouvernement de rechange.
Je crois qu'il n'est pas possible de nier le retentissement qu'a eu cette proposition par la nouveauté qu'elle présente. Bien peu sont au courant du shadow-cabinet de nos amis britanniques... Cela a fait un effet très neuf et cela a beaucoup intéressé. Alors, je pense qu'il ne faut pas le traiter à la légère.
Bien sûr, il ne s'agit pas de préparer un ministère de 40 noms, avec des Secrétaires et Sous-secrétaires d'État, mais une équipe de 10 à 12 hommes couvrant les principaux secteurs, ayant la charge de préparer la critique, les propositions, la préparation technique dans ces secteurs, et il ne me paraît pas possible de désigner Mitterrand comme Premier Ministre, puisqu'il semble que sur ce point nous soyons tous d'accord, et en même temps de lui refuser d'avoir une équipe minima.
Le Bureau, je crois, s'est prononcé contre l'idée de Mitterrand, sauf à lui adjoindre 4 ou 5 formateurs, mais c'est un sujet qui n'est pas de sa compétence et sur lequel je pense nous aurons à nous prononcer.
Au Comité directeur, l'affaire a été évoquée sommairement. Qu'avons-nous entendu comme objections ? On nous a dit : "Ça compliquera la formation du gouvernement plus tard."
Camarades, à chaque jour suffit sa peine, ne nous occupons pas de ce que nous aurons à faire lorsque nous serons au pouvoir !
On nous a dit, je crois que c'est le camarade président Jules Moch :
"Les hommes placés à côté de Mitterrand vont devenir des cibles."
Mais c'est la monnaie courante de la vie politique, et je ne vois pas pourquoi Gaston Defferre et Guy Mollet, qui seraient appelés tous deux dans cette équipe, seraient plus attaqués par le fait qu'ils auraient été désignés pour jouer ce rôle...

Fondation Jean Jaurès

Guy Mollet - N'anticipe pas !

Francis Leenhardt - Et, enfin, Mitterrand, nous le savons bien, a ses admirateurs, ses critiques, et ce n'est pas diminuer Mitterrand que de dire que Mitterrand plus une équipe connue, valable, çà pèse plus que Mitterrand tout seul !
Je conclus sur ce point : ce n'est pas vrai qu'on puisse rompre avec Mitterrand pour une exigence aussi légitime, aussi raisonnable, et ce n'est pas vrai que nous puissions prendre la responsabilité d'une crise de la fédération en repoussant les propositions qu'il fait.
Pour terminer, je veux dire un mot de la question qui nous préoccupe essentiellement, celle de la réunion d'un Congrès extraordinaire.
Ce serait une singulière responsabilité pour notre Conseil national que de refuser un Congrès extraordinaire que nous demandons et qui pourrait se tenir en juillet prochain. D'abord parce que, comme il le rappelait lui-même ce matin, dans son discours du 30 octobre, Guy Mollet lui-même avait déclaré : "Il faudra qu'il y ait un Congrès où les mandats soient renouvelés. Il n'est pas question d'un Congrès où nos mandats doivent être renouvelés, nous demandons un Congrès extraordinaire ayant des objectifs de politique générale."
Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'au Comité directeur, quand nous avons rappelé la promesse du Secrétaire général, lorsque nous avons dit qu'il y avait un quasi-contrat, nous avons entendu, de la part d'une douzaine de camarades, des discours dont certains étaient très bien préparés, même complètement écrits, où l'on nous expliquait que Guy Mollet avait eu tort de faire cette proposition sans les consulter.
Et après cette touchante cérémonie, bien sûr, notre ami Guy Mollet, comme il l'a expliqué ce matin, n'a pu que céder à l'insistance affectueuse de ses amis et renoncer à ce projet qu'il avait lancé à la légère...

Arthur Notebart - Tu sais bien que ce n'est pas exact !

Augustin Laurent - C'est de la fabulation !

Le président - N'interrompez pas !

Guy Mollet - C'est mensonger !

Le président - Vous pourriez troubler Leenhardt.

Francis Leenhardt - C'est conforme à la manière dont ça s'est passé. Et je dis que c'était un tableau charmant !
Il y a eu un deuxième refus, c'est quand Gaston Defferre, au Comité directeur, le 9 février, a demandé un Congrès extraordinaire pour aborder le problème de la fusion, en disant que cette question était tellement importante que, si ce Congrès avait lieu, il s'engageait à n'aborder aucune controverse touchant à l'activité des

Col. Fondation Jean Jaurès

organismes dirigeants du Parti.
On a sous-estimé cette deuxième proposition et, deuxième refus.
Mais, camarades, cette persistance dans le refus du Congrès, cette résistance à l'idée de consulter la base, elle est d'autant plus grave que nous sommes en retard d'un Congrès.
Nos assises de 1963 avaient formellement prévu un Congrès extraordinaire pour la révision de nos statuts. Reportez-vous au rapport du 50ème Congrès national, page 150, on y lit : "La réforme dans le domaine des structures du Parti nécessite une révision de nos statuts. Le Congrès décide l'ouverture immédiate de la procédure de révision qui devra être conduite à son terme : Congrès extraordinaire ou Conseil national extraordinaire ayant pouvoir de Congrès, dans les meilleurs délais et, au plus tard, d'ici un an. Ces assises du Parti auront à leur ordre du jour toutes les propositions contenues dans les textes A et B, les amendements déjà reçus et tous ceux présentés par les fédérations au Comité directeur, dont le rôle sera de prendre contact avec les auteurs d'amendements et de faire un effort de rapprochement entre les thèses en présence."
Enfin, camarades, on laisse croire aux militants qu'un Congrès qui aurait à son ordre du jour la fusion aurait à décider de saborder le Parti, ou de le condamner à fusionner sans condition, en renonçant à ses plus chères aspirations. Mais, il n'est pas question de cela. Ce Congrès aurait à définir les modalités de la fusion à proposer à nos partenaires, il aurait à définir les étapes, les garanties a donner à chaque formation pendant la période transitoire, enfin les bases idéologiques sur lesquelles le rapprochement devrait se faire. Bref, ce Congrès devrait surtout prendre une initiative spectaculaire en faisant des propositions aux autres formations de la fédération.
Et je n'ai pas besoin de dire que le Parti en tirerait un bénéfice considérable, donnant le démenti le plus éclatant à ceux qui disent que notre Parti est vermoulu, qu'il est enfoncé dans des ornières et qu'il est incapable de renouvellement, et cette initiative, venant du Parti qui est, de loin, le plus important de la fédération, réduirait à néant la redoutable accusation d'être un simple cartel électoral, accusation qui, vous le savez, est portée contre la fédération, et je suis sûr que cette initiative constituerait un événement politique dont les répercussions, dans l'opinion seraient considérables.
Il y aurait plus tard, bien sûr, après les élections, un Congrès pour apprécier le résultat des négociations. Il en est qui conçoivent ces négociations comme un diktat, mais alors ils n'avaient aucune sincérité quand, en octobre dernier, ils ont, dans la charte, inscrit la fusion comme un but à poursuivre ?
En tout cas, si nous faisons cet effort de proposer quelque chose dans ce sens, nous serons fidèles au mandat du 54ème Congrès ; je lis, dans la résolution finale, une phrase qui est un peu oubliée :
"En dépit de grandes difficultés, l'unité des Socialistes dans un même parti est une tâche prioritaire, parce que son succès est la condition nécessaire de notre redressement et de celui de la Gauche française."
Camarades, dernier argument en faveur d'un Congrès :
Nos débats du 55ème Congrès, l'an dernier, ont été, il ne faut pas l'oublier,

totalement absorbés par les discussions sur le projet de fédération. Nous n'avons pas écrit une ligne de texte, ni sur la politique intérieure, ni sur la politique extérieure, ni sur nos rapports avec les autres partis, sur l'évolution du Parti Communiste ; tous nos textes sont immuables et figés depuis 1963 et pour un an encore, comme s'il ne se passait rien !
Eh bien, camarades, les Congrès sont toujours l'instrument d'un travail de mise au point, d'approfondissement ; actuellement, ce travail est abandonné et il faut bien voir que le Comité directeur et les Conseils nationaux sont, de ce fait, progressivement conduits à s'attribuer une compétence et des responsabilités pour lesquels nos statuts ne les qualifient pas.
C'est pourquoi nous insistons, au nom même de la santé du Parti, pour que, par des assises nationales, la parole soit rendue aux militants de nos sections et de nos fédérations qui, seuls, dans un parti démocratique, détiennent la souveraineté !
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Quilliot, je suis saisi d'une demande de Guille qui, mis en cause par Leenhardt, demande à répondre.
En vertu de l'article 4 du règlement intérieur du Conseil, il a droit à 5 minutes. Je lui demande de n'en prendre que 3, et je suis sûr qu'il le fera.

Georges Guille

Je m'y engage.
Je n'ai qu'un mot à dire : ce matin, j'ai fait une intervention, ici,et je ne pense pas qu'un seul camarade ait pu la trouver inamicale ou aggressive à son égard.
Cet après-midi, j'ai écouté Gaston Defferre, très attentivement : il a été correct, cordial et compréhensif.
Je regrette donc que Francis Leenhardt, par excès de zèle, voulant en remettre... (protestations et applaudissements)... ait donné à son intervention un caractère bassement polémique.
(Rumeurs)
Alors, camarades, je mettrai plus de deux minutes...
Je ne peux pas laisser dire par quiconque qui lit la motion de la fédération de l'Aude, et vous l'avez sous les yeux, pour quiconque a entendu mon intervention, je ne peux laisser dire qu'il est permis d'en déduire que la fédération de l'Aude ne veut pas de la fédération et qu'elle ne veut pas la fusion !
Nous avons écrit et j'ai dit que nous ne voulions pas la fusion dans l'anarchie et que nous ne voulions pas de la fédération à n'importe quelles conditions. Je suis même allé plus loin et j'ai dit :
"Je pense, en toute sincérité, que nous sommes ceux qui voulons le plus sérieusement la fédération."
(Applaudissements)
À écouter Francis Leenhardt, on aurait pu penser ou qu'il ne sait pas lire un

texte, ou qu'il ne comprend pas une intervention faite à la tribune mais, comme il est trop intelligent, je ne peux pas accepter cette explication et je dis qu'il y a des limites qu'il ne faut pas dépasser et ce qu'il a fait n'est pas intellectuellement honnête.
J'ajoute que je n'agresse pas, mais je n'accepte pas d'être agressé et que Francis Leenhardt s'est plu à des références et à des citations. Il a eu tort et s'il le veut je publierai dans la presse du Parti un extrait du Journal officiel que, par malheur, je n'ai pas là, rendant compte d'un débat à l'Assemblée Nationale, à l'époque où il était président du groupe, et où il a déclaré textuellement, à la tribune :
"Il n'est pas né celui qui, dans ce siècle, peut prétendre donner des leçons de patriotisme et de sens politique au général De Gaulle."
Je te la laisse, j'aime mieux que ce soit toi qui l'ai dite que moi !
Il s'est plu... (protestations diverses)…

Le président - Guille, concluez.

Georges Guille - Il s'est plu... J'en ai fini, vous n'arriverez pas à m'émouvoir vous savez !

Le président - Non, mais il y a l'horaire, Guille.

Georges Guille - Ce n'est pas de ma faute !

Le président - Abrégez, abrégez !

Georges Guille - Il s'est plu à rappeler la position de la fédération de l'Aude à Issy-les-Moulineaux et que j'avais parlé de "fureur novatrice". Je le remercie, parce que c'est peut-être là que les choses ont commencé, mais en tout cas, je veux lui dire que pour ce qui le concerne, la "fureur novatrice" n'a pas commencée à Issy-les-Moulineaux, elle a commencé en 1934, avec le "néo" !
C'est une raison suffisante pour que la fédération de l'Aude ne reçoive pas de leçon de sa part !
(Applaudissements et protestations diverses)

Le président - L'incident est clos.
La parole est à Quilliot pour 20 minutes, ensuite Fajardi, un quart d'heure.

Roger Quilliot

Camarades, vous me permettrez de ramener le débat a plus de sérénité, je l'espère. La fédération du Puy-de-Dôme m'a donné mandat de défendre devant vous une motion tendant à la convocation d'uin Congrès national extraordiaaire d'ici juillet.
Cette motion, je le précise d'entrée, a été votée à l'unanimité, sur proposition de camarades que j'appellerai, faute d'autre terme, ordinairement majoritaires.

Fondation Jean-Jaurès

Nos camarades estiment, en effet, indispensable, et ce fut notamment le propos développé par notre ami Montier, sénateur-maire de Clermont, qu'à moins d'un an des élections, à six mois peut-être, soit précisée la stratégie du Parti et de la fédération.
Je dis bien la stratégie, et non pas la tactique. La tactique, elle, je le sais, dépend du mode de scrutin.
Or, il s'agit présentement de savoir sur quel terrain l'on se bat et avec quels alliés.
Les récentes péripéties de la motion de censure ont prouvé à l'opinion publique, un peu désorientée, qu'il était grand temps de le faire.
Si nous nous refusons à ce choix, nous risquons fort de voir certains de nos élus ou de nos éventuels candidats, conclure à leur gré des accords aventureux, ce qui est la voie la plus sûre, à mon sens, vers la cartellisation tant redoutée, et qu'on ne nous dise pas que la motion de 1963 définie très clairement cette stratégie !
Elle a permis, aux élections municipales, les alliances contradictoires que vous savez, elle a permis de livrer une bataille en retraite, elle ne saurait valablement définir les bases d'un accord offensif.
Je sais bien que René Schmitt nous a dit, ce matin, qu'un Congrès serait convoqué en cas d'élections même précipitées, mais vous savez bien, pour prendre un exemple, que si le gouvernement précipite les élections, il dissoudra la chambre dans le plus bref délai et que vous n'aurez pas le temps de faire un Congrès dans lequel les camarades aient été valablement informés.
C'est ici que se pose le problème de la fédération.
Pour nous, en Puy-de-Dôme, jusqu'à présent les choses se sont passées fort correctement, les seules difficultés que nous ayons connues étaient généralement soulevées, non de Clermont-Ferrand, mais de Paris.
Faut-il maintenant hâter la marche à la fusion ou la freiner ?
Nos camarades se sont jugés trop peu informés pour se prononcer aujourd'hui dans un sens ou dans l'autreo
Or, c'est aux militants qu'il appartient de juger de l'opportunité de la fusion, si elle doit avoir lieu.
Si je pouvais cependant dégager une tendance de quelques brefs échanges de vues, je dirai ceci :
De l'extérieur, il paraît à nos camarades que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste retient l'attention de l'opinion sans toutefois s'imposer encore pleinement à elle. La lenteur de l'implantation locale, je pense que personne ne me contredira, les échos assourdis de difficultés, certes inévitables mais souvent médiocres au regard de l'opinion, font que les militants et les sympathisants souhaitent que la fédération démontre le mouvement en marchant.
On attend avec impatience un programme précis, adapté aux besoins de l'heure, on attend plus encore : que la fédération fasse preuve, à chaque moment de la vie politique, de sa cohérence.
C'est en quoi les propositions de Mitterrand, si elles ont, je le dis d'ailleurs, chez nous, surpris, voire choqué dans le détail, ont par d'autres côtés séduites.
Je m'en tiendrai à un exemple :

Cabinet fantôme. Le mot, comme la chose, disent beaucoup de camarades, sont inadaptés, mais groupe de responsables, chargés d'étudier et de populariser une politique commune ? Oui.
De toute façon, la fédération doit apparaître comme autre chose qu'un cartel électoral et, à tout le moins, comme une formation de relais. En tout cas, si nous ne devions pas aller assez rapidement vers la fusion, il est évident que la réforme de structure du Parti, prévue en 1963, devrait être légalement tirée des cartons où elle someille.
S'agissant de politique commune, j'ajouterai que certains camarades s'interrogent sur ce que devraient être les grandes lignes d'une politique étrangère de gauche.
De Saint-Domingue à Saigon, la politique américaine connaît l'impopularité ces derniers temps. En remettant en cause brutalement, cynisuement le traité de l'OTAN, De Gaulle a enfoncé, personne ne le contestera, habilement un coin dans le front des oppositions.
Or, l'opinion est sensible à cette idée que la situation internationale n'est plus ce qu'elle fut, que l'organisation Atlantique réclame des aménagements, auxquels devraient bien sûr répondre des aménagements symétriques du pacte de Varsovie.
C'est dans un moment où l'on tente de remettre à l'honneur les valeurs traiitionnelles du Socialisme que certains se demandent si celles-ci sont pleinement compatibles à celles qu'il faut bien appeler les orientations du capitalisme américain, qui ne va pas toujours sans quelque impérialisme dans l'Amérique du sud, dans les Caraïbes ou en Asie.
Autre question à débattre sur laquelle, bien sûr, nous ne nous sommes pas prononcés non plus.
Ce que j'en dirai relève des problèmes fondamentaux du Socialisme et non d'une habileté tactique, propre à nous rapprocher des communistes, mais le fait est là, vous le savez, en matière internationale comme en politique intérieure, les principes et la réalité quotidienne s'interpénétrent.
Nous ne pouvons pas avoir maintenant avec les Communistes un dialogue qui dépasse singulièrement la conjoncture présente que l'opinion n'en calcule cependant les effets électoraux éventuels.
Faut-il dire qu'à ce double titre, le dialogue et ses avant-premières préoccupent nos camarades ?
Leurs réactions sont souvent un mélange d'attirance et de méfiance. Attirance, car il est frai que les élections présidentielles n'ont pas laissé les choses en l'état. Le courant unitaire, matérialisé ça et là par la présence, sur de mêmes tribunes, de responsables Socialistes et Communistes, a grandi, mais bien des réticences subsistent.
Le jeu Communiste les entretient parfois à plaisir, à l'ocaasion il s'exerce avec sucoès jusque dans nos rangs, et puisque, ce matin, Georges Guille a évoqué des intrusions à l'intérieur du Parti, je me permets, en m'excusant du fait que cette mésaventure peut avoir quelque chose de personnel, d'évoquer les "Semaines de la pensée Marxiste".

Collection Jean-Jaurès

Le Comité directeur du mois de février nous avait désigné, ou autorisé ? Je ne me souviens plus du terme...

Guy Mollet - Autorisés !

Roger Quilliot - Autorisé ? Mais désigné, pour nous, puisque nous n'avions pas informés ce jour-là, Francis Leenhardt et moi-même, à participer à ces "Semaines".
Trois semaines plus tard, ouvrant un tract, je découvris que nous étions remplacés. Je passe sur le fait que la camaraderie et la fraternité, si souvent invoqués, n'avaient pas soufflé aux camarades responsables de nous prévenir de ce changement, de façon à nous éviter un travail inutile.
En revanche je ne puis ignorer le fait qu'aux dires de certains journaux et aux dires de camarades Communistes membres du comité central, la vieille garde stalinienne ait récusé certains des interlocuteurs que les organisateurs avaient d'abord sollicités. Certes, je comprends François Billoux, Leenhardt est marseillais, et Billoux ne m'avait sans doute pas pardonné d'avoir écrit naguère dans le Populaire, il y a quelques mois, que nous n'avions pas de leçon de morale à recevoir de l'homme qui avai sollicité la reparution de l'humanité des autorités nazies !
Même si cela ne lui plaît pas, je le répète, et je l'écrirai de nouveau !
Je regrette seulement, toutes questions personnelles mises à part, qu'on ait permis en la circonstance aux Communistes - autre exemple en un autre sens - de choisir leurs interlocuteurs, et de distinguer entre bons et mauvais Socialistes, dans un débat qui étant donné le sujet abordé constituait une préface au dialugue, et ne saurait être une affaire de tendance.
Autre avant-première aux dialogue : les colloques de Cachan. J'ai assisté à la dernière réunion qui fut de qualité. Je me suis réjoui d'y voir - la mariée n'est jamais trop belle pour moi - Spinetta et Guy Mollet en discussion avec Uri et Joannès.
Je formulerai simplement un vœu, c'est que le prochain colloque ait lieu à Paris, en octobre ou novembre, nul doute que la qualité des participants ne lui vaille une très large audience !
Mais si je parle des colloques de Cachan, c'est parce que j'ai eu l'occasion d'y entendre Victor Joannès que je ne connaissais pas, et dont je puis dire que sa prestation, pour parler comme l'Équipe, fut des plus médiocres !
La réponse du Parti Communiste risque incontestablement d'avoir le même caractère d'encyclique que par le passé, Waldeck-Rocher vous en a d'ailleurs donné un modèle au dernier "face à face".
Il y a gros à parier, il faut que nous le sachions, qu'on y parlera du programme commun, côté positif, car il y a du positif, la reconnaissance du droit de grève, des libertés d'expression et d'association. Certaines formules sur ce plan restent à creuser, et je pense que le groupe de travail qui prépare le prochain dialogue, et auquel j'ai été récemment confié, s'y emploie. Son travail est sérieux. Je regrette seulement de ne pas y trouver associés certains camarades qui ont collaboré très

Fondation Jean Jaurès

efficacement aux premiers contacts.
Quant à la formule adoptée, texte collectif et anonyme, je la trouve fort valable. J'ai toujours pensé que le même homme et la même formule, eussent-ils été sans défaillance, ne sont pas nécessairement les meilleurs pour le même objectif quand les circonstances ont changé. Ce que je formule d'une manière générale, je trouve tout à fait normal qu'on me l'applique à moi-même, en fonction des intérêts en cause qui dépassent évidemment toutes nos personnes et toute susceptibilité.
J'imagine donc que ce dialogue, que Waldeck-Rocher a fâcheusement assimilé, je ne sais si c'est un lapsus ou un calcul, dans "face à face" à des négociations qui progresseraient, c'est l'expression qu'il a employée, j'imagine donc que ce dialogue sera plus facile que les précédents, compte tenu de la bonne volonté verbale que manifestent les Communistes. Les approbations que Joannès accordait aussi généreusement et contradictoirement à Guy Mollet l'autre soir à Cachan en témoignent.
À la lettre, il peut aboutir. Nous ne ferons certainement pas d'engagements publics. Nous aurons encore à apprécier, et c'est en quoi le Congrès peut nous être utile, si cet esprit œcuménique descend des principaux actes. Sur ce point, un récent c nrès, celui du SNES, de l'enseignement secondaire, nous incitera à quelque prudence. Après avoir voté le passage administratif, après en avoir approuvé la cessation, la tendance bête communiste à des fins strictement électorales a pris le Parti de se désavouer elle-même pour mettre les autonomes en échec, et Dieu sait si les autonomes avaient été souvent complaisants pour elle !
En regard je tiandrai le plus compte de la déclaration d'Aragon, dont le mérite était de s'adresser aussi bien à l'URSS qu'à nous-mêmes.
Tout ceci enfin devra être replacé dans le contexte de l'évolution ou de l'immobilisme soviétique, c'est encore à apprécier, et du vote bien entendu que les députés Communistes vont être amenés à émettre ce mardi ou ce jeudi prochain.
Stratégie électorale, développement de la fédération, programme, rapports avec les Communistes, tout ceci a paru à ma fédération mériter un large débat, un débat approfondi où les militants puissent s'exprimer. Nous ne sommes pas, camarades, en train d'expédier des affaires courantes ! Nous sommes en train officiellement de construire un nouveau groupement politique, de jouer une carte décisive pour le mouvement ouvrier français et le pays tout entier.
Ni le Bureau, ni le Comité directeur, ni le Conseil national n'ont compétence pour trancher de telles options. Seuls les militants sont souverains ! Ajouterai-je que seul un débat tourné largement vers l'avenir peut nous débarrasser des séquelles du passé ?
Ma fédération en tous cas a la conviction que les clivages derniers ne seraient pas nécessairement ceux de demain, si tous les problèmes étaient posés au fond, on s'apercevrait alors que certaines solidarités relèvent parfois plus de l'amitié que de la politique.
Ceci nous inciterait, devant l'ampleur desproblèmes auxquels nous sommes

Fondation Jean-Jaurès

confrontés, à prendre de la hauteur, plutôt que de combattre une proposition sur le seul nom de celui qui l'a formulée ! Depuis des années, dans ce Parti, je pense que tout le monde le déplore, les questions sont gravement personnalisées. Il serait pour tous temps de jouer cartes sur table et que chacun puisse dire où il croit bon d'aller. Une telle attitude nous permettrait de prendre l'initiative, cette initiative dont Georges Guille s'est souvent plaint au Comité directeur que nous l'abandonnions à d'autres.
Comment la reprendrions-nous, Georges Guille, sans donner au Parti dans un Congrès national le soin de choisir son régime de croisière et de mesurer lui-même ses élans et ses risques ?
Ma fédération ne souhaite qu'une chose, et elle s'en tiendra à cette position, que la parole soit rendue aux militants qui ont besoin de comprendre et de décider par eux-mêmes pour agir, que le Parti lance solennellement au pays l'appel au combat qui éveillera l'espoir de succès ! Voilà notre vœu !
(Applaudissements)

Le président - Camarades, j'ai une bonne nouvelle à vous annoncer : trois orateurs renoncent à la parole, ce sont Fajardie, Blanca et moi-même. Il n'y a donc plus que quatre orateurs avant Guy Mollet.
Je donne la parole à Notebart.

Arthur Notebart

Mes chers camarades, j'envisage tout simplement pour ma part de m'en tenir aux faits, et j'ajouterai, dans l'ambiance de la bonne humeur !
J'ai lu et relu les motions et les résolutions de nos Congrès antérieurs. J'ai écouté avec beaucoup d'attention les interventions de nos camarades de la minorité. J'ai essayé de deviner en quoi il y avait désaccord, si ce désaccord était important, et s1il était impossible d'arriver entre nous à se mettre d'accord sur une orientation politique.
J'ai essayé de relire en particulier les deux motions de juillet, ces deux motions qui ont été opposées au lendemain du Congrès national, avec une résolution unanime, et en relisant ces deux motions je me suis dit : mais pourquoi y en a-t-il eu deux ?
Je ne voudrais pas que le Parti aujourd'hui recommette la même erreur, et c'est pourquoi je voudrais essayer de vous expliquer non pas ce que j'ai prouvé, mais ce que je n'ai pas trouvé dans les uns et les autres.
Tout d'abord, y a-t-il désaccord ? Y a-t-il désaccord véritablement grave entre les membres du Parti quant au fonctionnement de la fédération et quant aux principes politiques qui ont été définis par nos Congrès nationaux ?
J'ai d'ailleurs ce matin constaté une chose un peu paradoxale : on demandait un vote pour approuver ou désapprouver l'action des organismes centraux. Si nous étions logiques avec nous-mêmes, le Conseil national n'aurait qu'à examiner dans quelle mesure le Comité directeur a été fidèle à la loi du Parti, autrement dit au respect de la décision de la motion majoritaire, et ce n'est que dans la mesure où le Comité directeur n'a pas été fidèle dans l'application de la loi du

Parti que vous auriez dû avoir le droit de condamner le non respect des organismes centraux.
Vous me permettrez de dire que le vote de ce matin n'a pas eu du tout ce caractère, mais simplement le caractère de réunir une fois encore des camarades qui se veulent minoritaires, et qui savent qu'au fond toutes les décisions qui ont été prises par le Comité directeur, le Secrétariat général l'ont été en conformité avec la majorité du Parti, et par là même, vous deviez donner quitus ou vous abstenir.
C'est une curieuse méthode qui s'instaure, qux fait qu'à tout moment et par tous les moyens on veut essayer dese démarquer ! Piette avait raison tout à l'heure de rappeler certaines manifestations faites pour faire apparaitre des minoritaires. De quoi demain sera-t-il fait ? C'était la question que posait Jacques Piette. J'ai l'impression que si on n'y met pas bon ordre, il serait quand même désagréable que chaque fois des camarades éprouvent le besoin de monter à la tribune d'un Congrès national ou dun Conseil national pour démontrer leur personnalité originale à l'égard de certains problèmes !
Hier nos camarades de la minorité, par le texte qui a recueilli leurs 890 mandats, avaient déclaré ce qui suit concernant les adhésions individuelles :
"Elle recevra des adhésions individuelles. Elle fixera les modalités de groupement et de représentation de ces hommes et femmes, désireux d'appuyer son action sans être encore engagés dans les organisations adhérentes."
Qui oserait dire aujourd'hui que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste n'a pas rempli ce mandat, et plus exactement le mandat qui était le vôtre, et qui était le nôtre ?
Si on jette un coup d'œil à la résolution du mois de juillet, c'est unanimement encore que le Parti s'était félicité de la formation de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, et vous avez dit avec nous : "Unanimement accepte la charte et les structures de la fédération et donne mandat au Comité directeur de poursuivre l'œuvre entreprise jusqu'à son plein succès."
Poursuivre l'œuvre entreprise, c'était agir en fonction de la résolution du Congrès national, qui est la loi du Parti pour la minorité comme pour la majorité ! Eh bien cette loi, c'est le résultat du 57ème Congrès, repris certes avec une majorité moins grande au Conseil national de juillet, mais avec 2 200 mandats, et à ce moment là nous di-sionsà nouveau ensemble : "Le Congrès décide de convoquer le Conseil national. Une fusion des organisations dites fédérées requiert un accord non seulement sur un programme à moyen terme, mais aussi sur les principes et objectifs fondamentaux."
Y avait-là la division entre vous et nous ? Mes camarades de la minorité ? C'est vous qui le dites dans votre motion, et c'est pourquoi je n'ai pas compris pourquoi il y en avait deux, et je ne comprendrais pas pourquoi tout à l'heure il n'y en aurait pas qu'une. "Rechercher l'accord sur les principes fondamentaux du Socialisme !"
Où en sommes-nous aujourd'hui ? Qu'y a-t-il eu de fait depuis le mois de juillet, depuis le mois d'octobre ?

Reconnaissons, c'est exact,que tout n'a pas marché pour le mieux dans la mise en place de la fédération, qu'on a certainement perdu du temps dans des réunions inutiles. Ici je voudrais faire appel au souvenir de certains camarades, mais je me contenterai du témoignage de Gérard Jacquet et de Métayer, pour ne pas être accusé de partialité. Reconnaissons que jeudi, pour la première fois, un travail important a été mis sur pied par la fédération, qu'il y a eu des décisions importantes qui ont été prises. Peut-être aurait-il fallu les prendre plus tôt, mais trois points importants ont été adoptés jeudi par la fédération, qui consistent d'une part dans l'élaboration d'un programme qui sera pour nous un moyen de nous battre, dans la décision de la formation d'une délégation permanente à l'Assemblée Nationale, et dans la décision que le Comité exécutif sera convoqué toutes les fois qu'une formation politique estime a que le problème mérite de retenir son attention et de définir une action commune sur le plan parlementaire.
Enfin, voyons, mes camarades de la minorité ! Si le programme n'a pas été fait plus vite, vous qui faites partie de l'exécutif de la fédération, reconnaissez que ce n'est pas nous qui faisons l'ordre du jour, que les réunions de Commission exécutive, c'est le président et le délégué général qui en décident, ce n'est pas nous qui donnons les mandats. Si on n'a pas pu mettre en chantier plus rapidement le programme, c'est parce qu'on n'a pas pu, ou qu'on n'a pas voulu, je vous laisse le soin de choisir.
Délégation permanente ? Enfin voyons, Gaston ! Il y a combien de semaines que la délégation du groupe a désigné ses camarades pour cette délégation ? Ce n'est pas notre faute si les radicaux n'ont pas encore désigné les leurs ! Ce n'est pas non plus de notre faute si cette semaine, dans la délégation du Parti Radical, on a trouvé le moyen de bombarder des hommes qui ne sont pas fédéralistes, comme Maurice Fauster, Gaillard, Ceramy ! Alors essayons de comprendre ! Il y a certainement mieux à faire pour les uns et les autres !
Je relis votre motion dont j'ai eu connaissance exactement le jour de l'exécutif de la fédération. Vous nous dites : "Il faut qu'il y ait de larges confrontations qui auront lieu sur les constructions fondamentales, une implacable discipline des élus de la part du Parti à tous les échelons... Le groupe ne parlementaire du nouveau parti ne devra notamment accepter aucune défection..." Je dis que vous avez raison, camarades. Mais je demande à Jacquet de se souvenir de l'intervention au Comité exécutif qui disait ceci :
"Les élus radicaux considèrent que le mandat leur appartient et ne doit pas être mis à la disposition du Parti."
Ce n'est pas nous qui tenons ce langage ! Il y a donc des habitudes à faire prendre à nos partenaires, et il faut bien constater un certain état d'esprit !
Et quand alors vous répétez à nouveau : "La charte du nouveau parti fusionné devra sans équivoque répondre à la nécessité d'instaurer une société Socialiste", dans une lettre récente adressée aux militants.
"Nous indiquons d'ailleurs que nous ne ferons aucune réserve à formuler à propos des déclarations fondamentales de la SFIO." Vous resteztoujours sur les mêmes principes, je vous en félicite et je m'en réjouis ! Vous voulez comme nous la fusion dans le respect des principes doctrinaux du Parti. Eh bien, très

franchement, quand vous avez assisté aux réunions de l'exécutif, quand vous avez suivi comme nous les discussions qui se sont déroulées au sein de cet exécutif, vous savez bien que le problème de la fusion ne dépend pas des Socialistes, et à plus forte raison de Guy Mollet !
Dans une interview donnée à l'Observateur, François Mitterrand déclare ce qui suit :
"Guy Mollet a dit en effet qu'il souhaitait cette fusion. - Pensez-vous qu'il était alors sincère ? - François Mitterrand : certainement, sans aucun doute ! Il est tout de même normal que nous procédions ensemble à une analyse critique de cette éventualité, sans pour autant mettre en cause la bonne foi de l'un ou de l'autre."
Personnellement je dis que si on me donne à choisir entre l'étape fédérale et la fusion, je suis résolument pour la fusion. Si on me dit : il ne dépend que de vous que cela se fasse, je suis d'accord pour aller vite. Mais c'est une chose précisément que l'on ne peut pas me dire, puisque cela ne dépend pas de moi ! Je suis lié à mes partenaires par un contrat de fédération et non pas de fusion. Je n'ai donc pas le droit de mettre le poing sur la table, pour exiger l'application d'un contrat qui n'existe pas, c'est une affaire de persuasion, compte tenu de l'évolution politique. Partisan de la fusion, je respecte pourtant la position de ceux qui estiment avoir besoin d'un certain temps pour s'y adapter.
Qui a besoin, mes camarades, d'un certain temps pour s'y adapter ? Est-ce que ce n'est pas Guy Mollet - je fais encore appel au souvenir des minoritaires de l'exécutif - qui dans la réunion tenue cité Malesherbes a proposé la fusièn immédiate au nom du Parti ? Qui a considéré que cette fusion était impossible à l'époque, sinon les radicaux ?
Et si vous, camarades, vous vouiez bien avoir encore un peu de mémoire, le procès-verbal de la réunion précédente du 28 a rappelé la position de François Mitterrand qui considérait qu'il ne faisait pas de la fusion un objectif immédiat; cela figure dans le procès-verbal, et cela a été ratifié jeudi matin par vos camarades. Je fais encore appel aux souvenirs de Gérard Jacquet.
Alors pourquoi essayer de nous chercher entrenous une fausse querelle ? En essayant de faire croire que les partisans de la fusion, c'est vous, et les adversaires, c'est nous ? Alors qu'en vérité c'est vous et nous ensemble, parce que nous sommes du même Parti, et les adversaires, ce sont les autres. Disons-là, disons-le gentiment, loyalement, amicalement, cela me paraît beaucoup plus raisonnable.
(Applaudissements)
J'ai aussi écouté avec beaucoup d'attention Gérard Jacquet vous tair un langage que reprenait Quilliot tout à l'heure, quand il disait :
"Pour calmer les inquiétudes, il faut que la Gauche apparaisse unie."
Moi je crois qu'il faudrait au préalable que le Parti apparaisse uni. C'est là un excellent conseil que Jacquet nous a donné.
(Applaudissements)
Et puis Jacquet nous a dit aussi quelque temps après :
"Un parti qui rassemblerait tous les démocrates qui se considèrent Socialistes."

Je dis à Jacquet qu'il ne suffit pas de se considérer Socialiste pour l'être. Adhérer au Parti, ce n'est pas adhérer à une religion quelconque. Adhérer au Parti, c'est, comme vous le dites, adhérer à des principes doctrinaux, aux raisons d'être du Socialisme lui-même. Ce n'est pas parce qu'un homme s'estime Socialiste que pour autant il l'est.
Il y en a d'autres qui se sont servis de l'étiquette Socialistes, et je ne veux pas passionner le débat mais rester très amical. Mais des hommes se sont servis de l'étiquette dans le passé, et dans bien des domaines, ce n'est pas pour autant qu'ils ont été des Socialistes !
Ce n'est pas pour autant qu'ils étaient des Socialistes ! Il ne suffit pas de le dire pour l'être, il ne suffit pas d'adhérer à des thèses pour démontrer qu'on veut vraiment être Socialiste !
Alors, pourquoi y aurait-il à ce moment-là nécessité de répéter nos discussions sur une fusion ? La charte, nous l'avons acceptée tous ensemble, les principes, nous les avons acceptés tous ensemble.
Mais voyons, mes camarades, voyons Gaston, si la charte n'est pas plus Socialiste, si le préambule n'est pas plus Socialiste, est-ce que c'est de la faute des délégués du Parti au sein de la mise en place de la fédération ? Est-ce que c'est de notre faute à nous si la FGDS s'appelle fédération de la Gauche démocrate et Socialiste ? Est-ce que c'est nous qui avons mis le "et", alors que le Congrès national avait dit : fédération de la Gauche Socialiste tout court ? C'est parce qu'il y a eu des partenaires qui n'ont pas accepté des formules assez Socialistes à nos yeux !
Alors, essayons de les convaincre, essayons de les habituer à vivre avec nous, à avoir des prises de position politiques. Je crois que Guille a raison : pour la fusion il faut d'abord cohabiter ensemble un moment, il faut s'habituer à travailler ensemble, il faut s'habituer à s'apprécier, mais il faut aussi, surtout, s'habituer à se discipliner, et tu as raison, Gaston Defferre, quand tu nous dis que ta démonstration cette semaine à l'Assemblée Nationale n'est pas très encourageante pour ceux qui pensent à une fusion immédiate ; il est certain que l'attitude des radicaux ne démontre pas une chaleur intempestive à l'égard d'une fusion immédiate. Je ne dis pas que c'est impossible, il faut essayer de les convaincre, et tenirevmtpte qu'il y a un état d'esprit.
Alors, essayons de commencer par faire accepter ce que j'ai demandé personnellement - et on me reconnaîtra, je pense, cette faveur - à la première réunion du Comité exécutif place Valois, à savoir que se orée tout de suite, à l'Assemblée Nationale, un inter-groupe, qui posera comme condition préalable l'approbation par les parlementaires de la charte et des statuts de la fédération. C'est comme cela qu'on commence à faire du travail pratique. Il ne s'agit pas de dire qu'on se réunit, il s'agitde dire sur quoi on est réuni, et purquoi on entend être réuni.
Si vous le voulez, mes camarades, c'est facile. Décidons demain, ensemble, de constituer à l'Assemblée Nationale, après l'expérience du vote de la motion de censure qui nous démontrera peut-être que la fusion rapide n'est pas aussi simple que certains le pensent, un inter-groupe de la fédération de la Gauche

démocrate et Socialiste, posons la question à Gaillard, à Faure, à Seramy, et à d'autres, et organisons immédiatement cet inter-groupe de la fédération. Cela, c'est de la fusion pratique et réelle, croyez-moi, et on imposera une discipline.
Nos camarades essayent dédire que le Parti devrait être consulté un peu plus souvent et donner son appréciation sur des problèmes de politique générale, nationale et internationale. Voyons, Quilliot, est-ce que nos Congrès précédents, est-ce que la préparation du Congrès de juin n'a pas été faite dans les conditions maximum dans les sections du Parti ? Est-ce que le 53ème Congrès national n'a pas été - avec les motions A et B et les nombreux rappels envoyés aux sections - discuté ? Est-ce qu'il n'y a pas eu des discussions dans le Parti ?
La vérité, c'est que le Parti s'est prononcé dans ua sens qui, à l'époque, ne vous convenait pas, et qui aujourd'hui, je pense, vous convient. Que vous entendiez remettre en cause les décisions d'un Congrès qui n'étaient pas conformes avec ce que vous pensiez, je l'accepte, mais ne dites pas pour autant que le Parti n'est pas consulté et que le Parti n'a pas pris position. C'est un autre problème !
Vous nous dites : il faut tenir ce Congrès extraordinaire. Alors, j'ai essayé de chercher les raisons.
J'ai trouvé trois points : élargir la FGDS, modifier sa structure, y ajouter une activité.
Élargir la FGDS ? C'est Gaston Defferre qui a précisé, dans une interview à l'Aurore, que si la grande fédération, ou prétendue telle, dans l'espérance de quelques-uns, avait échoué, la faute en incombait au MRP. Merci du renseignement, mais j'aurais voulu l'entendre au mois de juillet, ç'aurait été plus agréable !
(Applaudissements)
Ensuite, modifier la structure et le fonctionnement de la FGDS. Vous me permettrez de dire que quand on a une voiture neuve, pas encore rodée, avant de lui faire faire des pintes de vitesse on commence par la rôder. Eh bien, commençons par rôder la fédération, par la faire fonctionner, et si demain vous voulez mettre des enjoliveurs supplémentaires, vous aurez toujours des amateurs dans le Parti pour compléter les éléments de la voiture !
On dit aussi : "Il faudrait ajouter une activité." Mais oui ! Il faudrait ajouter beaucoup de choses, mais il faudrait peut-être se rappeler que la charte dit ceci, concernant la liberté : les organisations fédérées sont décidées à mener une lutte sans merci. Qu'a attendu la fédération pour engager le combat ? Ce n'est pas nous qui avons la responsabilité de la direction de la fédération !
On dit plus loin, dans les deux autres points concernant la politique étrangère : en matière de politique étrangère les organisations fédérées œuvreront pour (…) dans le domaine social les organisations proposeront une politique... Mais oui, nous sommes d'accord, faisons entrer cela dans les faits, et ensuite nous ajouterons des points supplémentaires. Pour cela, il n'est pas besoin de la motion de nos camarades minoritaires, il n'est pas besoin d'un Congrès national extraordinaire ! Vous l'avez décidé dans le 55ème Congrès, en disant : les organisations fédérées pourront déléguer toutes les fois qu'elles le souhaiteront des points complémentaires pour un programme…

Alors, véritablement, je ne vois pas ce que viendrait faire ce Congrès national !
J'écoutais Gaston Defferre, avec beaucoup d'attention et d'amitié, car sous nos caractères et avec nos tempéraments identiques - bien qu'il soit de Marseille et moi de Lille - contrairement à ce qu'on pense, on n'est pas toujours en désaccord, et on s'entend même très souvent, et j'essayé de chercher où il y avait divergence.
Je n'ai trouvé qu'ua seul point, c'est quand il a parlé de l'adhéaion collective. Je crois que c'est là qu'est la seule divergence entre nous. Il a dit : adhésions collectives et respect de garantie pour ces adhésions collectives.
Bien, Gaston, je reconnais que c'est un problème, mais tu me permettras de dire - et je crois que tu seras d'accord avec moi - que toute adhésion collective est subordonnée de la part des adhérents éventuels au respect et à l'acceptation de la charte, et comme pour la fusion tu es d'accord avec moi et avec tout le Parti pour dire qu'il peut y avoir fusion seulement dans la mesure où l'on reste fidèle à l'esprit doctrinal du Parti, j'ajouterai qu'encore faut-il que monsieur Mendès-France, qui met beaucoup de finasserie pour venir adhérer à la fédération - il attend peut-être la certitude d'être élu pour donner son adhésion, vous m'excuserez de le dire comme je le pense ! - soit d'accord sur les principes doctrinaux du Parti. S'il est d'accord, là on ira très vite à la fusion. Mais, croyez-vous que nos amis radicaux soient tellement partis sans d'une doctrine Socialiste qui, je pense, reste encore à base collectiviste ? Ne croyez-vous pas que cela veut dire qu'on est prêt à accepter les positions de monsieur Lecanuet, en condamnant toute alliance avee un socialisée collectiviste ? Je suppose que dans le Parti on est encore tous d'accord pour ne pas se laisser diviser entre collectivistes et réformateurs, qui en réalité seraient des réformistes bourgeois d'un sérieux aspect !
Alors, je me demande vraiment ce que viendrait feire ce Congrès national extraordinaire, à moins qu'on veuille lui donner un peu une tournure particulière, qui ferait de notre Congrès une figure de salle de police !
Je ne vois vraiment pas ou paraît la nécessité d'un Congrès national. La vérité, c'est que - je vais aller rapidement car je crois que notre président s'impatiente, il a certainement raison je crois qu'il faut donner au Parti une image différente de celle qu'on lui donne depuis quelque temps.
Je crois qu'il est désagréable pour tous les militants du Parti d'assister depuis quelque temps, dans la presse bourgeoise, à ces titres : duel Guy Mollet-Gaston Defferre, affrontement Guy Mollet-Gaston Defferre, règlement de comptes Guy Mollet-Gaston Defferre, ou vice versa. Je crois qu'il faut changer tout cela, parce qu'au fond il y a une chose qui nous unit, qui nous réunit tous, nous qui sommes ici dans cette salle, c'est que nous avons donné un jour notre adhésion au Parti Socialiste, ni pour Guy Mollet ni pour Gaston Defferre, mais pour des thèses Socialistes qui sont les raisons d'être et de fonctionnement du Parti !
(Applaudissements)
Je crois que tout à l'heure, quand Francis Leenhardt réclamait la tenue de la Commission des résolutions pour examiner comment nous pourrions dire les uns "oui" et les autres "non", je crois qu'effectivement s'il y a un moment où la

Commission des résolutions s'impose, c'est bien maintenant, dans le moment présent, car les divergences sont si minimes que - je le dis comme je le pense - je ne comprendrai pas qu'en ne sorte pas de ce Congrès une résolution unanime. Je n'ai pas trouvé de point de divergence, et je voudrais qu'on vienne me parler de problèmes de fond, s'il y a divergence sur le fond, qu'on vienne nous dire de quoi est composé ce fond, et où sont les divergences.
Voyez-vous, mes camarades, je voudrais aussi qu'ensemble on essaye de comprendre que l'intérêt de la réaction, l'intérêt des bolcheviks, c'est d'espérer être les héritiers de la cassure de la fédération, et pour cela - ne vous trompez pas là-dessus en oubliant ce que je vous dis - de mettre en épingle nos divisions, par tous les moyens. Quelle leçon, quel camouflet, quelle réponse le Parti Socialiste donnerait si, ce soir, ensemble, nous adoptions une motion unanime démontrant notre rolonté d'œuvrer au rassemblement de tous les hommes de gauche !
C'est vrai qu'au Comité directeur on est souvent d'accord. J'avais demandé à Foucard de me donner la liste des votes, pour essayer de savoir depuis combien de temps nous sommes séparer, Gaston et moi. Eh bien, combien de fois les camarades de la majorité et de la minorité ont voté ensemble ! Il n'y a presque jamais de désaccord ! C'est vrai. Gaston Defferre, quand on a abordé la semaine dernière le problème de la motion de censure concernant le MRP, tu étais de ceux qui demandaient que les signataires de la FGDS demeurent dans la fédération. Tu n'étais pas le seul, j'en étais aussi, et je peux dire - tu seras d'accord avec moi - que si certaines tractations ne s'étaient pas engagées avant la réunion, ce problème n'aurait pas été posé. Je le regrette, toi aussi, et je ne t'en fais pas grief.
Quand nous avons examiné jeudi le texte de la résolu» tion pour l'amnistie, spontanément, ensemble, il est venu aux unà et aux autres qu'il fallait les groupes parlementaires, qu'il fallait François Mitterrand, Billières et Guy Mollet, C'est vrai, tout cela, alors je demande aux camarades du Parti, aux camarades du Conseil national, d'en terminer avec ces discussions qui ne servent à rien, sauf à alimenter la presse et pas à autre chose ! Il faut que le Parti Socialiste décide aujourd'hui d'agir unanimement. Je dis que c'est possible et primordial, et personnellement je considère que c'est le devoir du Conseil national d'imposer aux uns et aux autres une seule loi : la loi de l'intérêt et de la défense du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Un nom s'ajoute aux trois noms de camarades ayant renoncé à la parole, c'est celui de notre ami Brutelle.
Il n'y a plus que deux orateurs avant Guy Mollet. Je donne la parole à Boulloche, pour 15 minutes, ensuite à Llung, du Rhône.

Boulloche

Camarades, c'est au nom des sections Socialistes du pays de Montbéliard que je prends aujourd'hui la parole devant vous.
Deux des caractéristiques de ce pays me paraissent dignes de retenir votre

attention : d'abord, il s'agit d'une agglomération entièrement ouvrière, groupant quelques 120 000 habitants, dans un environnaient extérieur qui, lui, est entièrement rural, ensuite nous avons dans ce pays, à l'occasion des élections municipales, réalisé l'union de la Gauche démocrate et Socialiste, bien avant que la fédération voit le jour, et nous nous en portons fort bien.

C'est pourquoi je crois nécessaire de vous dire le grand espoir que la fédération a fait naître parmi nos militants qui ressentent avec beaucoup de force le désir de simplification et de clarification de la vie politique, et la nécessité d'une novation profonde dans ses structures et dans son langage.

Je crois que ce désir de simplification et de novation est de plus en plus fort au fur et à mesure que l'on descend la hiérarchie de notre Parti, et que l'on se rapproche de la base, et cela n'est pas dû, contrairement à ce que l'on pourrait penser, à une décroissance du niveau de culture politique. Il me semble qu'il faut plutôt en chercher la raison dans le fait que l'ouvrier de nos sections est soumis toute la journée au feu roulant des questions de nos sympathisants, et surtout de nos adversaires, et qu'il a parfois bien du mal à puiser dans l'actualité des positions prises par notre Parti des arguments qui lui permettent de répondre et de contre-attaquer. Camarades, nos militants attendent de nous une action dynamique et constructive. Us redoutent les ambiguïtés, les demi-mesures qui les laisseraient sans défense, et pourvus seulement d'un arsenal dont ils n'osent souvent plus se servir parce qu'ils savent qu'il ne porte plus. Ils redoutent par dessus tout que notre Conseil national ne produise que des conséquences purement négatives, et c'est de cette crainte que je veux me faire l'interprète aujourd'hui.

Il serait néfaste que l'on puisse penser que de notre réunion émergent essentiellement critiques, méfiance, repli sur nous-mêmes. Cela réjouirait beaucoup trop nos adversaires pour que qui que ce soit dans cette enceinte puisse le désirer. C'est dans cette optique que je ne puis approuver ni la forme ni le fond de la motion de l'Aude, pourtant rédigée en termes mesurées.

Certes, chaque ligne est une approbation de principe de la fédération, et cependant la lecture de l'ensemble me laisse le souvenir d'un faisceau de restrictions, de réticences, de prudence, qui confine à la méfiance. Est-ce dans un pareil esprit que l'on pense faire aboutir ce projet qui doit bouleverser la vie politique française ?

Je ne crois pas que quoi que ce soit de grand ait jamais été édifié sur de pareilles bases, et force m'est de considérer que malgré sa formulation générale, une telle motion n'est pas adaptée au développement de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, qui suppose une vigoureuse dynamique interne.

Camarades, ce n'est pas tourner le dos à notre doctrine ni aux meilleures traditions, que de comprendre ce puissant appel à la novation, aux initiatives constructices qui anime nos militants. Pour cela, il faut d'abord que nous abordions dans un esprit constructif les initiatives proposées à la fédération par son président.

Chacune mérite, évidemment, un examen attentif et approfondi, auquel je me garderai de me livrer dans mon court temps de parole, et cela d'autant plus que

nous aurons à en discuter dans d'autres circonstances. Mais, parmi les propositions constructives de François Mitterrand sur lesquelles le Parti est appelé à se prononcer, je voudrais, après Gaston Defferre et Francis Leenhardt, m'attacher quelques minutes à celle concernant la création d'un contre-gouvernement.

Il y a longtemps que les exégètes des institutions démocratiques ont jeté de l'autre côté de la Manche un regard nostalgique sur le shadow-cabinet anglais. Mais dette institution nous était interdite, l'existence de gouvernements de coalition, l'émiettement des partis, interdisaient à la France une conception semblable.

Et voici que tout à coup là chose paraît possible, qu'elle fait l'objet d'une proposition sérieuse.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? C'est sans nul doute qu'une modification profonde s'est produite. Cette modification, c'est que face à la majorité monolithique actuelle, l'union de toute la Gauche démocrate et Socialiste s'est avérée nécessaire, et que sa réalisation est possible. Mais cela seul ne suffit pas à permettre la formation d'un contre-gouvernement, car une telle formule n'est permise qu'à une formation qui prétend effectivement assumer les charges et les responsabilités du pouvoir, elle n'est permise qu'à une formation qui, suivant la formule particulièrement heureuse de Gaston Defferre, a une vocation majoritaire.

Affirmer la nécessité d'un contre-gouvernement, c'est affirmer la vocation majoritaire de la fédération, affirmer qu'elle possède une dynamique interne suffisante pour assurer dans notre parti le fonctionnement d'une démocratie d'inspiration Socialiste, c'est par là même apporter à tous ceux qui ne font plus que subir le régime actuel l'autre terme de l'alternative, c'est prouver qu'au lieu du néant il y a plus qu'une possibilité, il y a un grand espoir d'une majorité unie, d'un programme à la fois simple et hardi, dynamique et réaliste, d'une équipe d'hommes pour le mener à bien.

Le contre-gouvernement apporte en même temps à la nation la preuve que nous ne voulons pas opposer un homme seul à un homme seul. Chacun sait que, dans notre monde actuel, l'homme seul est un anachronisme, qu'il n'y a que le travail d'équipe qui soit fécond. Ce n'est pas par hasard que les prix Nobel sont maintenant presque toujours décernés à des équipes.

Ce qui est vrai dans ce domaine est vrai aussi en politique. Nous montrerons, en soutenant la proposition de François Mitterand, que nous savons nous adapter à notre époque et comprendre la nécessité de solutions efficaces.

Il va sans dire que la réalisation de cette idée ne va pas sans quelques difficultés. L'existence d'un contre-gouvernement oblige à être vigilant sur toutes les questions, à être au courant de la plupart des affaires et non pas seulement de quelques grandes questions. Même si on ne cherche pas à marquer chaque membre du gouvernement actuel, même si on se limite aux gros secteurs et si l'é quipe n'excède pas 10 à 12 membres, ce qui me paraît souhaitable, il leur faudra un travail sérieux et de tous les instants pour tenir leur rôle.

Il y a aussi le choix des hommes. Ils ne peuvent pas, bien entendu, être purement

et simplement les délégués des familles auprès du Premier Ministre François Mitterrand. Il faut qu'ils forment véritablement une équipe autour d'un homme et ils doivent être choisis en conséquence, pour peine de perdre toute espèce d'efficacité.
Il y a aussi le rôle de ces hommes qui seront très en vue le l'opinion publique. Ce rôle comporterait sans nul doute des côtés bien ingrats. Tout cela, je le sais, est insoluble dans un climat de méfiance. C'est pourquoi il est capital que le développement de la fédération se fasse dans un esprit d'équipe de plus en plus affirmé, ce qui ne peut que nous porter vers une fusion de plus en plus rapide.
Qu'on ne nous dise pas que la formule du contre-gouvernement est inutile et qu'il suffit de désigner d'ores et déjà celui qui serait notre Premier Ministre. Cela n'a, aucunement la même signification. Cela ne permet pas d'apporter à l'opinion publique la preuve de notre sérieux et de notre habileté à gouverner, car la proposition de François Mitterrand a, à juste titre, un grand retentissement dans l'opinion.
L'idée d'une équipe de relève est extrêmement populaire. Elle élimine, d'un coup, le halo de tractations douteuses, de compromissions, de dosages contestables, dont l'opinion entourait jadis toute formation de gouvernement, et que l'on a vu d'ailleurs ressurgir au moment de la formation en janvier dernier de l'actuel gouvernement.
Si nous réussissons à mettre le projet sur pied, nous aurons fait un grand pas pour convaincre nos concitoyens que l'aventure n'est pas de notre côté, mais de l'autre.
Si nous échouons, si nous donnons l'impression que c'est de notre fait que cette innovation n'a pas vu le jour, nous aurons accrédité encore un peu plus l'idée, en grande partie, méritée, mais malheureusement trop répandue, que nous sommes Men meilleurs dans le rôle de démolisseurs que dans le rôle de bâtisseurs.
Camarades, au centre de nos débats d'aujourd'hui, se trouve la réunion d'un Congrès national extraordinaire. La demande d'une telle réunion est pleinement justifiée. Je suis surpris que l'on puisse envisager de fixer d'une façon immuable le rythme de travail de notre Parti. Le temps politique, camarades, n'a rien à voir avec le temps astronomique, avec le temps absolu. Dans l'évolution de la situation politique, un mois ne vaut pas un autre mois, une année ne vaut pas une autre année. Il me paraît évident que le rythme de la vie politique française esten voie de forte accélération depuis quelques mois, disons depuis un an, et il faut admettre que le ralentissement de notre travail se rapportait à une période révolue. Rien ne justifie que l'année 1966 se déroule sans que la politique de notice Parti ne soit définie et mise au point, par son instance suprême, le Congrès.
Tout milite, au contraire, pour qu'une telle instance soit réunie et ce, le plus rapidement possible.
L'évolution rapide de la situation, l'évolution aussi de l'attitude de nos adversaires et des moyens qu'ils mettent en oeuvre, l'approche d'une échéance inéluctable, à laquelle il faut que nous soyons prêts, nous commandent une attitude dynamique.

D'ailleurs, nos camarades, dans les sections, ne comprendraient pas d'être tenus à l'écart des orientations fondamentales.
La démocratie dans le Parti, qui est une obligation à laquelle nous avons tous souscrit et à laquelle je suis convaincu que nul ne veut se dérober, ne doit pas être prise d'une façon trop formelle. Si les statuts ne nous imposent pas la tenue d'un Congrès, ils ne l'empêchent aucunement et c'est cela qui compte.
De plus, si la démocratie est une obligation, elle est aussi pour nos sections une source de vie. Nous sommes nombreux à nous plaindre du manque de vitalité de beaucoup de nos sections, du manque d'intérêt des réunions et de l'absentéisme qui en découle. Cela tient, en grande partie, à ce que les options politiques importantes ne sont pas assez étudiées et ne sont pas assez proposées aux militants, comme des choix sur lesquels ils doivent délibérer et se prononcer.
C'est sur cette responsabilité du choix que repose essentiellement l'é ducation et la promotion du militant, que repose aussi l'intérêt de l'activité de base de notre Parti.
Il incombe aux organismes dirigeants de faire en sorte que les Congrès suivant l'actualité politique, non certes nas à pas, mais de suffisamment près pour que les camarades aient l'impression etmeme la conviction d'être réellement associés à la marche du Parti.
Si cette décision est une nécessité interne, elle l'est encore plus sur le plan de l'image que notre Parti présente à l'extérieur.
Un Conseil national est une instance fermée. Si large que soit le débat entre nous, l'opinion n'en sera informée que par oui-dire. Au contraire, un Congrès est une occasion de montrer à l'opinion que nous sommes ouverts aux problèmes gênéraux que pose le fonctionnement de la démocratie, dans un pays comme le notre et chacun sait combien il y en a, et que nous sommes décidés à les regarder en face et à les résoudre.
Je suis sûr, pour ma part, qu'un tel Congrès sera plein d'une riche matière, plein d'enseignements, et que la participation y sera d'autant plus importante et réfléchie qu'il s'agit de sujets qui, pour le Socialisme, sont absolument vitaux.
Je suis sûr qu'il manifestera clairement devant l'opinion que le Parti refuse la sclérose dans des attitudes traditionnelles, mais de moins en moins comprises des masses, et qu'il est, au contraire, décidé à jouer un rôle moteur dans les transformations profondes qui doivent aboutir à ce grand Parti de la démocratie Socialiste, à la naissance duquel nous sommes si nombreux dans le Parti à consacrer nos efforts, et au sein duquel il ne faut jamais oublier que tant d'hommes sincères et valables, qui nous ont quittés ou qui ont toujours hésité à se joindre à nous, sont maintenant décidés à nous rejoindre, dans un climat de confiance constructive. C'est en pensant à eux que nous devons prendre les initiatives qui montreront clairement que nous ne sommes pas un frein à la mutation profonde de la Gauche démocrate et Socialiste, mais au contraire, un des principaux éléments moteurs.
Il est, en effet, bien évident que la fédération n'atteindra ses objectifs que si elle se place résolument dans le mouvement en avant. On a parlé de fuite en avant, mais les camarades qui en ont parlé peuvent-ils penser sérieusement que la

situation politique actuelle s'accommode de réticences, s'accommode de restrictions mentales, d'un attachement trop évident aux formules traiditionnelles, tout ce qu'ils nous proposent, par ailleurs ? Certes, il ne saurait s'agir de s'engager les yeux fermés sur des sentiers nouveaux.
La direction de notre Parti dans une voie rénovée et élargie exige de la part des organismes dirigeants une tête froide et une solide objectivité, mais sang-froid ne veut pas dire scepticisme systématique, objectivité, réticence outrancière. Il faut beaucoup de confiance dans l'avenir pour mener la fédération au rythme exigé par les événements, mais il faudrait bien peu de sens des réalités politiques de la seconde moitié du XXe siècle pour ne pas y aller.
Camarades, la décision qui doit sortir de ce Conseil national, c'est celle de convoquer un Congrès national extraordinaire qui fera faire à la fédération les pas décisifs que le pays attend. Faites par votre vote que nous donnions tort à nos censeurs. Faites que, demain, ceux qui nous accusaient de byzantinisme, de querelles stériles, de conservatisme de gauche, rentrent leur stylo et leur harangue et faites que nos amis puissent enfin affirmer sans équivoque que le Parti Socialiste SFIO s'est engagé sans retour dans la voie d'un dynamisme véritable et contagieux.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Llung, dernier orateur inscrit avant Guy Mollet.

Llung (Rhône)

Camarades, je serai bref. Beaucoup de choses ont été dites à cette tribune. J'apporterai simplement quelques précisions quant à la constitution départementale d'une fédération.
À Lyon, si les forces du Parti ne sont pas très importantes, il y a quand même une représentation clubs qui existe, une représentation radicale, UDSR, Socialiste bien sûr, c'est-à-dire que nous avons eu l'ensemble des possibilités pour constituer cette fédération.
Des difficultés ont surgi. Elles sont mineures, et nous les résoudrons très certainement, mais je voudrais attirer l'attention des camarades qui représentent le Parti, au sein du Comité exécutif de la fédération, sur l'intérêt qu'il y a à ne pas donner à ceux qui sont en face de nous, au cours de ces négociations, des arguments qui, fatalement, se retournent contre les responsables départementaux du Parti Socialiste.
Je demande une précision à notre camarade Giraud, qui est le responsable national des cercles Jean Jaurès. À Lyon, nos amis de la convention nous contestent la représentation des cercles Jean Jaurès, car il semblerait que notre camarade Giraud ait affirmé ou admis la modeste représentativité du cercle Jean Jaurès dans le département du Rhône.

Le président - Vous réglerez cela directement ensemble, pour ne pas retarder le débat.

Fondation Jean Jaurès

Llung - Certes, il n'est pas question pour nous d'abandonner cette représentativité, puisque, sur le plan national, elle est admise. Je demande donc, dans cette mesure, qu'on facilite notre tâche quand c'est nécessaire et possible.
D'autre part, la fédération du Rhône souhaiterait qu'au cours des futures assises nationales, soit Congrès, soit Conseil national, on prenne l'habitude d'étudier les problèmes et non seulement de les étudier à l'échelon national, mais encore de demander aux sections, de temps en temps, de les étudier elles-mêmes. On prend l'habitude souvent de donner mandat après un Conseil national au Comité directeur pour régler l'ensemble des problèmes, en se contentant du haut de cette tribune, d'indiquer la voie. Je préférerais, quant à moi, et beaucoup de militants aussi certainement, pouvoir me pencher plus sérieusement sur les questions et fournir au Comité directeur, non seulement une indication, mais encore des précisions qui lui permettraient peut-être d'aller plus vite et de traduire à l'extérieur plus facilement l'opinion des camarades du Parti.
Voilà tout ce que je voulais apporter comme précisions.
Je souhaite quant à moi que des débats larges s'instaurent dans le Parti. Ma fédération y est très favorable. Je souhaite que ce regroupement de la Gauche, qui est en marche, se fasse malgré les difficultés que nous rencontrons actuellement.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Mes chers camarades, je souhaite que vous partagiez l'impression première dont je vais vous faire part, c'est qu'à part quelques incidents oratoires, et encore limités, j'ai eu le sentiment que cette réunion s'était déroulée par rapport à la précédente, dans un excellent climat, et je m'en félicite.
Depuis quelques semaines, je craignais non pas le renouvellement des incidents du dernier Conseil national, mais des divergences affirmées plus profondes que celles que j'ai entendu exprimer aujourd'hui, par Gaston Defferre et quelques camarades, ils l'ont redit aujourd'hui, bien sûr, mais en mettant l'accent sur les problèmes de la fusion, et quelques autres. Georges Guille soulignait toutes les bavures, et il y en a eu, sur le plan local surtout, dans les tentatives d'organisation, d'implantation de la fédération de la Gauche démocrate Socialiste.
Or, et contrairement à l'impression de certains, je m'étais félicité de la tonalité de l'intervention de Georges Guille, et je l'avais trouvée, et je continue à le penser, très constructive quant à la volonté de fabriquer la fédération, de la faire, et même si des différences subsistent entre les propositions qu'ont faites Gaston Defferre, Jaquet, quelques autres camarades, et celle que je vais soutenir, elles ont été faites dans la forme, en tout cas, avec énormément de modération. Ceci m'impose le même ton, et j e vais essayer de ne pas y manquer. Je vais partir de l'analyse qu'ils ont eux-mêmes suivie.
Je vais d'abord liquider quelques points essentiels, et non pas des points de

polémique. Je crois qu'il est inutile que nous nous amusions les uns et les autres à faire de très grandes déclarations sur des points où il n'y a pas, ou bien les points où il n'y a plus de divergences.
Par exemple, un point controversé longtemps entre nous, a été l'analyse que nous faisions de la situation politique. Estimions-nous qu'il y avait dans ce pays, ou qu'il devrait y avoir trois ou quatre familles ?
Je soutenais, dès cette époque, que ma conviction était qu'il y avait en France quatre familles, les Communistes, l'extrême-droite réactionnaire, les démocrates-Socialistes et les démocrates non-Socialistes.
On a pu penser, un moment, que Gaston Defferre caressait l'idée qu'on pouvait les ramener à trois. Or, et je lui en donne acte, il l'a confirmé aujourd'hui, il l'a dit souvent dans la presse depuis, l'analyse politique qu'il fait aujourd'hui est identiquement la même. Il y a quatre familles politiques, celles que je viens d'énumérer et ce n'est donc nas la peine que nous cherchions, ni les uns, ni les autres, à nous différencier là-dessus.
Premier point où il n'y a pas divergence. C'est tout de même bon de souligner que, sur l'essentiel, il n'y a pas divergence. On verra les nuances après.
Deuxième point. À l'égard du pouvoir, il y a eu des moments où il y a eu divergence. On se l'est rappelé les uns les autres, avec quelle passion, à certaines heures. Je dois dire d'ailleurs que quand on regarde bien les hommes que l'on trouve dans tel ou tel courant de pensée - je ne sais plus comment il faut dire, tendance (..) groupement d'amis (..) - on trouve dans chacun des deux, je dis bien dans chacun des deux, des hommes qui, à certaines heures, firent des choix différents. Ce n'est donc pas encore là-dessus qu'est la différence puisqu'aujourd'hui, nous formulons, à l'égard du pouvoir, identiquement, la même condamnation. Gaston Defferre, d'ailleurs, a rappelé comme argument qu'à certaines heures, j'ai moi-même dit qu'on ne voit pas d'exemple au XXe siècle d'occasions où on ait renversé le fascisme de l'intérieur, tellement sont grands aujourd'hui les moyens de pression du fascisme, et cela a même été, contre l'appréciation d'ailleurs d'autres camarades aussi sincères que moi, ma justification à certains moments. Je continue à penser qu'effectivement, si le fascisme s'instaure aujourd'hui, avec les méthodes actuelles, hélas ! On ne peut guère compter sur une réaction populaire pour le soulever de l'intérieur.
Autrement dit, là encore, l'analyse est la même et quand Gaston Defferre disait tout à l'heure que si jamais à De Gaulle devaient succéder des gaullistes - des gaullistes... Cela fait toujours mal à dire, enfin, disons des néo-gaullistes - utilisant son crédit, ils risqueraient de passer à un fascisme plus virulent que n'est le sien, et cela peut-être pour longtemps.
Là n'est pas la divergence ; s'il y en a une, cela peut être - mais j'y reviendrai - sur les meilleurs moyens d'empêcher qu'il en soit ainsi.
La divergence n'est donc pas sur l'appréciation à l'égard du pouvoir, sur la nécessité d'empêcher que le gaullisme succède à lui-même.
Troisième point sur lequel on pourrait se demander s'il y a des divergences : notre attitude à l'égard des voisins. J'ai, au cours des interventions des uns et des autres, entendu parler de quelques-uns. J'ai entendu parler des chrétiens

Socialistes. À partir de l'instant où il s'agit bien de chrétiens Socialistes, donc Socialistes - ce qui implique qu'ils sont laïques, on n'est pas Socialiste sans être laïque - donc acceptant les principes de la charte, nous sommes tous d'accord, je réponds même qu'il y en a déjà dans la fédération de la Gauche démocrate Socialiste. Il en est peut-être qui n'y sont pas encore, nous pouvons souhaiter la venue d'un plus grand nombre, mais il y a déjà des gens qui y sont, et officiellement représentés dans l'exécutif de la FGDS.

À l'égard de la famille des démocrates non Socialistes, Lecanuet, Gaston Defferre l'a condamnée, en prenant le nom de Lecanuet comme exemple, plus cruellement que je ne l'aurais fait moi-même.

Je m'entends. Je serais plus cruel que Gaston Defferre - et je l'ai été - s'il s'agissait de penser à Lecanuet pour le fédérer avec nous, mais, par contre, je le serai moins dans mes propos s'il ne s'agit plus de fédération. C'est parce que je me place dans l'optique où il faudra battre le gaulliste et où il nous faudra apprécier, quand on viendra à ce moment de la discussion, les uns avec les autres, s'il n'y aura pas besoin, çà et là, comme ce fut vrai pour les présidentielles, que les gens des démocrates non Socialistes jouent aussi leur partie, faute de quoi le vœu de battre De Gaulle risquerait fort de n'être qu'un vœu pieux !

Autre voisin : le Parti Communiste.

Je suis un peu moins sûr là que nous soyons vraiment tous d'accord, et si j'avais eu envie de polémiquer, je me serais demandé si même les membres de la minorité étaient tous d'accord entre eux ?

J'ai, comme beaucoup, lu les déclarations de notre camarade Dardel - je ne vais pas polémiquer sur les positions intérieures de Dardel, mais seulement sur les textes que j'ai lus - je n'ai pas su que ce soit partagé - on peut citer des noms entre nous - la condamnation qu'il prononce, par nos amis Jaquet, Brutelle ou Gazier !

Je veux bien qu'on signe les mêmes textes ensemble, je ne crois pas qu'à l'égard du Communisme, et quand je dis je ne crois pas, je devrais dire je sais, que les réactions ne peuvent pas être les mêmes !

Je fais cette confession que dans les membres que l'on cite comme étant de la majorité, il n'y a pas davantage la même unanimité d'appréciation.

Mais ce n'est donc pas là-dessus qu'on peut prétendre établir des divergences entre ce que l'on veut appeler la majorité et ce que l'on veut appeler la minorité ! Enfin, passons, puisqu'on soutient que nous avons tous la même position !

Alors, si les divergences ne sont pas là, où sont elles ?

L'analyse de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, de sa position actuelle, a été la suivante : le gros grief a été de dire : les délégations de pouvoirs consenties, concédées dans la charte ne sont pas effectives. Les camarades de la majorité, au fond de leur cœur, sont plutôt hostiles à la FGDS, et en fait, les organismes dirigeants des formations qui constituent la FGDS décident séparément. Les trois formules, je les ai prises sous la dictée, elles ont été utilisées.

Gaston Defferre, qui les a citées, a établi lui-même un lien,comme s'il voulait citer un exemple, entre ce fait que les organisations décident séparément et le problème de la motion de censure récente sur l'OTAN, le dépôt de cette motion de censure par la SFIO, ça n'a pas été à la fin par la SFIO seule, mais par les membres de la SFIO et de la FGDS, mais il n'y a pas un seul lecteur, d'un seul journal français qui ne sache depuis dix jours que cela a été un geste inopportun ! Qu'est-ce que c'est que ce Parti Socialiste qui appartient à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste et qui, tout en y appartenant, prend des initiatives ? Qu'est-ce que c'est que ce Comité directeur qui, sans consulter les voisins, décide qu'il y aura une motion de censure ?

Allons personnalisons puisque c'est comme çà que le problème a été posé dans la presse : qu'est-ce que c'est que ce Guy Mollet - c'est comme cela que çà a été traduit dans toute la presse - qui poignarde dans le dos - ce n'est pas de moi la phrase - François Mitterrand, en lui collant une motion de censure que, mieux encore, il prétend aller défendre lui-même à la tribune de l'Assemblée Nationale, comme ça il y aura une différence très nette entre la FGDS et la SFIO !

Mais, camarades, parlons clair. Je n'ai pas fait de démenti, vous ne m'en verrez pas faire, mais la petite histoire vaut quand même d'être racontée à l'intérieur du Parti :

L'initiative de la motion de censure, elle n'est pas mienne, n'est-ce pas les camarades du Comité directeur, c'est Gaston Defferre, Christian Pineau, Notebart aussi qui ont proposé une motion de censure ! Et le fait de demander à Guy Mollet de la défendre n'est pas mien non plus, j'étais plutôt contre, c'est Gaston Defferre. Christian Pineau qui ont demandé que ce soit moi !

Coup de poignard dans le dos de François Mitterrand ! S'il y en avait un, ce ne serait pas un coup de poignard de la majorité, mais ce n'en est certainement pas un ; il n'y a pas dans l'esprit de ceux qui ont fait la proposition, l'idée de torpiller Mitterrand,mais il n'y a pas eu l'idée chez aucun des membres du Comité directeur qu'il fallait d'abord soumettre à la fédération ce projet pour une raison simple, mes camarades, c'est que depuis que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste existe, elle n'a pas eu un seul débat de politique extérieure et ce malgré nous qui demandons depuis des semaines que l'on veuille bien discuter un peu des problèmes politiques, il n'y en a pas encore eu un !

C'est enfin décidé, à notre demande, depuis la dernière réunion de la FGDS de son Comité exécutif.

Pourquoi ? Est-ce une carence ? Non, non, ce n'est pas cela. C'est qu'en fait, telle qu'elle est actuellement constituée, dans l'esprit de ceux qui sont nos partenaires, ils entendent qu'elle ne commence à fonctionner, sur le plan parlementaire, qu'avec les élus de la prochaine législature. Ils entendent que ne soient liés par le programme éventuel - j'y viendrai dans un instant - de la FGDS que cela des leurs et des nôtres qui auront été élus sur ce programme, et ils nous répètent à longueur de séance : on ne peut pas demander à ceux qui appartiennent actuellement à notre groupe de la Gauche démocratique de se sentir liés par un groupement auquel ils n'appartiennent pas, auquel ils n'ont pas

donné leur adhésion comme candidats.
C'est tellement vrai, et je l'ai dit sans polémique à François Mitterrand - et les relations humaines entre François Mitterrand sont d'un autre caractère que ce que racontent les journaux qui veulent casser la fédération - qu'il ne nous a pas demandé netre avis quand il a eu envie de parler de l'OTAN, et il a pourtant fait des déclarations sur l'OTAN qui ne sont pas tout à fait en conformité avec la position moyenne de la SFIO !
Il n'y a pourtant pas un seul délégué du Comité directeur qui a dit : il faut aller enguirlander François Mitterrand ! Aussi longtemps qu'on n'aura pas un programme commun, chacun ira avec le programme de la formation politique à laquelle il appartient.
Il y a eu un mastic splendide à l'Assemblée Nationale, et malheureusement il y a eu des impairs même chez nous. On ne va pas mettre de noms, c'est une bêtise qui a été commise, sûrement avec de bonnes intentions et qui s'explique. Je vais moi même essayer de la minimiser en l'expliquant telle qu'elle peut s'expliquer.
Depuis le début de la législature, toutes les motions de politique internationales, toutes sans exception, ont toujours été signées, non seulement par les Socialistes et les radicaux, mais aussi par le MRP.
Cette fois-ci, l'intention du Comité directeur, l'intention moyenne, majoritaire en tout cas, du groupe parlementaire, était que ça n'alla pas au-delà des radicaux Socialistes, et ce n'est pas pour un refus, une sorte de goujaterie à l'égard du MRP ou des autres, non, non, c'est parce qu'il y avait une tentative de transformer une prise de position de politique extérieure en une opération de politique intérieure. Les gens qui nous accusent de manœuvres, étaient en train d'en faire une !
Le groupe, le Comité directeur avaient donc pris une décision, mais malheureusement les contacts avaient été pris avec des représentants du Parti Radical, du MRP, qui avaient connaissance de la motion, qui étaient d'accord pour la signer et certains des radicaux ont eu le sentiment, quand ils ont entendu dire qu'on ne voulait pas de leur signature, qu'on se comportait d'une manière dégoûtante à leur égard. Puis, comme il faut bien qu'il y ait un responsable, votre serviteur en a sevi !
Un excellent camarade du groupe parlementaire SFIO est allé expliquer aux journalistes qu'il y avait eu une proposition faite dans le groupe, tendant à obtenir que les MRP soient autorisés à signer çt que Guy Mollet, bien sur, s'y était opposé, et que Guy Mollet l'avait emporté, encore un coup... J'avais poignardé quelqu'un !
En réalité, c'est beaucoup plus simple : la majorité du groupe parlementaire, dont Gaston Defferre s'est fait l'interprète, la majorité du Comité directeur, avait simplement dit : "On ne va pas faire une opération de politique intérieure à cette occasion là."
Qu'est-ce qu'il faut tirer comme conséquence de cela ? Il faut en tirer comme conséquence qu'il faut l'éviter à l'avenir. Comment l'éviter ?
Une chose importante, une chose sur le plan général, et une chose moins importante, mais très importante, sur le plan parlementaire.

La chose importante sur le plan général, c'est qu'il faut maintenant qu'il y ait un programme de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste. J'en ai longuement discuté avec François Mitterrand et Billères, et ensuite tous les trois nous avons pris cette position dans l'exécutif de la fédération qui, lors de la dernière séance, unanimement, s'est donné le mandat de sortir très vite un programme.
Vous savez, ce n'est pas très difficile à mettre sur pied un programme, surtout dans ce domaine. Il y a un point où ce sera difficile, c'est le problème financier, mais dans tous les autres domaines, quand on parle des options, des propositions de Mitterrand, quand on parle de notre propre programme du 54ème Congrès, il y a de quoi mettre sur pied en quinze jours un programme solide, très solide, sans grandes difficultés !
Voilà un premier problème supposé réglé.
Deuxième problème : il faut que sur le plan parlementaire on trouve un modus vivendi jusqu'à la fin de cette législature.
Vous n'obtiendrez pas des radicaux, et surtout on dit des radicaux, ils ne le sont pas tous dans ce groupe qu'on appelle la Gauche démocratique, il y a des gens qui sont des apparentés radicaux, et ils sont en majorité hostiles au fond de leur cœur à la FGDS, la preuve est que Mitterrand et Billières se sont fait battre par 16 voix contre 12 dans leur groupe, qu'ils jouent fidèlement, loyalement le jeu de la FGDS.
Ce qu'il faut obtenir, c'est que la délégation permanente, cette sorte de comité de liaison qui doit être créé entre les groupes, le soit avec ceux des élus qui sont de la fédération et qui se reconnaissent comme tels.
Je crois que c'est Notebart qui évoquait le problème en disant :
"Si c'est pour aller discuter avec ceux qui sont contre, le genre de discussion est parfaitement impossible et inutile."
Problème suivant : Gaston Defferre nous invite à nous prononcer sur les propositions de François Mitterrand.
Lesquelles ?
Il y en a un certain nombre. Les propositions qui touchent au calendrier ?
Il y a deux dates : 1er mai - 1er juillet et qui portent, en fait, sur des chiffres, mais problèmes légèrement différents quand on lit bien les textes, quand on discute avec François Mitterrand, on s'aperçoit que le 1er mai, c'est beaucoup plus le souci de régler le problème de contentieux, c'est-à-dire de régler le problème de l'organisation départementale. Autrement dit, de voir comment, sur le plan des départements, on peut organiser les relais de la fédération.
C'est un problème qui, sur le plan théorique, est facile, mais qui, sur le plan local se révèle difficile et toutes les bavures comme je disais tout à l'heure, sont venues de là. Nous avons, mes camarades, un malheur, c'est qu'il se trouve que nous faisons la fédération de la Gauche démocrate Socialiste en période pré-électorale !
Ah ! S'il n'y avait pas une période pré électorale, j'aime mieux vous dire que cela se ferait tout seul, mais, malheureusement, nous sommes en période pré-électorale !

Collection Jean-Jaurès

Il y a des gens que çà agite...chez les autres, et, puisque nous sommes entre nous, pourquoi ne pas le dire..un peu chez nous l Car il y a des griefs sérieux à faire à l'égard des tiers, mais quelquefois un peu trop de patriotisme local chez nous !

Partout où je suis allé, dans les fédérations, j'ai été amené à dire à des camarades des choses qu'il faut comprendre. Il faut comprendre que si l'on fait une fédération, avec des objectifs beaucoup plus larges que la fédération, et si, dans cette fédération, nous sommes - et nous sommes effectivement - les plus forts, il ne faut pas qu'au nom de cette force on soit monopolisateur !

Seulement, il y a chez nous quelques difficultés, et il faut dire qu'il y a eu chez eux énormément de maladresse !

J'espère que ce ne sera pas répété au dehors, mais il faut bien dire que parmi les forces vives, il y a pas mal de sacrés chevaux de retour ! Et il y a des moments où c'est difficile à faire avaler dans une fédération, quand les copains les connaissent !

Quand les camarades d'une fédération voient arriver, avec des ambitions électorales évidentes, un Monsieur qui dit : "J'ai tel mandat, c'est moi qui (…) je suis un tout neuf (..)", alors qu'il a déjà essuyé 7 ou 8 échecs électoraux, contre nos propres candidats, c'est difficile à le faire croire... Qu'il est vraiment tout neuf ! C'est ce genre de problème qu'il y a.

Je le dis, et je le dis franchement, il faut que chaque fois que se présentent des problèmes comme ceux-là, les camarades nous les soumettent et qu'ils s'astreignent à surmonter les préoccupations locales en pensant à ce que, sur le plan national, représente le succès ou l'échec de la fédération.

La fédération, c'est peut-être une grande chose si ça réussit, je le crois, mais c'est sûrement une terrible catastrophe si ça échoue.

Il y a une différence entre les mots. Je crois qu'il y a une part de bluff dans ce que disent certains qui parlent d'enthousiasme. Hélàs ! Je voudrais que ce soit vrai, mais je n'ai pas l'habitude de me gargariser avec des espoirs de ce genre. Seulement, ce que je sais, c'est que cela peut devenir grand, et ce dont je suis sûr, c'est que si cela devait échouer, nous commettrions tous ensemble une erreur énorme par rapport au pays.

Si bien qu'il va falloir surmonter ce genre de difficulté ; il va falloir faire une fédération, sur le plan départemental et là je me réfère maintenant à des notes que j'avais jetées sur le papier pour l'avant-dernière réunion de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.

Cela n'allait pas bien, si bien que le Bureau du Parti, qui en avait le droit dans l'intervalle de deux secteurs, m'avait donné le mandat très précis de dire à nos partenaires de la fédération, cartes sur table, ce qu'ils étaient en droit d'attendre de nous et ce qu'il ne fallait pas attendre.

Et je leur ai dit : voici les problèmes : organisation départementale, il n'y a pas de problème, pour nous en tout cas, il y a un problème pour vous, et c'est vous qui le créez, vous la convention des institutions républicaines. Car, nous avons assisté à un phénomène très curieux, c'est que vous l'avez vu, au départ, il y a trois familles :

Fondation Jean-Jaurès

- le Parti Socialiste plus le CEDEP,
- le Parti Radical plus l'UDSR,
- les clubs, généralement parlant, plus les cercles Jean Jaurès.

Les clubs généralement parlant, nous savions dès le départ que ces clubs, en gros, se divisaient en deux fractions, ceux des clubs apparentés au club dit des Jacobins, qui avaient constitué entre eux la convention des institutions républicaines, puis ceux qui n'étaient pas là dedans mais un jour avaient tenu ensemble les assises communes à Vichy et qu'à cause de cela on appelait souvent les clubs de Vichy.

Nous avions dit, eh bien cette dernière famille, dans le Comité exécutif aura donc 14 sièges et 3 qui iront au cercles Jean Jaurès.

C'est l'histoire de la répartition de ces 14 sièges car, tout d'un coup, la convention des institutions républicaines a été atteinte, curieusement parlant, d'un extraordinaire patriotisme de parti !

Cela à été quelque chose de très curieux ! Alors qu'on nous avait souvent reproché cela, à nous, les partis "historiques" - car c'est comme ça qu'on parle de nous, maintenant : nous sommes des partis "historiques", - on nous avait longtemps reproché d'être trop soucieux de notre représentation, eh bien voilà que la convention a été (..) mais pointilleuse, susceptible quant à sa représentation !

Une anecdote que, tout à l'heure, nous racontait Llung, dans le Rhône, et qui a occupé des heures et des heures, et qui n'est pas encore réglée au Secrétariat de la FGDS, tient à cela ; c'est uniquement un problème interne !

Alors, il faut bien le voir, mes camarades, ce problème, et tâcher de le trancher dans le bon sens !

Quelle est la thèse que je leur ai soutenue ?

Je leur ai dit : "Écoutez, si, sur le plan national, sur les 14, vous êtes 10, nous, cela nous est indifférent... Vous êtes 9, vous êtes 10... Sur les 14, cela nous est indifférent, mais sur le plan départemental, vous serez obligatoirement sur l'image de ce qui existe sur le plan national - ou bien, et nous offrons le choix, autre formule - puisque vous dites qu'à telle place vous êtes vraiment plus puissants que cela, comme pourcentage, alors allons-y : représentation proportionnelle, à ce que vous représentez réellement, mais cela implique la réciproque, là où vous n'existez pas !"

Vous comprenez que c'est pour eux un choix douloureux, tellement douloureux qu'il n'est pas encore tranché, mais je crois que cela va s'arranger ; j'ai le sentiment que nous allons avoir d'ici peu un règlement valable pour toute la France, avec une représentation, dès la prochaine session, départementale, qui sera fixée d'une manière très nette, partout.

Alors, là, il faut que nos camarades eux-mêmes jouent le jeu : la convention n'existe pas à telle place, elle a le droit d'exister demain, et vous devez lui réserver la place qui est la sienne, de la même manière que si, quelque part, le Parti Socialiste n'existait pas, sa place devrait être réservée.

C'est cela, une fédération !

C'est quelque chose qui se fait entre des organismes, où l'on garantit à chacun la

place, la voix à laquelle il a droit.
Voilà le langage que j'ai tenu, au nom du Bureau.
Deuxièmement, on nous a dit : "Il faudrait, avant le mois de juillet, qu'on ait choisi les candidats."
J'ai été tout à fait surpris d'entendre dire que j'avais dit le contraire, ce matin ! Ce n'est pas vrai. Je n'ai jamais dit le contraire ce matin, ce n'est sûrement pas vrai. Ce que j'ai dit, ce matin, c'est autre chose, c'est que, pour parler de la tactique, j'y viendrai tout à l'heure, il fallait peut-être connaître la loi électorale. C'est tout autre chose !
En ce qui concerne la désignation des candidats, il y a déjà un certain nombre de choses décidées :
1°/ C'est que tout candidat appartenant à une formation politique, son siège revient à cette formation politique, au candidat lui-même si c'est audourd'hui un candidat sortant. Mais, si je souligne cela, c'est parce qu'il y a eu un débat et il faut que vous sachiez qu'il est tranché, car à un moment on prétendait soutenir cette thèse que si un candidat mourait ou n'était plus candidat, il se retirait de la compétition individuellement, le siège était remis dans la masse commune.
Cela, c'est terminé : le siège appartient à la formation politique, le siège appartient !… La candidature appartient... Ça, pour le siège, c'est aux électeurs à décider... La candidature appartient à la formation politique à laquelle appartenait le sortant, du moment qu'il est membre de la FGDS.
Il nous est dit : "Il faudrait que ce soit décidé avant le 1er juillet." Le Bureau m'a chargé de leur dire que le principe était très valable, mais il m'a chargé quand même de leur dire : "C'est plus facile à dire qu'à faire. "
Mais, nous n'avons pas accepté que l'on se distingue, que l'on se différencie, à l'intérieur de la FGDS, entre gens qui seraient "pour" et gens qui seraient "contre".
Il n'y a absolument chez moi, aucune objection à l'idée qu'on ait choisi avant le 1er juillet.
Nous allons plus loin : si nous parvenions à en sortir seulement 300, 350, décidés, avant le 1er juillet, ce serait une excellente opération politique.
Il n'y a pas, là-dessus, la moindre réserve. J'ai même cru comprendre qu'il y avait unanimité dans le Parti sur ce genre de problème.
Je passe aux autres problèmes : proposition d'un "shadow cabinet".
Je dois, pour être honnête, dire que lorsque j'ai employé cette formule devant l'exécutif, Mitterrand m'a repris pour dire qu'il n'accepterait pas la formule, qu'il ne voulait pas qu'on utilise ce vobabulaire, et qu'il entendait qu'on parle du "contre gouvernemen" et pas du "shadow cabinet".
Je lui ai dit qu'à notre avis, enfin le Bureau, c'était une idée qui avait, à nos yeux davantage d'inconvénients.
Nous avons pesé les deux, étudié les deux. L'avantage est incontestable. C'est qu'il est bon que, dans une bataille électorale, on sache qui mène le combat, qu'on sache qui, en cas de succès, est le leader, c'est-à-dire le Premier Ministre, qu'il y a, en France, à gauche, un avantage supplémentaire, c'est la légende qui entoure les élections de 1958, où Guy Mollet, déjà plusieurs fois cité, a, comme

chacun sait, pris la place de Mendès-France, alors que nous savons tous que c'est parfaitement faux, que Mendès-France ne l'a jamais contesté... Oui, c'est contesté, mais pas par Mendès-France... Mais, comme il y a cette légende, il faut bien finir par en tenir compte et il est bon que, cette fois, on ne puisse pas dire, au lendemain des élections, si les Socialistes revenaient à 100 et quelques et que Mitterrand, enfin sa famille, à l'intérieur de sa fédération, ne soit que de 30 ou 40, qu'à ce moment-là il y ait encore un réflexe de patriotisme de parti chez les Socialistes et qu'on dise : on le revendique, comme un Socialisme qui ne serait plus le même.

Il faut que le pays sache que, cela, c'est terminé.

Donc, il y a avantage incontestable à dire : il y a un leader qui mènera la bataille, et' le Bureau se croyait l'interprète, à peu près de tout le Parti, là, si on en croirait les déclarations faites aux journaux depuis quelque temps, nous ne craignons pas, là, avoir de démenti.

Et puis, nous avons dit : "Dans ce cas là, nous proposons que ce soit François Mitterrand."

Par contre, à l'idée du cabinet, alors, pas d'accord. Nous n'étions pas d'accord avec cette idée.

Oh ! ce n'est pas grave, ce n'est pas épouvantable !

J'ai entendu parler, ce matin, d'un "flash", c'est Leenhardt ce soir... On ne fait pas une crise là-dessus, et on ne fait pas un tel démenti au président de la fédération... Mais, je m'excuse, le président de la fédération nous a dit lui-même que, quand il a fait cette proposition, il ne l'avait pas faite comme président de la fédération, il l'a faite comme animateur de la convention des institutions républicaines ; ce n'est pas un ultimatum.

Et, vous savez, s'il fallait qu'on vous suive, camarades, François Mitterrand n'a plus qu'à dire n'importe quoi demain, et puis vous allez nous dire : on ne lui colle pas un démenti, et puis il n'y a plus qu'à suivre... Mais, lui, il ne tient pas ce langage ! C'est vous ! Lui, à aucun moment il n'a dit : "C'est à prendre ou à laisser !" Lui, il a dit : "Ce sont des propositions que je fais aux partenaires, et rien d'autre !"

Cette proposition, nous l'avons étudiée et nous avons dit : "Nous ne la croyons pas bonne."

J'entends bien qu'on me dit : "Ça se fait à l'étranger", "Ça a un sacré succès à l'étranger..."

Il ne faut pas se fiche du monde ! J'ai cherché, j'ai fait le tour, j'ai trouvé un pays, pas deux, un pays.

Je n'ai jamais entendu dire que le candidat à la présidence aux États-Unis avait un brain trust dont on sait qui sera ministres. Je n'ai ajamais entendu dire que Willy Brandt avait un brain trust, quand on savait qu'il serait ministre.

Non, il y a des amis, mais personne ne sait à l'avance qui occupera tel ou tel portefeuille ! Ni en Suède, ni en Norvège !

Mieux que cela : en Angleterre, à moins de ne pas bien connaître la vie anglaise, on sait que plus de la moitié des gars qui occupent des postes de premier plan ne

se retrouvent pas aux postes auxquels on croyait qu'ils seraient un an avant, ou six mois avant.
Ce que l'on sait, en Angleterre c'est plus facile, avec le bi-partisme, c'est qu'il y a des hommes qui, probablement, y seront, oui, voilà ce que l'on sait.
Donc, l'exemple étranger n'est pas valable et, par contre, les inconvénients, alors, pour la France, ils sont évidents.
Tout d'abord, un argument que j'ai entendu tout à l'heure reprendre, je crois que c'est Boulloche ? "un bon retentissement populaire".
On ne doit pas rencontrer les mêmes personnes... Car je n'ai vraiment pas entendu d'écho populaire à cette idée-là !
Il y a quelques échos de presse... Ça c'est autre chose, mais je n'ai pas vu du tout que ça ait fait "Boum" ! Non. J'ai même eu le sentiment, pendant les quelques jours qui ont suivi, qu'on risquait un éclat de rire. J'ai eu le sentiment qu'on était en train de nous faire le coup des crises de la IVe République... Il est devenu de tellement bon ton de se moquer que certains journalistes humoristiques commençaient à faire circuler des listes ! Ça devenait gênant, vous savez !... Et on commençait à raconter les mêmes histoires : des gars, pas de chez nous, soyons gentils avec les nôtres, qui téléphonaient aux journalistes pour que leur nom puisse figurer quand même sur une liste, de peur d'avoir été oubliés !
Eh bien, tout cela avait été entrain de recommencer.
Cela, ce sont les mauvaises raisons.
Il y a de bonnes raisons qui font que ce n'est pas sain.
Les bonnes raisons, c'est qu'il s'agit obligatoirement, dans son esprit, de quelque chose qui correspond à la FGSD.
Vous avez beau, dans le vocabulaire, parler sans cesse de goupement à vocation majoritaire, il n'y en a pas un seul de vous qui, au fond de son cœur, croit que la FGSD, demain, aura majorité absolue dans le pays !
Autrement dit, si vous pensez gouvernement, il faudra une coalition. Ah ! Vous aurez attribué des noms à des fonctions, mais comme il y aura des noms dont François Mitterrand estimera qu'il a besoin, s'il est obligé de lâcher la fonction à des partenaires de la coalition, vous verrez un gars passer successivement des Affaires étrangères, auquel il aura été prévu, à l'Agriculture, parce qu'il faudra l'avoir dans l'équipe. Vous me direz qu'Edgar Faure l'a fait, mais je ne suis pas sûr que ce soit un très bon exemple, on ne voit pas les avantages.
S'il a besoin, et cela, c'est autre chose, d'avoir des responsables, parce que c'est cela dont il semble le plus se soucier, s'occupent des grands problèmes, eh bien ! Il faut que la FGDS se crée enfin ce que le Parti Socialiste s'est créé : des Commissions de travail et des responsables de groupes de travail dans lesquels il n'y aura pas un, mais deux ou trois responsables.
Car sa grande préoccupation, et je la crois valable, c'est de dire, et il pense radio-télévision surtout si on demande demain à la télévision, à Dupont, il n'y a personne dans la salle qui s'appelle comme cela, je l'espère, il va se croire ministre ! Une intervention à la télé, ou à la radio, sur les Finances, il faut qu'elle puisse dire ; non, dans la fédération de la Gauche démocrate Socialiste,

nous avons une équipe et nous avons chargé Untel de ces problèmes, ceci pour empêcher la radio comme elle le fait actuellement, ou la télé, de décider elle-même entre nous et de choisir par là-même entre nous ceux qu'elle veut.
Il a là une préoccupation valable et si c'est de cela qu'il a besoin, on se mettra très facilement d'accord, mais nous déconseillons formellement l'idée du shadow-cabinet.
Il y a probablement dans les hommes qui vont apparaître au cours de la prochaine campagne électorale, dans les jeunes de chez eux qui surgiront - pourquoi pas dans les jeunes de chez nous qui surgiront, car on parle toujours des jeunes de chez eux, alors que lorsque je vois la moyenne d'âge… Enfin, j'allais être méchant, je n'insiste pas... Pourquoi ne pas penser qu'il y aura là des valeurs aujourd'hui inconnues ? Pourquoi ne pas penser qu'il y a dans le personnel des grands corps de l'état des hommes, aujourd'hui non disponibles, sauf à leur casser les reins, qui pourront être demain d'extraordinaires collaborateurs ?
Pourquoi vouloir se limiter à l'heure actuelle à mettre en avant-garde un certain nombre de figures dont on aura tôt fait de dire que ce sont encore les vieux qui reviennent ?
Eh bien, j'aime mieux vous dire que cela ne nous a pas paru bon et c'est pourquoi sans passion et sans en faire le drame ou le flash dont vous parliez, nous le lui avons déconseillé.
Ensuite, j'ai évoqué un autre problème dont on ne parle pas ici, il faut tout de même que vous sachiez dans quel sens on m'avait donné le mandat d'intervenir, c'est le problème de la présidence de la fédération.
Lorsque nous avons créé cette fédération, à la présidence on a dit qu'il y aurait un roulement, on avait même précisé que c'était tous les six moise
Pourquoi ? C'était une précaution prise contre nous et j'en ai toujours été d'accord. Il ne fallait surtout pas qu'on satellise les voisins. Au fond, l'arrière-pensée était claire : cela ne serait aucun de ceux qui avaient théoriquement un nom, puisqu'on en est là !
Seulement, les événements ont fait que François Mitterrand a été candidat à la présidence de la République et il nous est à tous apparu intelligent pour sa candidature, mais aussi pour la fédération, pensant que cela valorisait la fédération de dire : "Eh bien ! Pas question, il est président de la fédération en même temps."
Voilà comment il a été président de la fédération ; normalement, cela se termine au bout de six mois. Je ne sais pas quand on fait partir les six mois ; on peut les faire partir du 1er janvier, donc fin juin. Les journaux, j'allais citer encore les mêmes, "Combat" et quelques autres, ont fait des papiers pour dire : "En aucun cas, les Socialistes." Il y a même une fédération Socialiste qui m'a fait l'honneur de prendre une décision disant que cela pouvait être n'importe qui, mais à aucun prix Guy Mollet.
(Rires)
On est minoritaire ou on ne l'est pas ! Que les copains en question se rassurent, je n'ai vraiment pas besoin de ce titre sur ma carte de visite.

Ce n'est pas le problème posé ; le problème posé est le suivant : si le président appartient à la convention, si le délégué général appartient à la convention et si vous regardez la composition du secrétariat, où la convention s'est taillée la part du lion, on a été très large, c'est une constatation.
Si tout le monde joue complètement le jeu, cela n'a aucune espèce d'importance, mais si cela se déroule avec quelques petits incidents, comme ceux qu'on, évoquait tout à l'heure et qui ont créé des drames dans certaines régions de France, delà devient désagréable et cela devient difficile.
Alors j'ai été amené à faire la proposition suivante : ou bien François Mitterrand quitte la présidence le 30 juin, on assure la rotation, mais il est entendu que dès la campagne législative, il y a interruption de la rotation, et il redevient comme leader président pendant toute la campagne législative. Première suggestion.
Deuxième suggestion, et à mon avis elle est meilleure, mais elle fait du bruit et elle a peu de chances d'être retenue. Elle consiste à dire : au fond, on est déjà en période pré-électorale, eh bien disons que dès maintenant François Mitterrand reste président, et dans ce cas là on assure la rotation du délégué général.
Eh bien c'est embêtant pour le délégué général ! Cela crée quelques difficultés.
Telles sont les propositions que j'ai été amené à faire. Après quoi, mes camarades, j ai été amené à leur parler de la fusion, il en est beaucoup parlé entre nous, j'y viens.
J'ai é té amené à leur dire, et on a joué là dessus parce que là aussi il y a des indiscrétions organisées, j'ai été amené à leur dire qu'à monavis nous n'en étions même pas encore au stade fédéral; que la situation de fait dans laquelle nous nous trouvions était une situation de stade confédéral. Alors on m'a fait dire que j'étais pour le stade confédéral ! Or ce n'est pas vrai, je regrette, mais l'histoire est la suivante : lorsque nous avons créé la FGDS j'ai proposé au nom du Parti une pondération totalement différente de la pondération actuelle, dans laquelle il était davantage tenu compte de notre influence. Ce sont les radicaux qui ont demandé la parité et qui ont dit que si nous avions un certain nombre de mandats, il leur fallait le même nombre de mandats.
Cela ne s'explique pas dans le cadre d'une fédération, mais cela s'explique parfaitement dans celui d'une confédération.
C'est de là qu'est née la suggestion faite par nous à ce moment là, dont nous portons la responsabilité, des trois familles, trois fois 17. Mais du fait qu'on acceptait l'idée des trois familles de 17, on introduisait dans les structures des notions nouvelles qui étaient des votes pondérés, votes aux lieux tiers, et même dans certains cas, à la demande des radicaux qui ne sont que 14, votes aux trois quarts, parce que 14 c'est un peu plus que le quart de 51 !
Si bien qu'en réalité, c'est vrai, c'est une situation de fait qu'actuellement la structure est plus confédérale que fédérale. On oublie de le dire. Il y a tant de gens qui parlent de la FGDS sans en connaître les structures, que dans le même temps la délégation SFIO unanime sur ce point avait accepté un protocole d'accord qui a été signé par tout le monde, nous en avons chacun un exemplaire, et qui dit qu'au bout d'un certain déléi les chiffres même que j'avais proposés seraient acceptés. Je les cite de mémoire, je les sais par cœur : entre 1 et 5000

adhérents, un délégué par millier d'adhérents ; 4000 adhérents : 4 délégués. Pour les formations ayant plus de 5 000 adhérents, mais entre5 et 20 000, seulement un délégué pour 5 000 adhérents ; ils ont, bien sûr, les cinq premiers, mais après ils n'en ont plus qu'un par fraction de 5000. Et entre 20 000 et 100 000 adhérents, et au delà, un délégué par 10 000 adhérents.

Nous faisions donc nous-mêmes cette concession pour empêcher que la formation puissante que nous sommes par rapport à eux ne les écrase. Nous proposions nous-mêmes un système de pondération tel que cela leur offrait des garanties. C'est signé, cela, camarades !

Le jour où on voudra passer à un système fédéral où il sera possible de faire jouer davantage la souveraineté des délégations, il n'y aura pas besoin de réunion pour cela, vous savez. Il n'y a qu'à appliquer les décisions déjà prises. Ce ne sera pas encore la fusion, mais ce sera un système fédéral qui leur donnera déjà de sacrées garanties ! Qui leur posera des problèmes. Oh la la ! Des problèmes terribles ! Il faudra démontrer ses effectifs. Mais oui ! A ce moment là ce sera fonction des effectifs, des effectifs contrôlés, pour eux comme pour nous. Donc il faudra passer d'abord du système confédéral de fait d'aujourd'hui à un système fédéral.

Des camarades disent : il faut aller à la fusion. Je suis pour, franchement, sans réserve, je l'ai toujours été, et toujours dansles mêmes conditions. Le jour où il sera question de faire une organisation démocrate Socialiste, dans laquelle s'intégreront tous les démocrates Socialistes de ce pays, ceux qui nous ont quittés, ceux qui ne sont pas venus à nous, j'en serai d'accord et je me battrai à l'intérieur du Parti pour que le Parti l'accepte.

Un parti, donc, démocrate Socialiste. Si c'est démocrate Socialiste, il faut être d'accord sur la finalité. Tous les camarades ici nous ont dit : "Ce n'est contesté par personne !" Il y avait une nuance dans l'expression chez Leenhardt, car Leenhardt a dit : "Il faudrait en discuter." Il s'agit de savoir : est-ce que c'est contesté, ou est-ce que c'est à discuter ? Tu me fais signe que ce n'est qu'une nuance. Nous sommes tous d'accord que les finalités du Socialisme telles qu'elles sont affirmées dans nos déclarations de principe ne peuvent être pour personne ici remises en cause. C'est fondamental, cela, vous savez ! C'est vraiment fondamental. C'est obligatoirement à la base de la fusion, et notre camarade Gérard Jacquet l'a tellement bien senti qu'il en a tiré comme conclusion : "Mais nous savons bien que dans ce cas là il y a un certain nombre de gens qui sont aujourd'hui dans la fédération et qui ne pourraient pas y rester !"

J'en donne acte à Jacquet, et je lui demande comment il concilie cela avec son intention de devenir une formation à vocation majoritaire. Il y a là une parfaite contradiction ! S'il trouvé qu'on est déjà trop dans la FGDS pour qu'avant les élections, il y a donc un souci électoral, ce n'est pas moi qui le souligne, on ait déjà fait la fusion, pour qu'il y en ait un certain nombre qui s'en aille, je m'excuse, mais je dois avoir la compréhension difficile parce que je ne vois pas le rapport entre les deux idées !

Primo, donc, la finalité. Secundo, je ne croyais pas qu'il était nécessaire de le dire et c'est pourquoi je ne l'avais jamais dit avant, mais je l'ai dit depuis quelques mois : je ne conçois pas de parti, moi qui suis un démocrate, avec le vote plural. Dans un parti, un homme, une femme égale une voix. Je ne comprends pas qu'il puisse en être autrement ! Dans une fédération c'est autre chose, je le disais tout à l'heure, il y a des pondérations possibles. J'en ai moi-même suggéré. Mais dans un parti, s'il en était autrement, mes camarades, mais il faudrait signer l'arrêt de mort de la SFIO immédiatement ! Si vraiment un membre de la convention égale quatre voix par rapport à un membre de la SFIO, pourquoi adhéreriez-vous encore à la SFIO ? Si vraiment vous avez des garanties telles que pour arriver à des postes de représentation électorale, ou même de direction de la FGDS vous pourrez le faire au nom d'un mouvement de pensée de 1 500 adhérents, plus facilement évidemment qu'au nom d'une organisation de 90 000, et avec des cotisations deux fois moins chères par dessus le marché, je me demande vraiment comment nous allons encore recruter !

Non, non, ce n'est pas le problème. Un parti, c'est un parti : un homme, une voix.

Est-ce qu'il y a moyen d'amener des gens pourtant à l'idée du Parti en leur donnant des garanties ? Oui, mes camarades, et là je suis d'accord pour qu'on travaille dans ce sens là. Là, je suis d'accord. Ce n'est pas tellement difficile.

Comment peut-on concilier la garantie d'un mouvement d'opinion et un homme une voix ?

Eh bien depuis que les partis existent, on n'a trouvé qu'une solution, c'est la représentation proportionnelle des tendances. Il n'y en a pas d'autre. Tendances, d'ailleurs, qui curieusement ne seraient probablament pas les mêmes au bout de quelques mois que celles des familles d'origine. Il y aurait probablement des reclassements.

Alors si vous voulez qu'on aille à la fusion, mais valablement, comme je le veux, il y a des étapes. Il faut faire franchir à nos voisins l'étape du confédéral, état actuel, vers le fédéral, puis les habituer par le travail ensemble à l'idée de la fusion.

Et contrairement à ce qu'on me fait dire dans la presse, ce qu'on me fera dire lundi, car ce que je dis aujourd'hui va être déformé, c'est écrit d'avance, contrairement à cela j'affirme que j'ai la conviction que dans la famille des càubs il y a des hommes qui sont déjà Socialistes. Je vais plus loin : il y a chez les radicaux Socialistes toute une fraction d'hommes mûrs pour la pensée Socialiste. J'ai des noms présents à l'esprit, je ne vais pas faire l'injure aux autres de citer ceux-là, mais j'ai des noms présents à l'esprit.

Oui, c'est faisable. Mais ces hommes, il faut leur permettre de venir, et de venir avec les leurs; car si aujourd'hui, avec je ne sais quelle précipitation, on leur posait le problème immédiat, ils ne nous rejoindraient pas ! On ne ferait pas la fusion, on casserait la fédération !

Gérard Jacquet, tu as fait un rappel historique. Je ne suis pas d'accord avec tes souvenirs, mais ce sont peut-être les miens qui sont mauvais. De toutes façons pour toi comme pour moi ce ne sont que des souvenirs de lecture, puisque tu

Fondation Jean Jaurès

parlais de 1905.
1905 : tu as dit que les familles Socialistes qui ont fait la fusion étaient loin les unes des autres, et que pourtant elles sont parvenues à la fusion.
Tu as oublié beaucoup de choses! Tu as oublié d'abord que toutes ces familles étaient Socialistes, à l'exception d'un petit noyau. Elles étaient toutes Socialistes, et généralement à vocation marxiste, pas toutes, mais enfin toutes Socialistes.
Tu as oublié un deuxième facteur, c'est l'intervention terriblement pressante de l'internationale Socialiste, qui avait bougé pour obtenir l'unification des Socialistes.
Et puis tu as oublié une chose, c'est qu'on n'a pas essayé de faire cela en cinq mois avant les élections, cela a prisla bagatelle de sept ans ! Les rappels historiques, ça fait bien devant les copains, mais il ne faut quand même pas présenter une image un peu inexacte ! Par des comparaisons qui n'ont rien à voir avec la situation présente !
Cette situation présente, je la résume. La fusion, nous devons la faire, nous pouvons la faire. Mais ce n'est pas réaliste de la proposer maintenant, et c'est là que sans passion je m'adresse à Francis Leenhardt qui depuis ce matin a eu une fois ou deux des trous dans la mémoire, il nous a dit que le 30 octobre dernier nous avons ensemble écrit dans la charte que la fusion était l'objectif. Si j'étais rosse, je dirais que tu ne connais pas bien le texte parce que ce n'est pas toi qui l'as fait. Malgré tout c'est devenu ta charte puisque la majorité l'a votée.
Elle est là, on va la lire.
"Par ailleurs, chacun reconnait que les habitudes acquises ne facilitent pas le regroupement des citoyens en fonction des grands courants de la pensée politique contemporaine, et que vouloir réaliser dans l'immédiat la fusion de toutes les organisations de la Gauche démocratique dans un seul parti ne serait pas réaliste."
Un peu plus loin : "Dans ces conditions, les formations de la Gauche..." je passe, ce qui compte c'est la dernière phrase. Ce n'est pas pour tricher, mais cela n'ajoute rien.
"Cette fédération est considérée par les formations comme une étape vers la constitution souhaitée d'une formation démocrate Socialiste d'un type nouveau, répondant aux exigences de notre temps."
Voilà le texte complet.
C'est vrai que nous sommes tous d'accord, puisqu'au fond vous donnez maintenant votre accord. C'est vrai que nous sommes tous d'accord, c'est cela notre charte. C'est cela l'objectif. Mais le texte même, ce texte excellemment rédigé, remarquablement rédigé, dit en plein : "Vouloir le faire maintenant, ce ne serait pas réaliste !"
Dites-moi, entre le mois de décembre et le mois d'avril, c'est devenu réaliste ? Vous savez bien que non !
Cette espèce de hâte, que j'avais un jour appelée "la fuite en avant", et le mot a fait fortune, il a été beaucoup repris aujourd'hui ! Cette espèce de hâte ne

s'explique pas, ne se justifie pas. Je n'ai pas compris. Je ne vois pas pourquoi tout d'un coup vous vous êtes précipités sur la fusion comme sur la panacée !
La fusion, il faut qu'on y habitue nos partenaires ! Ils y viennent. Mitterrand qui est plus réaliste que nous, et qui est pour, ne fait pas cette espèce de poussée qui vous anime. Il ne fait pas le forcingj ilne voit pas, lui, la nécessité d'un Congrès national pour faire ce forcing sur la fusion.
Vraiment, là je ne voudrais pas insister là dessus, mais si, comme j'en suis convaincu, je ne mets pas en doute votre sincérité, vous avez comme objectif la fusion, ce n'est pas comme cela qu'on y parviendra, c'est du mauvais travail !
Autre problème, et j'approche de la fin de mon propos, le problème du programme. Je l'ai déjà dit, l'essentiel notre 54ème Congrès en a fixé les grandes lignes. Nous avons obtenu de la FGDS, que nous allions maintenant très vite. Il y a un problème qui pourtant a été soulevé, c'est pourquoi je dirai un petit mot sur le programme, par Jacquet puis par Quilliot, qui ont dit : il y a les problèmes de la politique internationale, et qui ont pensé que là dessus il y aurait la justification d'un Congrès.
Je m'excuse, mes camarades, mais sur l'actualisation des problèmes de politique internationale, le Parti s'est déjà prononcé. Il n'y a absolument personne qui soutienne aujourd'hui, si l'on parle de l'OTAN, que la situation est en 1966 ce qu'elle était en 1949. Et puisque le groupe parlementaire et le Comité directeur m'ont fait l'honneur de me demander d'être le porte-parole du Parti dans le débat de mardi, c'est bien ce que j'ai l'intention de dire entre autres choses.
Je ne vois pas du tout qu'il y ait là dessus à actualiser. Il y aurait à actualiser si quelqu'un, trahissant la pensée du Parti, prétendait que nous sommes toujours en 1949.
La stratégie par rapport aux voisins, j'ai entendu cela aussi défendu comme thème. Eh bien c'est vrai que la naissance d'une formation de la démocratie Socialiste pose sur le plan de la stratégie des problèmes terribles par rapport aux voisins. Mais ils sont clairs depuis le début.
Par rapport aux démocrates non Socialiste ça ne pose pas le problème de la démocratie. Monsieur Lecanuet, plusieurs fois cité, est un démocrate. Monsieur Leeanuet a, sur l'existence des tribunaux d'exception,les mêmes réactions que nous. Il a, sur la manière dont se comporte l'ORTF, les mêmes réactions que nous. Il est un de ceux à qui on refuse "face à face", il a les mêmes réactions que nous... Il ne sait pas ce qu'il manque, d'ailleurs !
(Rires)
Enfin, sur tous oes problèmes, ils ont les mêmes réactions que nous. S'il s'agit de l'appréciation du fonctionnement du régime actuel, mêmes réactions que nous.
Quel est le problème, par rapport aux démocrate non Socialistes ? Il est clair, c'est que lorsqu'on parlera programme de la FGDS, ce ne sera pas un programme Socialiste. Pourquoi voulez-vous nous faire passer pour des fous ? Pourquoi s'en va-t-on répéter, inlassablement, que nous sommes des utopistes qui ressassons la doctrine, faute d'avoir quelque chose à proposer ? Pourquoi, alors que vous savez que ce n'est pas vrai, alors que vous savez que nous

voulons une étape, que nous l'avons décidé ensemble dans le programme du 54ème Congrès ? Ce programme du 54ème Congrès, il aura un contenu progressiste. Quelle est la part de Socialisme et de démarche vers le Socialisme qui sera dedans, quelle est la part que les démocrates non Socialistes peuvent accepter...
Les autres voisins : les Communistes ? Nous sommes des démocrates Socialistes. Ce n'est pas le problème du contenu Socialiste qui est posé aux Communistes, encore que si on allait discuter programme avec des Communistes, soyez tranquilles, c'est nous qui demanderions plus de Socialisme dedans, probablement plus qu'eux ! Les copains qui ont négocié en 1936 en ont gardé des souvenirs, n'est-ce pas Jules Moch ?
Ce n'est pas ça, c'est le problème de la démocratie politique qui est posé.
La stratégie, elle n'est pas compliquée, elle est fixée. Alors, ce n'est pas de stratégie dont vous voulez parler, c'est de tactique...
Là, je me permets de vous raconter le gag que j'utilise chaque fois que la question m'est posée dans une réunion publique. Je rappelle quelque chose de vrai, c'est qu'un jour monsieur Pompidou a été déjeuner chez les journalistes parlementaires. Les journalistes parlementaires, à la fin, lui ont posé des questions, et parmi les questions ils lui ont demandé : "Quelle va être, Monsieur le Président, la nouvelle loi électorale ?" Et monsieur Pompidou, avec ce charmant sourire qu'on lui connaît bien, a répondu : "Non, quand même, vous ne voudriez pas que je fasse à l'opposition ce cadeau de lui dire quelle sera la nouvelle loi électorale !"
Et, camarades, il y en a parmi vous qui voudraient faire à monsieur Pompidou ce cadeau de définir maintenant notre éventuelle tactique électorale ?
J'ai entendu un camarade, au début de l'après-midi, je crois que c'est Benoît, dire : pas besoin de connaître la loi électorale - on ne sait pas si elle changera - pour fixer la tactique.
Il a de la chance, le copain en question !
On sait que parmi les réformes électorales envisagées par le pouvoir, étudiées, car ils ont étudié un certain nombre, ils ont des démarcheurs partout à l'heure qu'il est, et les Préfets s'en chargent pour voir quelles sont les meilleures combines... Sans compter les découpages de circonscriptions, il y en a deux qui sont les suivantes :
Une qui consisterait à prendre à peu près le marne système que la foi passée, à deux tours dans les circonscriptions, légèrement modifié, amélioré de leur point de vue. Ne restent au deuxième tour que les deux arrivés en tête, sans le droit, pour aucun des deux, de se retirer. Il n'en reste que deux, les deux premiers. Et comme on ne peut pas empêcher quelqu'un de se retirer, s'il y en a un qui se retire il n'est pas remplacé, l'autre est candidat tout seul. Eh bien, dites-moi, camarades, vous n'avez pas l'impression que si c'était cela, il y a peut-être une tactique particulière, qui n'est pas forcément celle à laquelle vous pensez, que vous allez me permettre de ne pas dire tout haut mais à laquelle il est peut-être bon qu'on ait pensé ?

L'autre hypothèse, à laquelle ils travaillent, serait un scrutin de liste départemental à un tour.
Vous êtes déjà prêts, du point de vue de la tactique ? Vous roulez qu'on en discute ? Ce n'est pas sérieux !
Non, vraiment, ce forcing pour faire un Congrès maintenant, pour parler de stratégie, cela nous mettra dans la situation suivante, c'est que quand vous sortirez du Congrès, si la modification de la loi électorale intervient dans le mois qui suit, vous nous en demanderez un autre, pour parler de la tactique !
Il est vrai que depuis un an on bous gâte, car ce Parti qui manque de démocratie, si j'en crois les camarades, ce Parti dans lequel on ne se réunit pas assez souvent, j'aimerais avoir l'opinion de Provo sur la fréquence des Congrès et des Conseils nationaux, étant donné le prix de chacun ! Ce parti, en dix mois, moins de dix mois, 9 mois 1/2, vient seulement de s'offrir un Congrès et trois Conseils nationaux ! Il vous en faut encore un autre, immédiat !
Vraiment, on passera sa vie à faire appel d'une décision sur une décision, inlassablement ! Vous savez, mes camarades, si au lieu de ce jeu, le Parti voulait bien consacrer ses efforts à la lutte contre l'adversaire, plutôt que de s'épuiser dans ces luttes intestines, je crois qu'on ferait du bien meilleur travail !
(Applaudissements)
Rien n'est pire, quand on est confronté à l'adversaire, que de l'entendre nous jeter sans cesse à la face le grief, l'accusation formulés par tel autre camarade. Je suis rôdé, c'est vrai, les épaules sont devenues larges, mais les seuls moments vraiment pénibles pour moi, c'est quand on me jette à la face le nom de mes camarades, c'est le seul mode d'opposition dont je souffre.
Alors, voulez-vous bien qu'à partir de demain mous fassions tous un effort sur nous-mêmes pour que, face aux autres, nous donnions enfin l'image d'une force unie, un peu plus fraternelle ?
Nos succès sont à ce prix-là !
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, un instant de patience encore. Nous en sommes arrivés au moment où il faut désigner la Commission des résolutions.
Notre ami Cazelles va vous proposer une liste, et ensuite il faudra nous réunir, après que la Commission aura travaillé.
Il est 8 heures, je vous propose 10 heures, étant entendu, j'y insiste, que ceux des camarades qui ne pourraient pas revenir laissent leur mandat, car il est important, même vis-à-vis de l'extérieur, qu'il n'y ait pas à ce vote un grand nombre d'absents.
Sommes-nous d'accord après que Cazelles aura lu la liste, pour reprendre la séance à 10 heures ?

Plusieurs voix - Oui.

Le président - Alors la parole est à Cazelles.

Ernest Cazelles - Voici la liste qui vous est proposée :
Baraton, Brutelle, Champeix, Courtois, Dardel, Darras, Debesson, Defferre, Fajardy, Cassagne, Gazier, Guille, Jaquet, Augustin Laurent, Leenhardt, Le Floch, Levindrey, Melik, Métayer, Jules Moch, Muller, Notebart, Palmero, Piette, Pineau, Pontillon, Quilliot, Raust, Taleu et Thibault.
La Commission des résolutions va se réunir immédiatement dans la salle à gauche, au bas de l'escalier de la sortie.

Le président - Pas d'opposition à cette liste ?
Elle est adoptée.
La séance est suspendue jusqu'à 22 heures.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national du 16 avril 1966
Clichy

Séance du samedi 16 avril 1966 (soirée).

La séance est reprise sous la présidence de Notebart.

Le président (Arthur Notebart)
La séance est reprise. Nous nous excusons du retard apporté à reprendre cette séance, sais les résultats de la Commission des résolutions répondent sans aucun doute aux désirs du Conseil national.
La parole est à Fuzier sur la liberté d'expression.

Claude Fuzier
Camarades, pas de commentaires sur le texte que je vais vous lire. Il a été adopté à l'unanimité par la Commission des résolutions.
Le Conseil national du Parti Socialiste SFIO.
Rappelle qu'il ne peut y avoir de démocratie véritable sans liberté totale d'expression bous toutes ses formes.
S'élève contre le refus gouvernemental opposé aux journaux démocratiques, et notamment au "Populaire" de Paris, qui ne subsiste que par le dévouement des militants Socialistes, d'obtenir une juste majoration de leur prix de vente, alors que la presse d'opinion supporte les mêmes augmentations que les journaux d'information, sans en avoir les ressources publicitaires.
Constate que le gouvernement entend ainsi marquer son hostilité à une presse libre, subsistant dans des conditions difficiles, que le prétexte invoqué de la politique de stabilisation intervient au moment où les pouvoirs publics annoncent leur intention d'augmenter le taux de la redevance payée par les auditeurs et les télé-spectateurs de la radiodiffusion et de la télévision, tout en commençant à introduire, au bénéfice d'intérêts privés, une publicité commerciale condamnée car le Parlement.

Fondation Jean-Jaurès

Proteste contre l'interdiction du film "La Religieuse", prononcée par le ministre de l'Information, arbitrairement, malgré les avis favorables de la Commission de contrôle cinématographique.
Le Conseil national alerte tous les républicains sur ces graves atteintes à la liberté d'expression,
Demande que ces mesures soient rapportées et qu'il soit possible d'apporter à chaque citoyen l'expression de toutes les pensées philosophiques et politiques.
(Applaudissements)

Le président - Vous avez entendu le rapport de Fuzier. Y a-t-il des observations ? Il n'y en a pas.
Je mets ce texte aux voix. Ceux qui sont partisans de l'adopter le manifestent en levant la main.
Avis contraires ? Abstentions ?
Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.
La parole est maintenant à Jules Moch, rapporteur au nom de la Commission des résolutions.

Jules Moch

Mes chers camarades, nous nous excusons du retard que nous avons mis à revenir devant vous, mais nous n'avons pas perdu notre temps et je dois dire que, grâce à des concessions mutuelles, nous sommes arrivés à un texte d'unanimité sur des points importants.
Il y a unanimité :
- sur la notion de la fédération,
- sur la fusion,
- sur la préparation de la future bataille,
- sur le rôle du Parti.

Il n'y a qu'un point sur lequel deux textes vous seront soumis, celui de la majorité, celui de la minorité, c'est la question du Congrès extraordinaire.
Je demanderai donc au président de mettre aux voix les quatre premières parties, lorsque je les aurai lues, après quoi je lirai la cinquième, l'un des deux textes, et notre ami Quilliot lira l'autre texte, vous aurez alors à décider.
Je ne commente pas ce texte. Je le lis.
Le Conseil national :
Rappelle la volonté unanime du 55e Congrès de constituer une fédération démocrate Socialiste, ainsi que l'approbation, également unanime, du Conseil national du 30 octobre de la charte et des structures de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.
Il constate avec satisfaction les résultats déjà obtenus et se félicite du climat de confiance créé entre les organisations ayant adhéré à la fédération.
Il invite les délégués du Parti au Comité exécutif de la fédération et les organismes directeurs du Parti à poursuivre l'action pour la mise en place aussi rapide que possible des organismes à épartementaux de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste.

Fondation Jean-Jaurès

Le Conseil national réaffirme la volonté du Parti d'assurer le succès de la fédération, et invite tous ses militants à agir dans ce but avec compréhension, discipline et loyauté.
Il rappelle qu'en donnant son adiiésion à la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, le Parti a voulu s'engager dans la voie de l'unification de tous les démocrates Socialistes, et que la fédération représente pour lui une étape essentielle vers la création d'un grand parti de la démocratie Socialiste.
C'est pourquoi il a la volonté de réaliser la fusion nécessaire, dans les plus brefs délais possibles.
Le travail en commun au sein de la fédération permettra des progrès rapides du caractère fédéral de l'organisation, que suivra la création d'un parti unifié de la démocratie Socialiste.
À la veille d'une bataille électorale essentielle pour la démocratie, le Conseil national estime que la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste offre au peuple français un choix clair, face au gaullisme. La préparation de cette lutte exige l'achèvement rapide de l'implantation départementale de la fédération, et l'organisation dans les délais les plus courts de la campagne qu'elle entend mener.
Le Conseil national confirme la position prise au Comité exécutif de la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, conformément aux décisions du bureau du Parti, essentiellement sur la désignation de François Mitterrand comme leader pour la campagne électorale, sur le calendrier proposé par lui, implantation départementale avant le 1er mai et désignation des candidats de la fédération avant le 1er juillet.
Il mandate ses délégués pour poursuivre les pourparlers sur les autres points, notamment à propos de la création d'une équipe formatrice autour de François Mitterrand. Il leur donne également mandat de résoudre avec les partenaires du Parti le problème de la double appartenance au sein de la fédération.
Au stade actuel de la fédération et jusqu'au jour de la fusion, le Parti doit poursuivre l'ensemble de ses activités dans les domaines qui lui sont propres. La naissance de la fédération ne saurait lui être prétexte ou raison à relâcher son action, à réduire son effort, à modérer sa propagande, à ralentir son recrutement. Il doit rester fidèle à lui-même et à ses objectifs. Il ne doit se résigner à aucun effacement. Il doit maintenir ses règles et sa cohésion.
Il importe de maintenir un parti fort, si comme il le souhaite, la fédération démocrate et Socialiste est couronnée de succès, si la fusion peut en temps opportun être réalisée, l'apport du Parti en sera d'autant plus important.
Ici se termine la partie sur laquelle la Commission a été unanime.

Le président - Je remercie Jules Moch de son rapport.
Il n'y a pas d'amendement proposé par le Conseil national.
Les camarades demandent-ils le vote par mandats ?
Il n'y a pas de demande. Nous allons donc voter à main levée. Ceux qui sont "pour" la motion le manifestent en levant la main?... Avis contraires ?
Abstentions ?

1 abstention.
Adopté moins 1 abstention.
Je vous remercie.
La parole est à Jules Moch.

Jules Moch - Le dernier paragraphe maintenant.
Nous n'avons pas voté à ce sujet, à la Commission, c'eut été une petite perte de temps supplémentaire, sans intérêt ; nous savions qu'il y avait une majorité et une minorité, et le texte de la majorité rappelle simplement qu'avant chaque campagne électorale, il y a un Congrès convoqué pour fixer la tactique et le programme. Il est ainsi rédigé :
"Le Conseil national, fait confiance au Comité directeur pour réunir, en temps voulu, le Congrès du Parti ayant à examiner, en particulier, le programme et la tactique pour les élections législatives."

Le président - Vous avez entendu Jules Moch.
Maintenant, la parole est à Quilliot, pour l'ordre du jour.

Roger Quilliot

Camarades, je voudrais dire tout d'abord que nous sommes heureux que toute une partie du texte, une partie très importante, ait pu être adoptée à l'unanimité de ce Conseil national.
Nous aurions souhaité qu'on put parvenir à un accord sur la fixation dfun Congrès national extraordinaire. Cela n'a pas été possible. Le texte que nous a lu Jules Moch à l'instant nous a paru insuffisant, dans la mesure où il était strictement limité d'abord aux problèmes électoraux et où il risquait de nous valoir un Congrès de dernière minute.
Pour nous, il se pose un certain nombre de problèmes de fond et je précise tout de suite que la motion n'implique nullement un choix de ces problèmes.
Nous évoquons à la fois les perspectives électorales, les modifications apportées à la situation intérieure et internationale, les problèmes posés par l'évolution de la fédération vers la fusion comme le texte commun le précise, mais notre texte ne préjuge absolument pas du fond. Il s'agit simplement de demander un Congrès, un Congrès ayant pouvoir de débattre, de tous les problèmes politiques qui se posent au Parti. Je vous lis ce texte :
"Le Conseil national, considère que les problèmes posés par l'évolution de la fédération vers la fusion, les perspectives électorales et les modifications apportées à la situation intérieure et internationale depuis le dernier Congrès exigent que les militants de la base puissent se prononcer dans les plus courts délais sur toutes les questions qui se posent au Parti.
Il confie au Comité directeur le soin de réunir un Congrès national extraordinaire avant le 14 juillet prochain."

Le président - La parole est à Jules Moch pour quelques instants.

Contribution Jean-Jaurès

Jules Moch - Je voudrais apporter une petite rectification. Je n'ai plus mon texte sous les yeux, car je l'ai déjà donné à la frappe pour la presse, mais pendant que je le donnais on me dit que Quilliot a indiqué que le Congrès, tel que nous le concevons, ne vise que la tactique et le programme électoral.

Dans la salle - Il avait oublié le programme.

Jules Moch - (…) mais il y a "en particulier" dans notre texte parce qu'il va de soi que si la fusion est, à ce moment-là, une question d'actualité, nous ne convainquerons pas un Congrès sans qu'il examine le problème de la fusion. C'est pourquoi, dans ce texte, que je n'ai plus sous les yeux pour la raison que je vous ai dite, il est indiqué qu'il examinera "en particulier" la tactique et le programme.

Roger Quilliot - Je donne acte. J'ai dû dire "qu'il risquait...", je crois que c'est le mot que j'ai employé, et c'est un peu dans ce sens que nous l'avons interprété, mais enfin, je donne acte à Jules Moch de son complément d'information.

Le président - Je remercie Quilliot et Jules Moch.
La question est ainsi claire pour l'ensemble du Conseil national.
Je crois qu'il n'y a pas d'hésitation, c'est un vote par mandats qui doit marquer la différence entre les deux textes. Le scrutin est ouvert. Vous votez : "Jules Moch", ou "Quilliot", ou "abstention".
(Il est procédé au vote par mandats).
Voici les résultats du vote :
Nombre de mandats : 2 998
Motion Jules Moch : 1 878
Motion Georges Quilliot : 987
Abstentions : 47
Absents : 86 mandats.
Mes chers camarades, nous sommes arrivés au terme de nos travaux du Conseil National. Tous me permettrez; en quelques mots et rapidement d'en tirer quelques conclusions.
Il me reste à féliciter et remercier nos camarades de la participation qu'ils ont apportée à ce Conseil national, et nous enregistrons avec une grande satisfaction l'unanimité du Parti, qu'à l'extérieur on avait pensé pouvoir être entre nous une cause de discorde. Or, nous avons fait la preuve de notre maturité, de notre volonté de travailler pour la fédération de la Gauche démocrate et Socialiste, et en même temps nous avons affirmé notre volonté de lutter pour la République et le Socialisme.
Il nous reste maintenant, tous ensemble, à regagner nos fédérations, à regagner nos sections, et à engager la bataille afin de libérer le plus rapidement possible le pays de l'emprise gaulliste, et de rendre aux républicains la place qu'ils méritent.

Fondation Jean Jaurès

En avant pour de prochaines batailles !
(L’Assemblée, debout, chante L’Internationale)

Coll. Fondation Jean-Jaurès